



Diagnostic

des besoins de main-d'œuvre
dans le secteur des portes et fenêtres,
du meuble et des armoires de cuisine
2004-2005



**COMITÉ SECTORIEL DE MAIN-D'ŒUVRE
DES INDUSTRIES DES PORTES ET FENÊTRES,
DU MEUBLE ET DES ARMOIRES DE CUISINE**

Remerciements

Cette enquête sur les caractéristiques de la main-d'œuvre dans le secteur des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine est rendue possible grâce à la contribution financière d'Emploi-Québec et à l'appui des partenaires du marché du travail présents dans notre champ d'activité économique.

Christian Galarneau, coordonnateur du Comité sectoriel, et Mario Dubois, responsable des communications, ont assuré la gestion de ce diagnostic de main-d'œuvre. Ils ont mis à profit la contribution d'André Giroux affecté à la réalisation des enquêtes téléphoniques et à la révision des textes. *Virtual Graphique* s'est chargé de la programmation et du traitement des données informatiques. Soulignons aussi la précieuse collaboration de Yassine Ben Khadija, économiste et analyste du marché du travail. Il a effectué l'analyse de l'enquête et rédigé le rapport. Pour sa part, Johanne Hamel a réalisé la correction et la mise en page.

Pour obtenir des renseignements ou formuler des commentaires à propos de ce rapport, nous vous invitons à entrer en contact avec le Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine.

Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries
des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine
2120, rue Sherbrooke Est
Bureau 402
Montréal (Québec)
H2K 1C3

Téléphone : (514) 890-1980
Télécopieur : (514) 890-1450
Courriel : info@clicemplois.net
Site Internet : www.clicemplois.net

Septembre 2005

La reproduction de ce document est autorisée à la condition d'en mentionner la source.



Table des matières

<u>Remerciements</u>	i
<u>Introduction</u>	1
<u>PARTIE I : FAITS SAILLANTS DE L'ENQUÊTE</u>	2
<u>Métiers en demande en 2004</u>	2
<u>Répartition sectorielle</u>	2
<u>Offre de l'emploi en 2005</u>	2
<u>Perspectives d'avenir</u>	3
<u>PARTIE II : ENVIRONNEMENT DU MARCHÉ</u>	4
<u>Secteurs résidentiel, commercial et institutionnel</u>	4
<u>Créneau de la rénovation</u>	6
<u>Industrie du meuble</u>	11
<u>Industrie des portes et fenêtres</u>	16
<u>Industrie des armoires de cuisine</u>	20
<u>PARTIE III – DONNÉES NATIONALES DE L'ENQUÊTE</u>	26
<u>Ensemble du Québec</u>	26
<u>Apprenti ébéniste (CNP 7272)</u>	27
<u>Apprenti opérateur de machines industrielles (CNP 9493)</u>	28
<u>Assembleur-ajusteur (CNP 9493)</u>	29
<u>Contremaître (CNP 9224)</u>	30
<u>Dessinateur-concepteur (CNP 2252)</u>	31
<u>Directeur d'usine (CNP 0911)</u>	32
<u>Ébéniste (CNP 7272)</u>	33
<u>Ébéniste industriel (CNP 7272)</u>	34
<u>Estimateur (CNP 5242)</u>	35
<u>Ingénieur industriel (CNP 2141)</u>	36
<u>Manutentionnaire (CNP 7452)</u>	37
<u>Opérateur de machines à commande numérique (CNP 9513)</u>	38
<u>Opérateur de machines industrielles (CNP 9434)</u>	39
<u>Ouvrier d'atelier (CNP 9493)</u>	40
<u>Peintre-finiisseur (CNP 9496)</u>	41
<u>Préposé à l'emballage de produits finis (CNP 9419)</u>	42
<u>Préposé à la finition (CNP 9494)</u>	43
<u>Préposé au sablage (CNP 9493)</u>	44
<u>Réceptionniste (CNP 1414)</u>	45
<u>Représentant des ventes (CNP 6411)</u>	46
<u>Responsable de l'expédition (CNP 0713)</u>	47
<u>PARTIE IV – ENQUÊTE : DONNÉES RÉGIONALES</u>	48
<u>Centre-du-Québec</u>	48
<u>Ébéniste (CNP 7272)</u>	49
<u>Opérateur de machines industrielles (CNP 9434)</u>	50
<u>Ébéniste industriel (CNP 7272)</u>	51
<u>Assembleur-ajusteur (CNP 9493)</u>	52
<u>Chaudière-Appalaches</u>	53
<u>Ouvrier d'atelier (CNP 9493)</u>	54

Contremaître (CNP 9224)	55
Assembleur-ajusteur (CNP 9493)	56
Opérateur de machines industrielles (CNP 9434)	57
Ébéniste (CNP 7272)	58
Technicien de production (CNP 2233)	59
Préposé au sablage (CNP 9493)	60
Opérateur de machines à commande numérique (CNP 9513)	61
Dessinateur-concepteur (CNP 2252)	62
Estrie	63
Opérateur de machines à commande numérique (CNP 9513)	64
Assembleur-ajusteur (CNP 9493)	65
Contremaître (CNP 9224)	66
Opérateur de machines industrielles (CNP 9434)	67
Lanaudière	68
Ébéniste (CNP 7272)	69
Peintre-finiisseur (CNP 9496)	70
Assembleur-ajusteur (CNP 9493)	71
Préposé à la finition (CNP 9494)	72
Apprenti opérateur de machines industrielles (CNP 9493)	73
Opérateur de machines industrielles (CNP 9434)	74
Montérégie	75
Ouvrier d'atelier (CNP 9493)	76
Opérateur de machines à commande numérique (CNP 9513)	77
Ébéniste (CNP 7272)	78
Contremaître (CNP 9224)	79
Apprenti opérateur de machines industrielles (CNP 9493)	80
Apprenti ébéniste (CNP 7272)	81
Dessinateur-concepteur (CNP 2252)	82
Ébéniste industriel (CNP 7272)	83
Assembleur-ajusteur (CNP 9493)	84
Montréal	85
Ouvrier d'atelier (CNP 9493)	86
Opérateur de machines à commande numérique (CNP 9513)	87
Rembourreur (CNP 7341)	88
Opérateur de machines industrielles (CNP 9434)	89
Manutentionnaire (CNP 7452)	90
Ébéniste (CNP 7272)	91
Ébéniste industriel (CNP 7272)	92
Contremaître (CNP 9224)	93
Couturier de meubles (CNP 7341)	94
Mauricie	95
Ouvrier d'atelier (CNP 9493)	96
Préposé à la finition (CNP 9494)	97
Peintre-finiisseur (CNP 9496)	98
Préposé à l'emballage de produits finis (CNP 9419)	99
Préposé au sablage (CNP 9493)	100
Technicien de production (CNP 2233)	101

<u>Laval</u>	102
<u>Apprenti ébéniste (CNP 7272)</u>	103
<u>Ébéniste (CNP 7272)</u>	104
<u>Manutentionnaire (CNP 7452)</u>	105
<u>Ouvrier d'atelier (CNP 9493)</u>	106
<u>Peintre-finiisseur (CNP 9496)</u>	107
<u>Québec</u>	108
<u>Ébéniste (CNP 7272)</u>	109
<u>Apprenti ébéniste (CNP 7272)</u>	110
<u>Préposé au sablage (CNP 9493)</u>	111
<u>Installateur d'armoires de cuisine (CNP 7441)</u>	112
<u>Dessinateur-concepteur (CNP 2252)</u>	113
<u>Représentant des ventes (CNP 6411)</u>	114
<u>Bibliographie</u>	115

Introduction

Les industries des portes, des fenêtres et des armoires de cuisine connaissent une croissance de l'emploi depuis deux ans tandis que le secteur du meuble traverse une période de consolidation de la main-d'œuvre et de repositionnement stratégique.

C'est ce qui ressort des données de l'Enquête sur les caractéristiques de la main-d'œuvre menée par le Comité sectoriel¹ entre les mois de septembre et de décembre 2004.

Nous l'avons réalisée auprès de 262 organisations. Du nombre, 242 entreprises se sont prêtées à l'exercice, soit un excellent taux de réponse de 92 %. Cet échantillon touche quelque 22 275 travailleurs dans les usines du Québec. Il correspond à environ 40 % du volume d'emplois estimé (56 000) dans l'industrie.

Les entreprises jointes à l'occasion d'un sondage téléphonique sur les besoins de main-d'œuvre comptent cinq employés et plus. Elles sont également représentatives des trois champs d'activité. De fait, plus de la moitié (51 %) des emplois du secteur est concentrée dans l'industrie du meuble, 18 % dans le marché des portes et fenêtres et 17 % dans le créneau des armoires de cuisine. Près de la moitié des travailleurs – les trois industries confondues – travaillent dans des entreprises employant entre 10 et 50 personnes. Aux extrémités, 12 % des travailleurs sont au service d'entrepreneurs donnant du travail à moins de dix employés alors que 10 % agissent au sein de structures dénombrant 200 individus.

La méthodologie utilisée est la même que celle de l'enquête précédente (2002-2003). En effet, chaque métier est représenté par un échantillon spécifique en fonction de son existence ou non dans l'organisation. Cette compilation des données permet d'évaluer l'ampleur des besoins de main-d'œuvre pour chaque métier à l'échelle nationale et régionale (où l'échantillon est suffisamment représentatif). Cela fait mieux ressortir les causes des difficultés de recrutement par métier partout au Québec.

Le Comité sectoriel a étudié les caractéristiques de la main-d'œuvre des entreprises pour lesquelles il existe une demande plus soutenue. Les organismes préoccupés par la formation et par l'emploi seront ainsi en mesure de mieux orienter leurs interventions du côté de l'insertion au marché du travail, du développement de l'emploi, de l'orientation professionnelle et du soutien à la gestion des ressources humaines.

¹ Le Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine est un organisme paritaire composé de représentants d'employeurs et de travailleurs. Le Comité a pour mandat, entre autres, de favoriser le développement de la main-d'œuvre et de l'emploi dans son secteur d'activité économique.

PARTIE I : FAITS SAILLANTS DE L'ENQUÊTE

Métiers en demande en 2004

L'offre d'emploi a chuté passablement par rapport à l'enquête précédente (2002-2003), spécialement dans l'industrie du meuble de production en série, secouée par la concurrence asiatique et la vigueur du dollar canadien. Il reste que, globalement, un bon nombre d'organisations expriment encore des besoins ou des difficultés de recrutement dans une foule de métiers. L'enquête 2004-2005 a permis d'en dégager une vingtaine :

- **Apprenti ébéniste**
- **Apprenti opérateur de machines industrielles**
- **Assembleur-ajusteur**
- **Contremaître**
- **Dessinateur-concepteur**
- **Directeur d'usine**
- **Ébéniste**
- **Ébéniste industriel**
- **Estimateur**
- **Ingénieur industriel**
- **Manutentionnaire**
- **Opérateur de machines à commande numérique**
- **Opérateur de machines industrielles**
- **Ouvrier d'atelier**
- **Peintre-finiisseur**
- **Préposé à l'emballage de produits finis**
- **Préposé à la finition**
- **Préposé au sablage**
- **Réceptionniste**
- **Représentant des ventes**
- **Responsable de l'expédition**

Répartition sectorielle

Les fabricants de meubles comptent pour 51 % du secteur. Les entrepreneurs évoluant dans les domaines des portes et fenêtres et des armoires de cuisine représentent respectivement 22 % et 27 % des organisations du secteur.

Offre de l'emploi en 2005

Malgré un ralentissement marqué de l'emploi depuis deux ans, les entreprises interrogées déclaraient devoir rechercher des candidats en 2005 dans une dizaine de métiers.

C'est ce que révèle un autre volet de l'enquête du Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine menée auprès de 242 fabricants entre septembre et décembre 2004.

Il ressort que 41,7 % des entreprises interrogées prévoient accroître leurs effectifs en 2005. Le tiers prévoyait une stabilité du personnel, tandis que le quart s'attendait à une baisse du nombre de salariés, principalement à cause de la saisonnalité de l'emploi.

On observe la plus forte demande de main-d'œuvre dans les régions de Chaudière-Appalaches, Lanaudière et la Montérégie. On retrouve dans ces trois régions 65 % des besoins pressentis dans le secteur. Concernant les dix métiers les plus en demande, les perspectives d'emploi estimées en 2005 démontrent une chute considérable des besoins par rapport aux données recueillies en 2002-2003.

Ébéniste industriel, ébéniste et assembleur-ajusteur ont encore la cote, suivis de près par les postes apprenti ébéniste, opérateur de machines à commande numérique, ouvrier d'atelier et opérateur de machines industrielles. Peintre-finiisseur, préposé au sablage et préposé à la finition terminent la liste.

Indice que le secteur continue de progresser, 50,8 % des répondants anticipaient une hausse des ventes en 2005, contre 64 % en 2002-2003.

Perspectives d'avenir

Stimulées par un marché intérieur en progression et une forte croissance des exportations, les industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine ont profité d'une importante hausse de leurs livraisons au cours des dernières années. La faiblesse des taux d'intérêt, l'augmentation soutenue de revenu personnel disponible, les dépenses élevées dans le secteur immobilier et une inflation maîtrisée les ont largement favorisées. Seule ombre au tableau, l'année 2003 avait marqué le début d'une diminution de la demande extérieure.

Les perspectives à court terme présentent toutefois de l'incertitude. D'une part, la concurrence grandissante des produits asiatiques (en l'occurrence chinoise), à la fois sur les marchés intérieur et extérieur, crée une pression pour améliorer la productivité. D'autre part, la hausse du dollar canadien rend les exportations plus vulnérables. Ces deux facteurs pourraient accélérer la diminution du nombre de postes amorcée durant la période 2004-2005.

La progression de l'emploi, surtout dans l'industrie du meuble, pourrait être très limitée au cours des prochaines années. La Direction de la planification et de l'information sur le marché du travail d'Emploi-Québec annonce même une décroissance entre 2005 et 2009 pour l'industrie du meuble et des produits connexes. Heureusement, toutes les régions ne seront pas touchées de la même façon. Certaines maintiendront une croissance annuelle moyenne positive au cours des quatre prochaines années, dont les Laurentides (entre 1 % et 2 %).

PARTIE II : ENVIRONNEMENT DU MARCHÉ

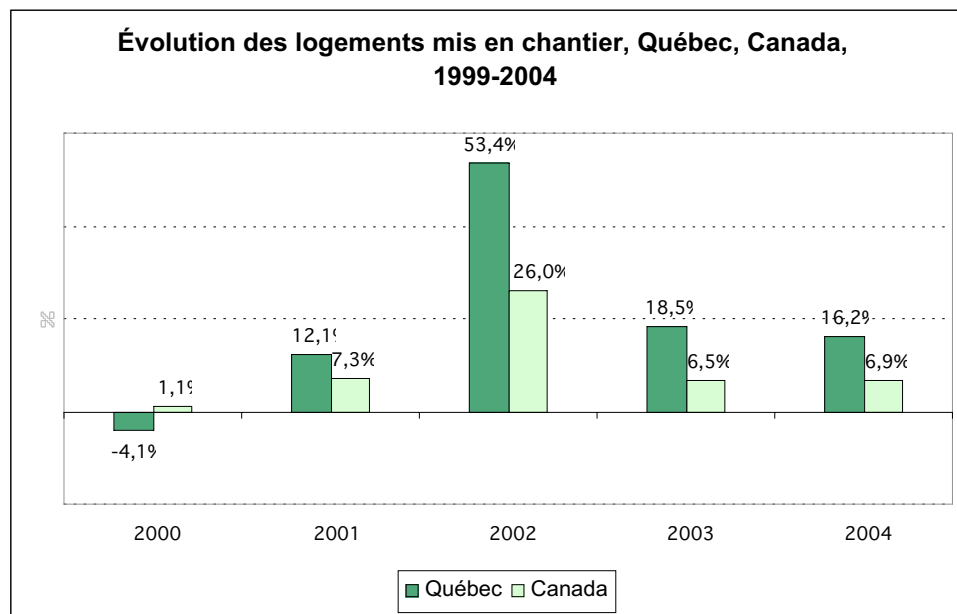
Secteurs résidentiel, commercial et institutionnel

La vigueur de la construction et de la rénovation joue un rôle déterminant dans l'évolution des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine. Or, au Québec, l'activité de construction domiciliaire a crû de 16 % en 2004 par rapport à 2003 pour atteindre 58 448 logements mis en chantier. Cette progression représente le double de la moyenne canadienne, où l'année 2004 a clôturé en hausse de 7 % par rapport à l'année précédente, le volume des mises en chantier atteignant 233 431 unités.

La récente enquête de Statistique Canada sur les permis de bâtir signale toutefois un fléchissement de la demande de nouveaux logements en mars 2005. Les municipalités n'ont autorisé la construction que de 17 840 nouvelles unités, le plus faible total depuis avril 2003.

Malgré ce repli, le secteur de l'habitation est demeuré solide grâce aux faibles taux hypothécaires, à la croissance du revenu disponible et à la forte confiance des consommateurs. Une plus faible croissance de l'emploi, l'augmentation des taux d'inoccupation et un marché de revente plus équilibré ont cependant atténué la forte demande de logements.

Si les prévisions relatives à une conjoncture favorable au Québec en 2005 se concrétisent, l'activité résidentielle devrait engendrer quelque 50 000 logements, soit une baisse de 14 % par rapport à 2004. Le Canada maintiendrait son rythme actuel. Aux États-Unis, la hausse probable des taux hypothécaires, entraînée par une hausse des taux d'intérêt, devrait conduire à un certain ralentissement du secteur immobilier.

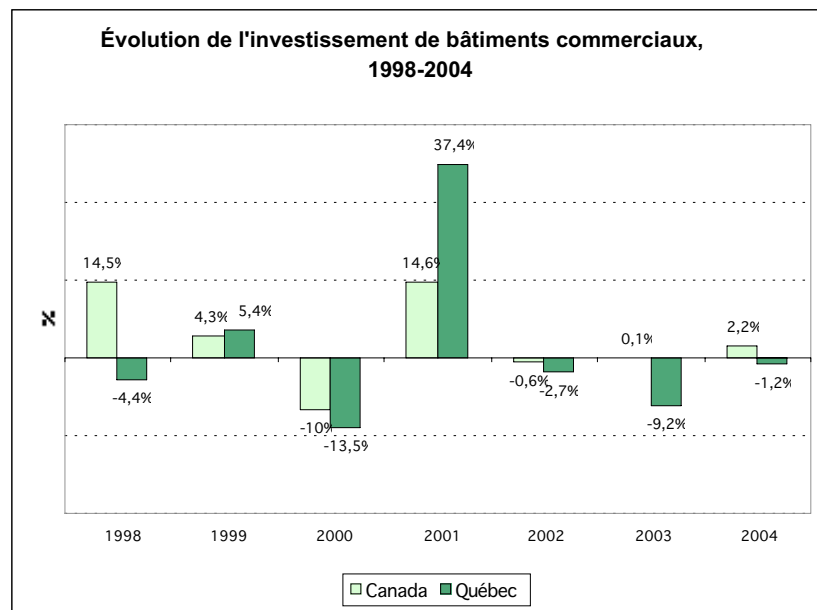


Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2005

Quant à l'investissement relié au bâtiment commercial, on constate une diminution de l'ordre de 15 % depuis 2001. La baisse est presque généralisée, spécialement dans le commerce de détail, les édifices à bureaux, l'hébergement et la restauration.

En effet, la valeur des permis délivrés à l'intention des commerces et services a diminué de 3 % en 2004. Et elle ne retrouve pas son niveau de 2001. Quant aux édifices à bureaux montréalais, ils suffisent largement à la demande depuis l'érection de la Caisse de dépôt et placement du Québec, de la Cité Multimédia et de la Cité du commerce électronique. De fait, le taux d'inoccupation à Montréal est passé de 7,1 % en 2000 à 12,5 % au deuxième trimestre de 2004. La Commission de la construction du Québec prévoit qu'il continuera de croître.

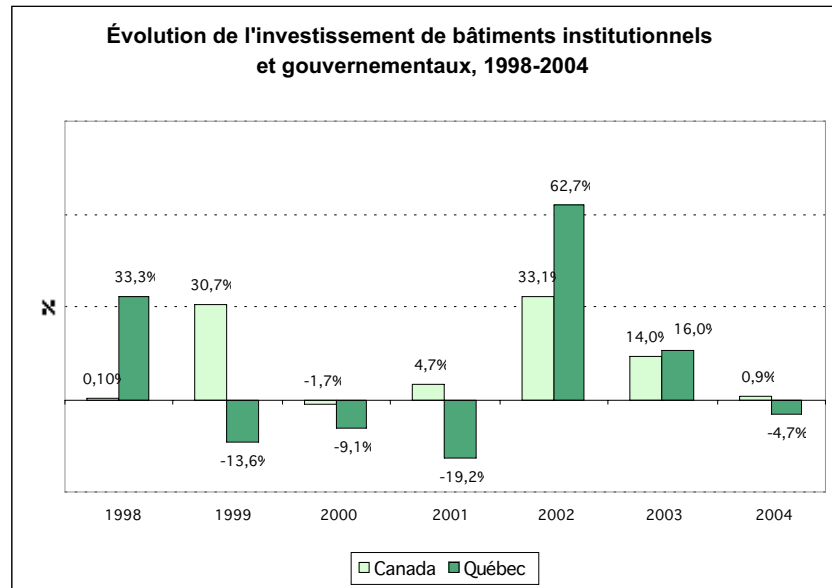
Au Canada, les investissements au chapitre des bâtiments commerciaux ont grimpé de 2,2 % en 2004, après un ralentissement de quelques trimestres. Ceux qui sont liés aux immeubles à bureaux ont affiché les plus fortes augmentations du secteur commercial, après avoir particulièrement souffert de l'éclatement de la bulle technologique.



Source : Statistique Canada, 2005

Après deux années de fortes hausses, l'investissement dans le domaine du bâtiment institutionnel au Québec a chuté de 4,7 % en 2004. La Commission de la construction du Québec prévoit néanmoins une reprise en 2005, mais surtout en 2006. C'est que la liste des projets annoncés s'allonge. Citons entre autres l'Hôtel-Dieu de Sherbrooke, l'Hôpital Sainte-Justine de Montréal, les facultés de médecine de l'Université Laval et de l'Université de Montréal, l'École de technologie supérieure et l'École de gestion de l'Université Concordia. Sans oublier le Centre hospitalier de l'Université de Montréal (CHUM) et le centre universitaire de santé McGill (CUSM).

Au Canada, les investissements institutionnels ont affiché une faible croissance de 0,9 % en 2004. La hausse du côté des établissements de soins de santé, des bibliothèques et des musées n'a pu atténuer la réduction dans les autres activités institutionnelles.

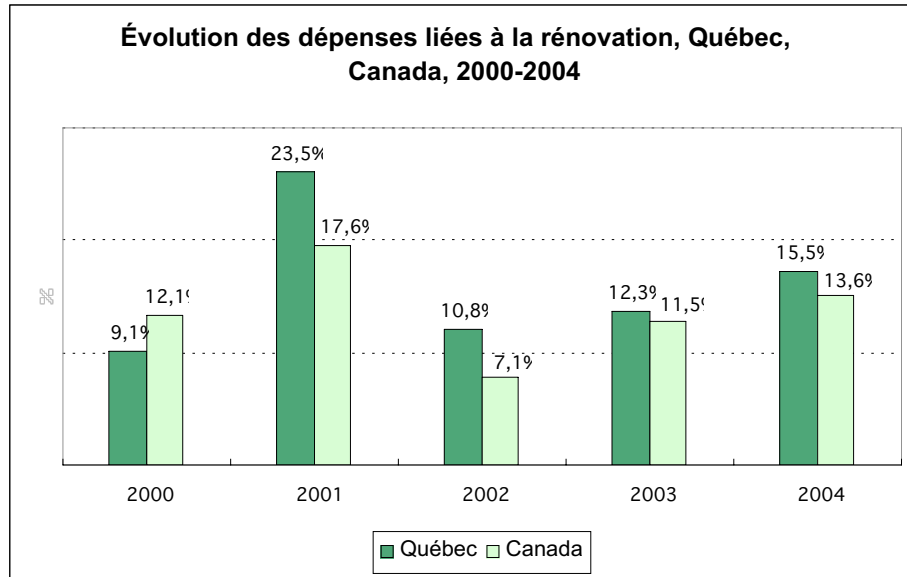


Source : Statistique Canada, 2005

Créneau de la rénovation

En 2003, au Québec, les investissements en matière de rénovation résidentielle se chiffraient à 6,4 milliards de dollars, représentant 45 % des sommes consacrées à l'habitation. Ils ont augmenté de 15,5 % en 2004, soit 7,4 milliards de dollars.

Cette croissance est un peu plus faible au Canada. Entre 2003 et 2004, les dépenses allouées à la rénovation constituaient 40 % des investissements dans le secteur de l'habitation, soit 24,6 milliards de dollars en 2003 et 28 milliards de dollars en 2004.

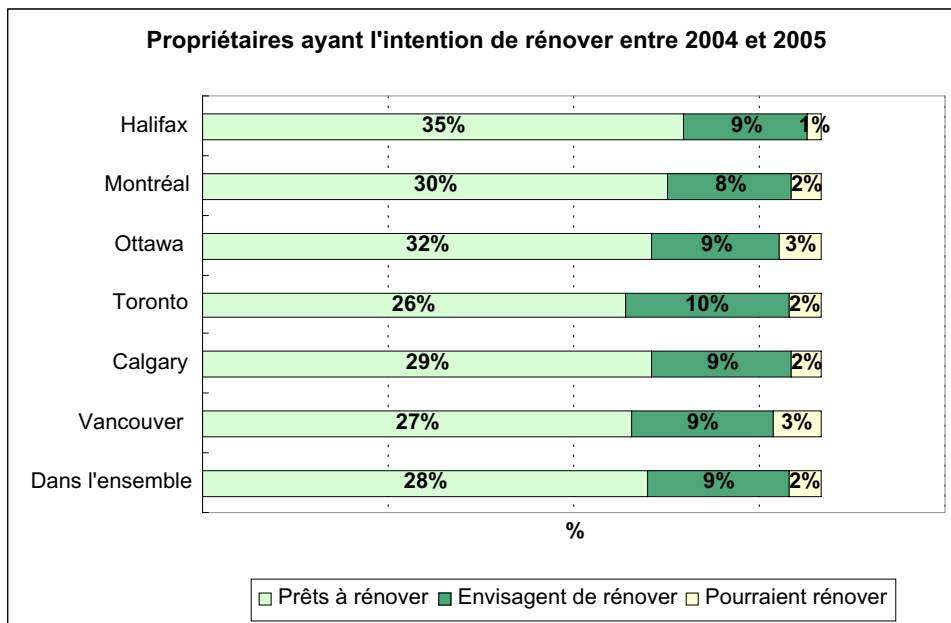


Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2005

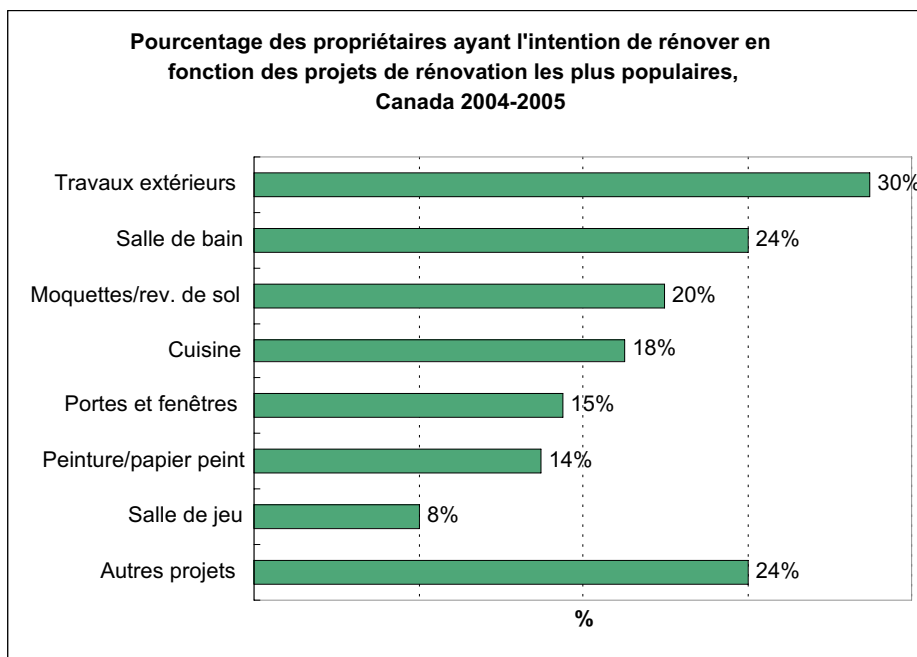
La Banque du Canada s'attend à ce que la hausse des dépenses de rénovation compense le repli des mises en chantier de nouveaux logements et le refroidissement du marché de la revente des maisons.

Une récente enquête de la Société canadienne d'hypothèques et de logement indique que 39 % des propriétaires d'habitation au Canada songent à entreprendre, en 2004 ou 2005, des travaux d'amélioration évalués à 1000 \$ ou plus. Du nombre, 47 % pensent y consacrer plus de 5 000 \$ et 24 % plus de 10 000 \$. La prévision des dépenses moyennes se chiffre à 14 000 \$ par habitation rénovée. Les plus fortes proportions de propriétaires ayant l'intention de restaurer leur habitat demeurent à Halifax (45 %), à Ottawa (44 %) et à Montréal (40 %).

Quels seront les travaux? Près du quart des ménages vise la salle de bain, 18 % la cuisine et 15 % les portes et fenêtres. Dans la région de Montréal, 14 % des propriétaires envisageaient de rajeunir leur cuisine en 2004 ou 2005.



Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2005



Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement, 2005

Revenu disponible et dépenses des consommateurs

Sur le marché intérieur, les industries dépendent notamment des fluctuations du revenu disponible des consommateurs et de l'évolution de leurs dépenses. Or, au Québec, en 2004, le taux d'épargne personnel atteignait à peine 1 %. Il s'élevait à 10,4 % il y a dix ans. Cette forte baisse s'expliquerait par l'accroissement de l'actif des ménages, lui-

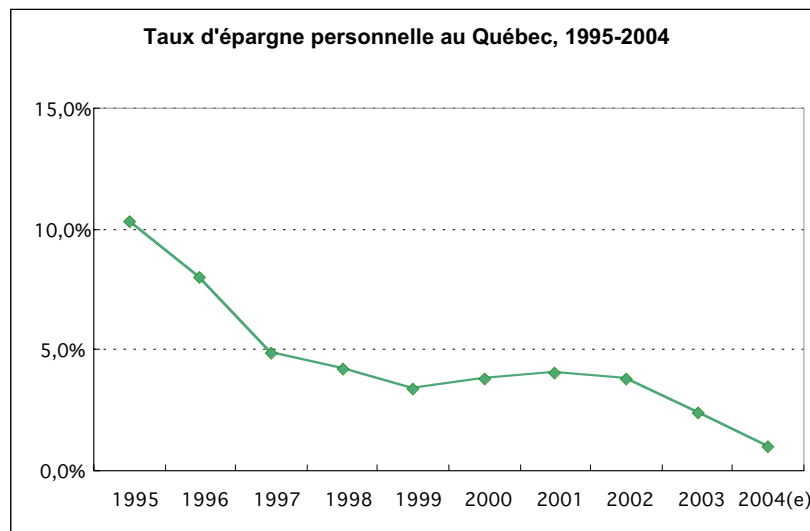
même attribuable à la hausse de la valeur de la propriété (prix du logement) et des marchés boursiers.

Le taux d'épargne actuel stagne dans un creux historique jumelé à un niveau d'endettement élevé des ménages. Voilà l'effet d'une croissance plus rapide du crédit à la consommation et surtout du crédit hypothécaire. De plus, la faiblesse des taux d'intérêt, le dynamisme du marché du travail, la hausse soutenue du revenu personnel disponible et la maîtrise de l'inflation ont grandement contribué à la progression de la demande de biens durables.

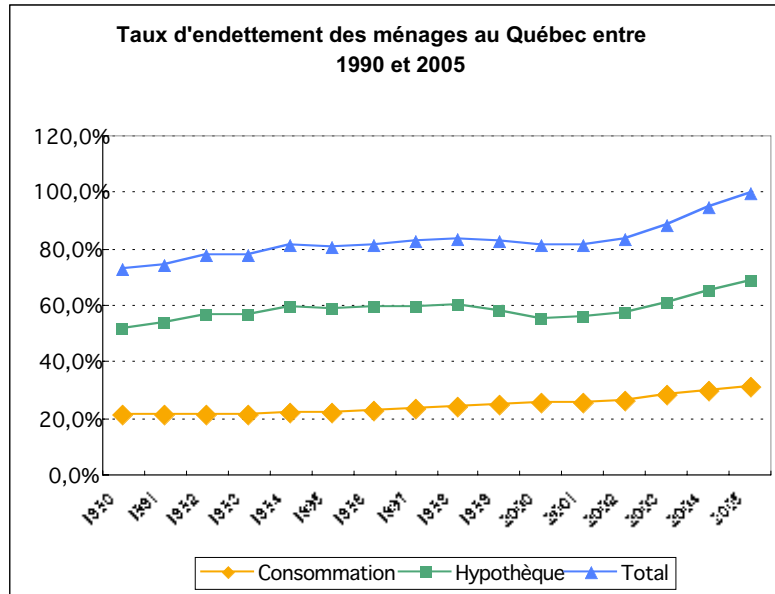
Au rythme où vont les choses, on craint que la croissance des taux d'intérêt n'entraîne une hausse des frais de service de la dette et exerce une pression à la baisse sur le marché du logement et de la demande de biens durables.

La dette des ménages canadiens et américains progresse constamment, dépassant aujourd'hui largement 110 % du revenu personnel disponible. Cette poussée de l'endettement s'explique en bonne partie par l'augmentation rapide du nombre de ménages devenus propriétaires en profitant des taux d'intérêt historiquement bas ces récentes années.

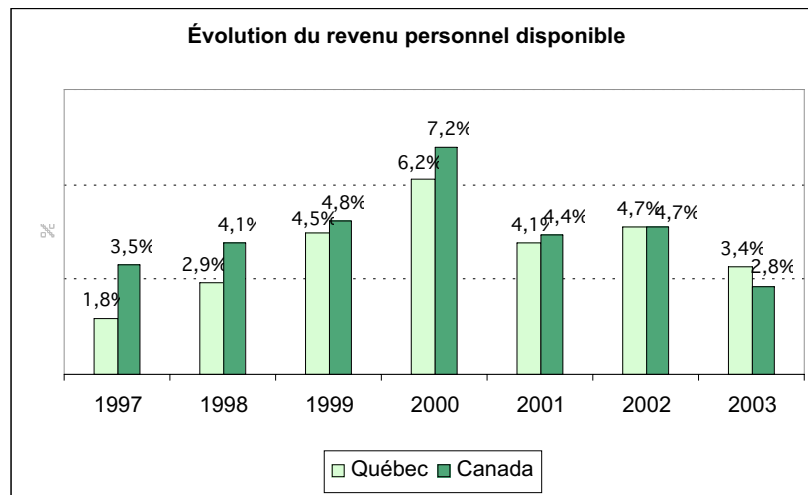
Au Canada, on pense que les effets de la détente monétaire en place et le niveau élevé de la confiance des consommateurs contribueront à maintenir la solide hausse des dépenses de consommation. Par contre, aux États-Unis, on s'attend à une diminution attribuable à la hausse des cours pétroliers et aux majorations passées et prévues des taux d'intérêt.



Source : Études économiques, Mouvement des caisses Desjardins, 2005



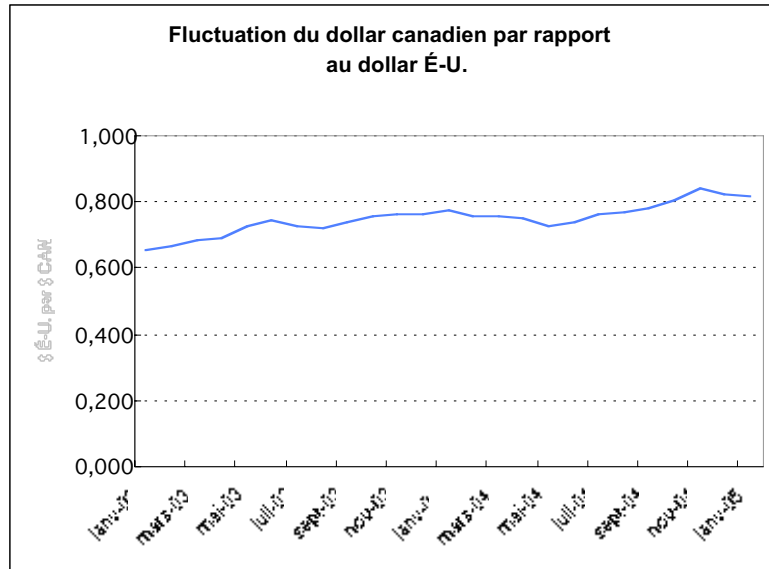
Source : Études économiques, Mouvement des caisses Desjardins, 2005



Sources : Statistique Canada, Comptes nationaux des revenus et dépenses, 2004

Variation du taux de change

Face au dollar américain, le huard s'est apprécié d'environ 25 % depuis deux ans, passant d'une moyenne de 65 cents canadiens en janvier 2003 à une moyenne de 82 cents canadiens en janvier 2005.



Source : Banque du Canada, 2005

Cette hausse provient principalement de la variation de la demande canadienne de biens et de services des autres pays en regard de la demande des autres pays de biens et de services canadiens.

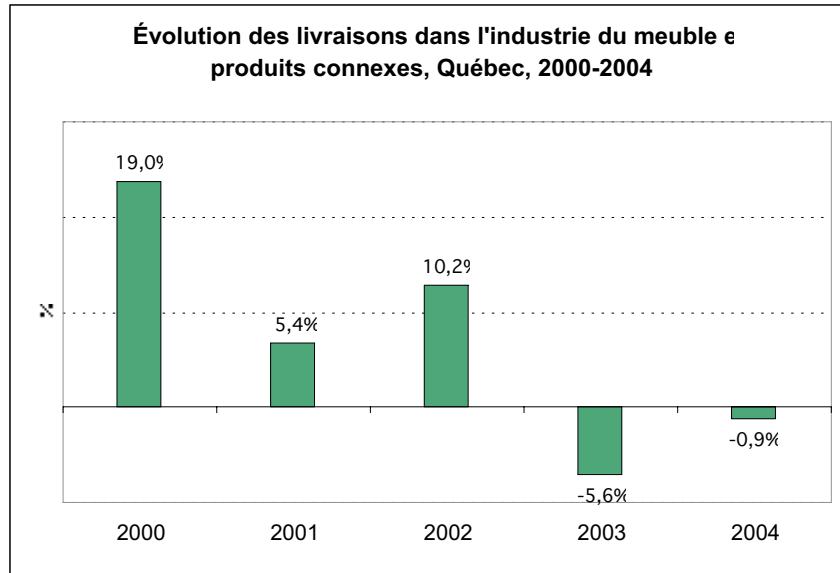
L'échange de biens et de services entre pays influe également sur la valeur d'une monnaie. La très grande vitalité de l'économie chinoise en voie de devenir une plateforme industrielle mondiale provoque une demande croissante de matières premières (dont celles en provenance du Canada). Ces nouveaux besoins influent sur la valeur des devises, dont le huard.

De nombreux autres facteurs influent sur la variation d'une monnaie. Ainsi, l'affaiblissement généralisé du dollar américain par rapport à la plupart des grandes monnaies flottantes a eu un effet à la hausse sur le dollar canadien. Cette baisse américaine s'explique en partie par le déficit budgétaire croissant aux États-Unis et par une épargne excédentaire ailleurs dans le monde, principalement en Asie.

Industrie du meuble

Évolution des livraisons

Après une forte croissance de ses livraisons entre 2000 et 2002 (favorisée à la fois par une demande intérieure et une augmentation des exportations), l'industrie du meuble et produits connexes a affiché un ralentissement assez important en 2003 (-5,6 %) et en 2004 (-0,9 %). L'appréciation du dollar canadien mais plus encore la forte concurrence des pays asiatiques, principalement de la Chine, ont provoqué la diminution des ventes de meubles.

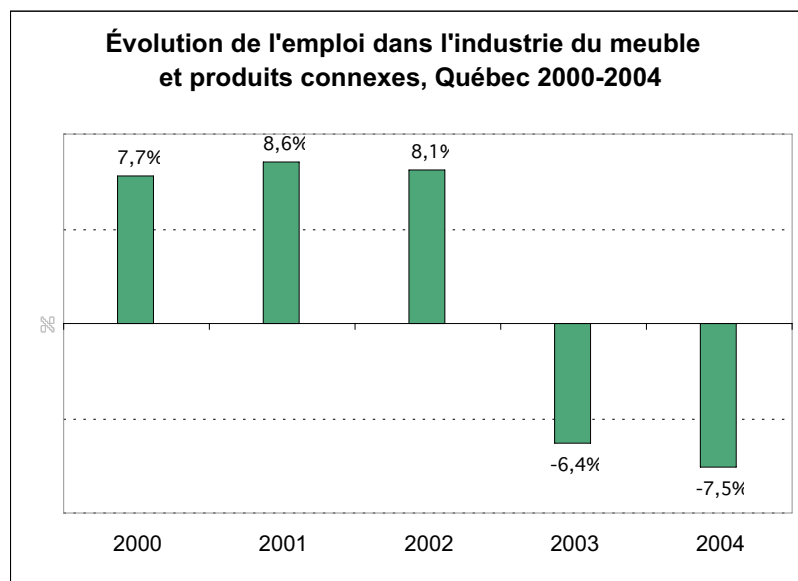


Source : Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, 2005

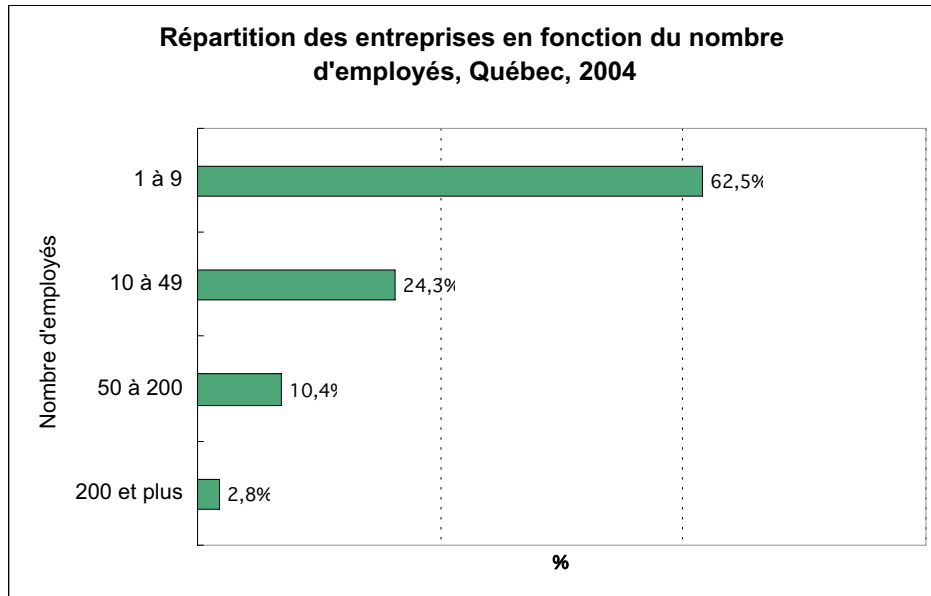
L'évolution de l'emploi

Après une forte croissance entre 1999 et 2002, le secteur du meuble et produits connexes atteignait 43 000 emplois en 2002. Il n'en comptait plus que 36 800 en 2004. La régression a été de 6,4 % en 2003 et de 7,5 % en 2004.

L'appréciation considérable du dollar canadien, la très vive concurrence chinoise et la quête des entreprises à améliorer leur productivité ont largement contribué à la diminution du nombre d'emplois dans l'industrie.



L'industrie du meuble et produits connexes est concentrée dans les régions de Montréal (19 %), de la Montérégie (18 %) et de Chaudière-Appalaches (10 %). À elles seules, elles accaparent près de la moitié des entreprises du secteur.

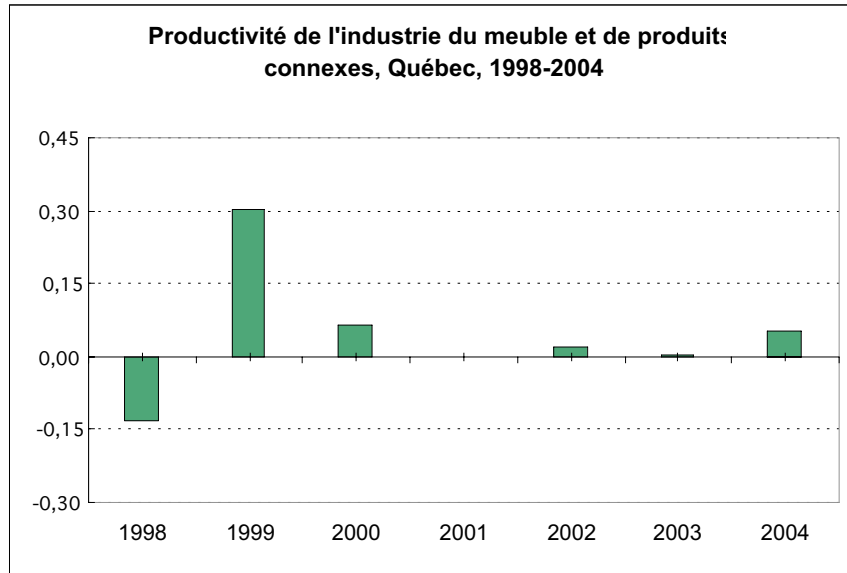


Source : Statistique Canada, Banque de données du registre des entreprises

Compilation : Emploi-Québec, Direction générale adjointe à l'intervention sectorielle, avril 2004

Productivité

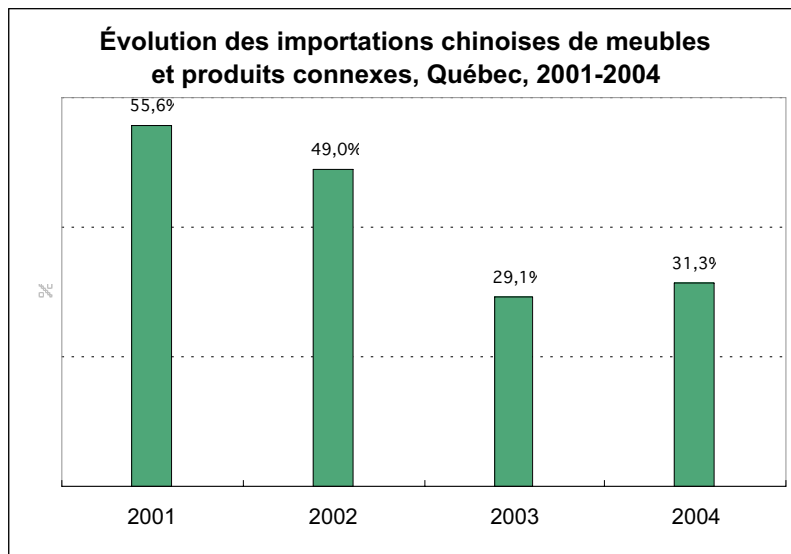
Les entreprises québécoises ont enregistré une légère hausse de leur productivité en 2004. L'augmentation des investissements dans la machinerie et le matériel explique ce gain. Ainsi, la concurrence internationale semble inciter beaucoup d'entreprises à adopter diverses mesures visant à accroître le rendement et à réduire les coûts.



Source : Emploi-Québec, DPIMT, compilation spéciale, 2005

Échanges commerciaux

À la suite d'une hausse constante de ses exportations depuis trois ans, la Chine est devenue le premier fournisseur étranger de meubles tant au Québec qu'au Canada. Entre 2000 et 2004, les importations québécoises de meubles et produits connexes provenant du Dragon rouge ont bondi de 389,7 %, une augmentation annuelle de presque 50 %. Elles représentaient 192,8 millions de dollars en 2004. Cette année-là, 42 % des importations québécoises de meubles provenaient de la Chine, comparativement à 16 % en 2000.



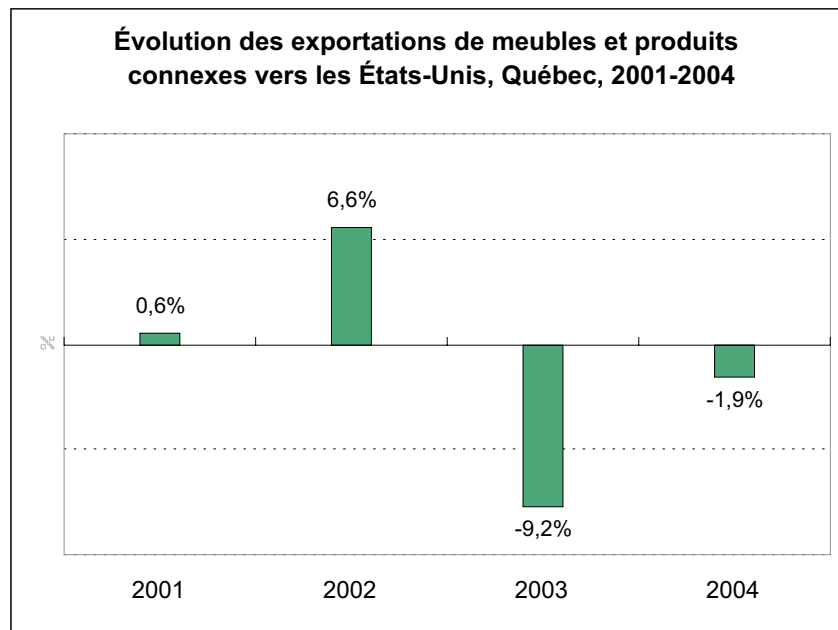
Source : Statistique Canada, 2005

Les exportations québécoises n'ont pas compensé les assauts des produits asiatiques dans la Belle Province. Au contraire, entre 2000 et 2004, elles ont diminué de 4,1 %, une baisse moyenne de 1 % par année. La proportion de meubles et produits connexes vendus à l'étranger a ainsi diminué, passant de 44 % des livraisons totales en 2003 à 43,7 % en 2004. Elles s'établissaient alors à 1,7 milliard de dollars.

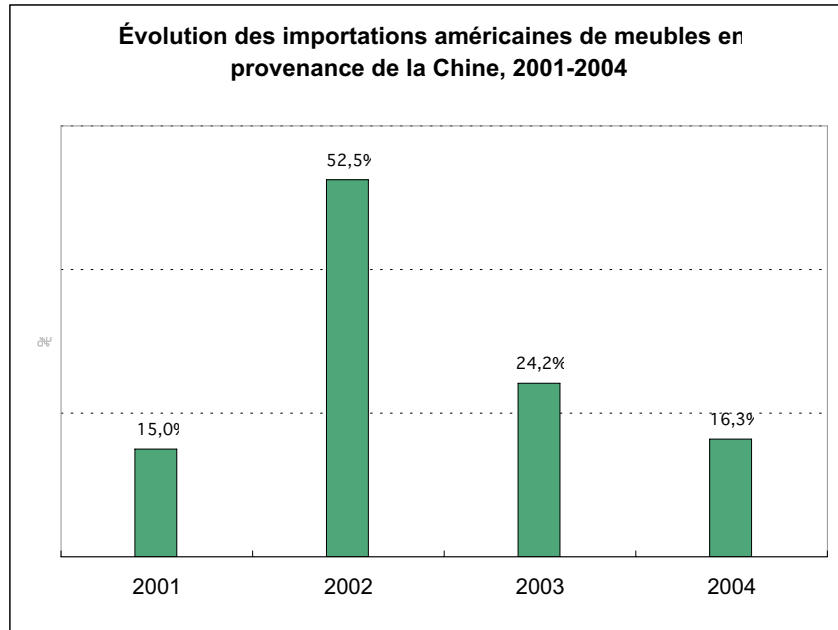
En raison de la proximité, de la taille et de la vigueur de la demande, le marché américain demeure le premier client de l'industrie canadienne qui y écoule plus de 90 % de ses livraisons hors pays. Or, entre 2000 et 2004, les ventes à destination des États-Unis ont régressé de 4,4 %, pour s'établir à 1,6 milliard de dollars.

Pendant ce temps, les importations américaines de meubles chinois ont nettement progressé (120,3 %). Elles se chiffraient à 4,179 milliards de dollars américains en 2004.

La pénétration soutenue des importations chinoises aux États-Unis, combinée à l'appréciation du dollar canadien, a certainement contribué à la baisse de la demande du meuble québécois chez nos voisins du sud.



Source : Statistique Canada, 2005

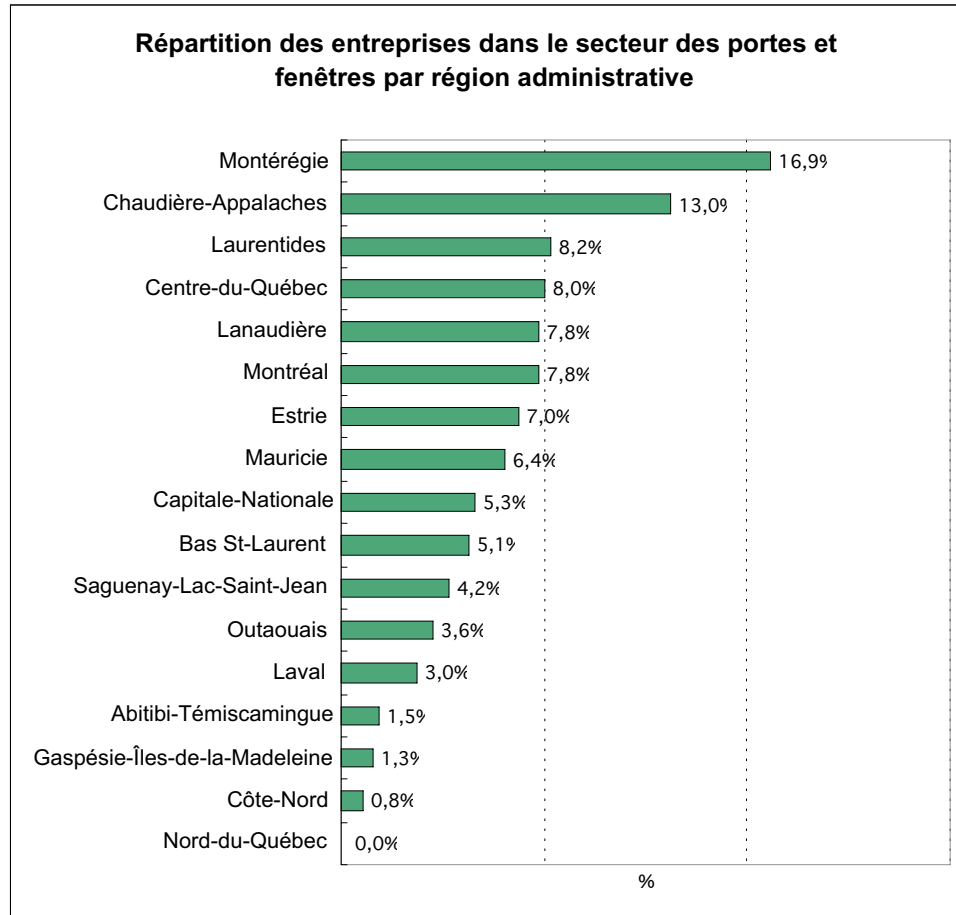


Source : U.S. Department of Commerce, 2005

Industrie des portes et fenêtres

Les portes et fenêtres sont principalement fabriquées en **bois**, en **métal** et en **plastique** (PVC). Les données statistiques relatives à ces dernières demeurent toutefois limitées.

Statistique Canada dénombrait quelque 900 entreprises au Québec en 2004. Près de 40 % d'entre elles sont concentrées dans trois régions : Montérégie (16,9 %), Chaudière-Appalaches (13 %) et Laurentides (8,2 %).

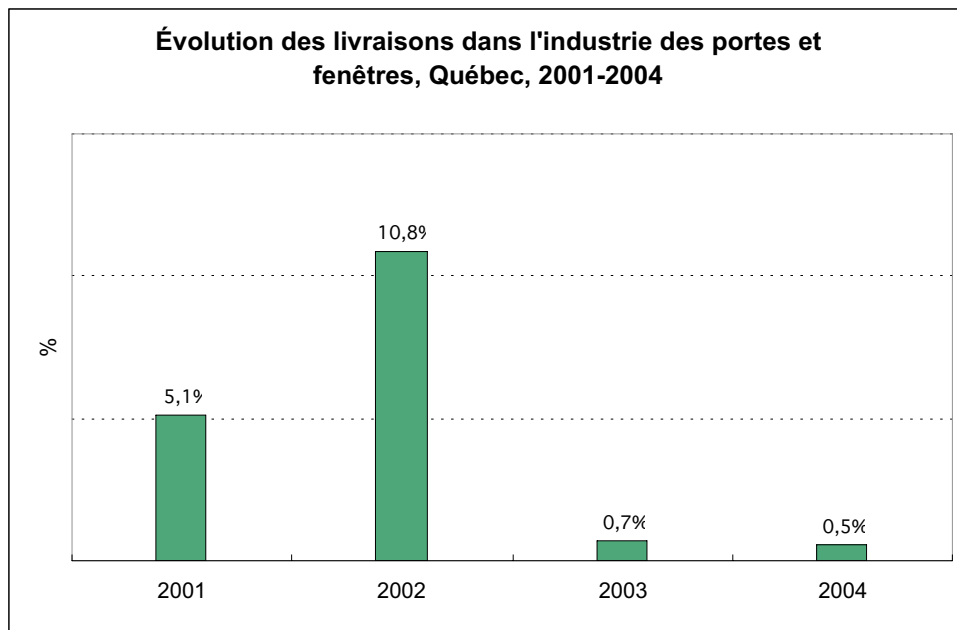


Source : Statistique Canada, Banque de données du registre des entreprises
 Compilation : Emploi-Québec, Direction générale adjointe à l'intervention sectorielle, avril 2004

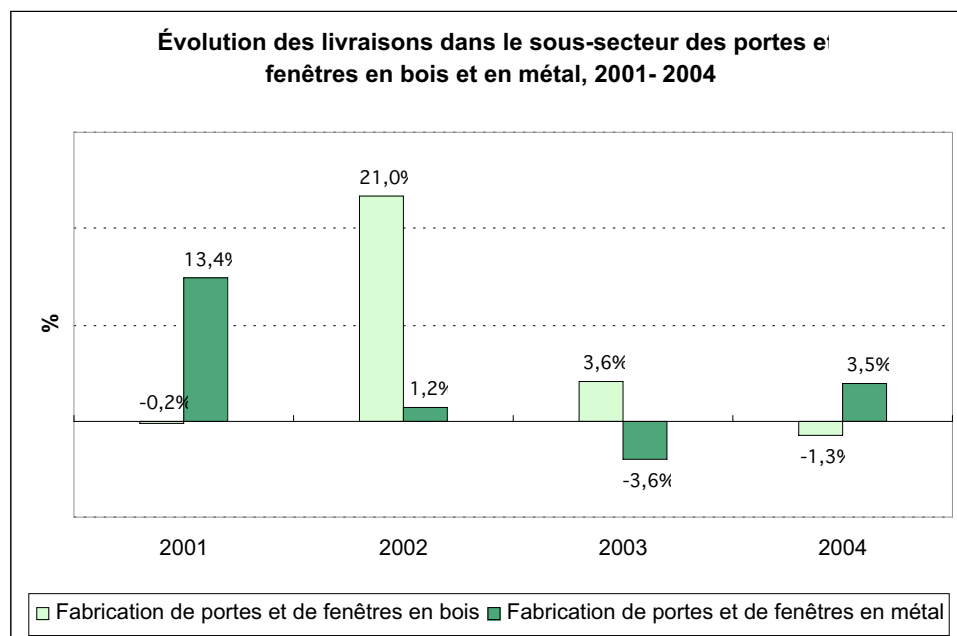
En 2004, la valeur des livraisons s'élevait à 1,2 milliard de dollars, en légère hausse de 0,5 % par rapport à 2003. Le marché des portes et fenêtres en bois accaparait 60 % de l'ensemble du volume (toutes catégories de produits confondues) dans cette industrie. Si bien que le Québec est considéré aujourd'hui comme le premier exportateur au pays, selon l'*Étude nationale du secteur des ressources humaines pour l'industrie de pointe de la transformation des produits de bois au Canada* du Conseil des fabricants de bois.

L'exportation a légèrement augmenté, passant de 23 % des livraisons en 2003 à 24 % en 2004. Elle représentait une valeur de 309 millions de dollars en 2004.

Le créneau des portes et fenêtres en bois s'est classé en tête des exportations. Celles-ci s'élèvent à 185 millions de dollars en 2004. C'est une augmentation de 8,7 % par rapport à 2003. Au cours de la même période, les ventes à l'étranger de portes et fenêtres en métal sont demeurées stables à 123 millions de dollars.



Source : Statistique Canada, 2005



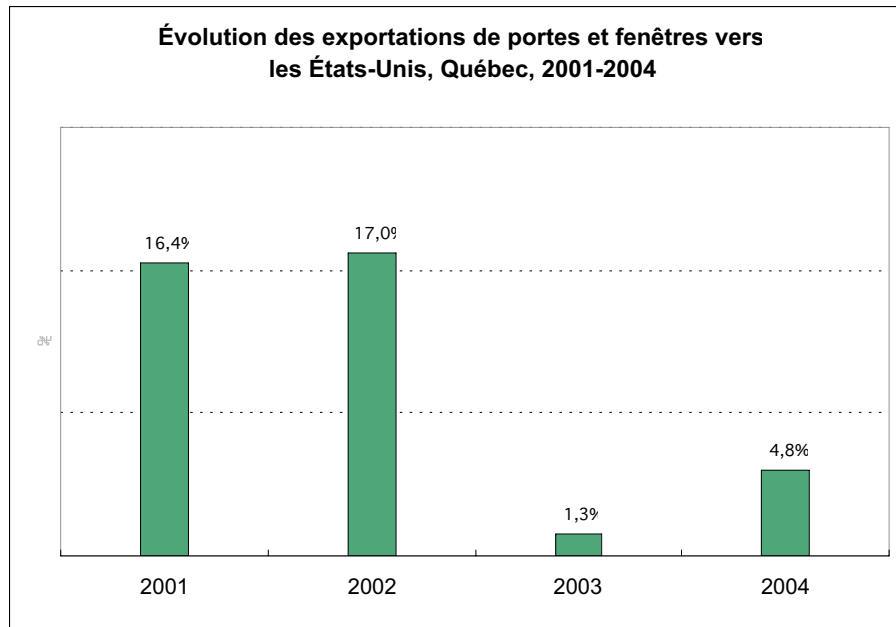
Source : Statistique Canada, 2005

Les États-Unis demeurent de loin le premier marché d'exportation pour les entreprises québécoises. En 2004, 92,7 % des portes et fenêtres ont pris la direction du pays de l'Oncle Sam. On parle d'une hausse de 4,8 % par rapport à 2003.

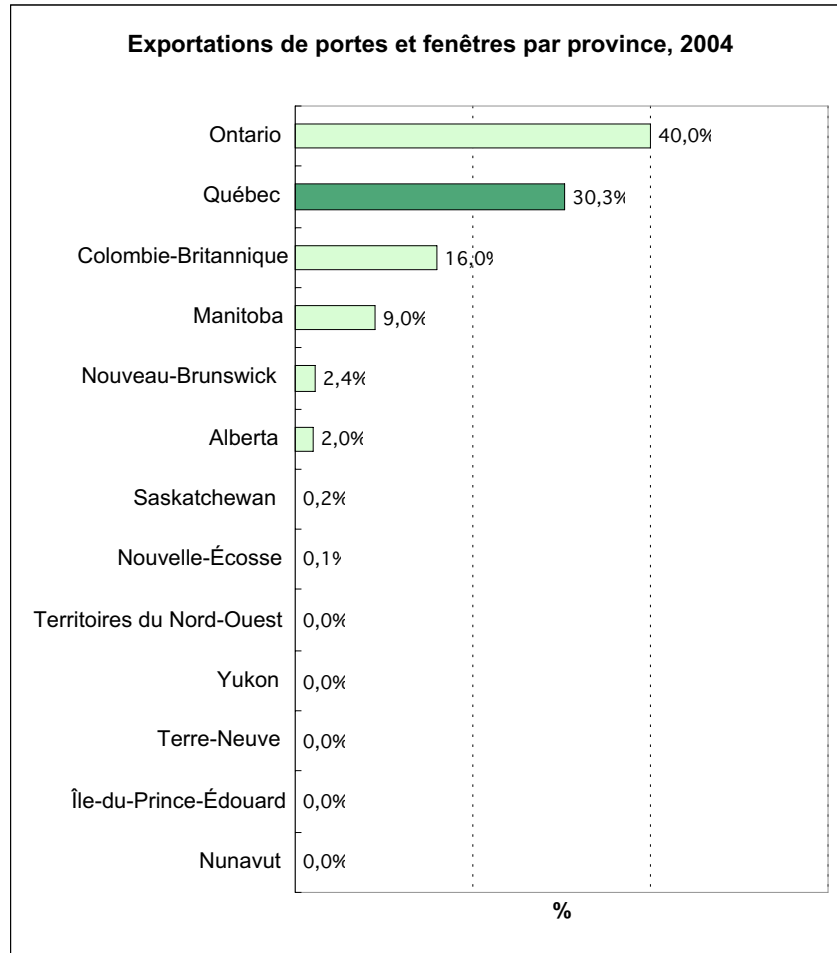
En 2004, le Québec représentait 30,4 % du total des ventes canadiennes à l'étranger.



Source : Statistique Canada, 2005



Source : Statistique Canada, 2005

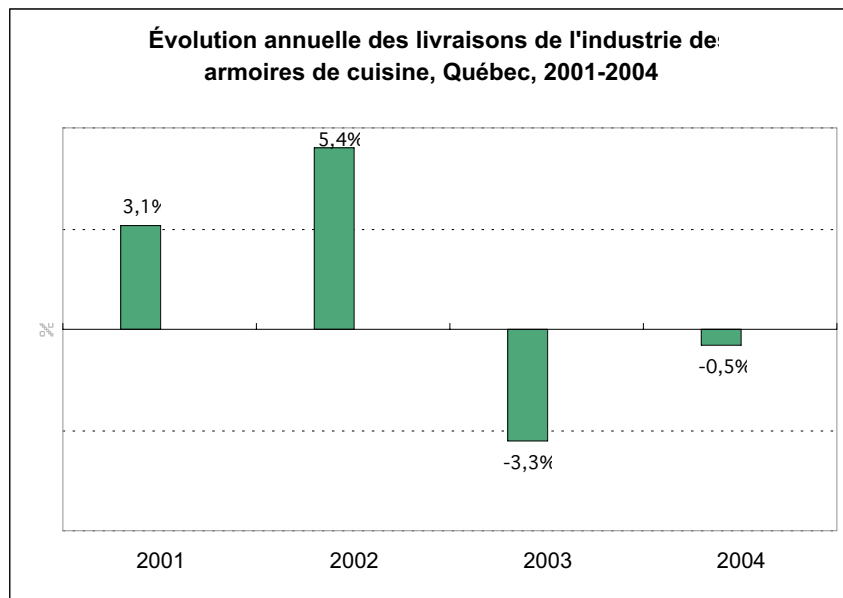


Source : Statistique Canada, 2005

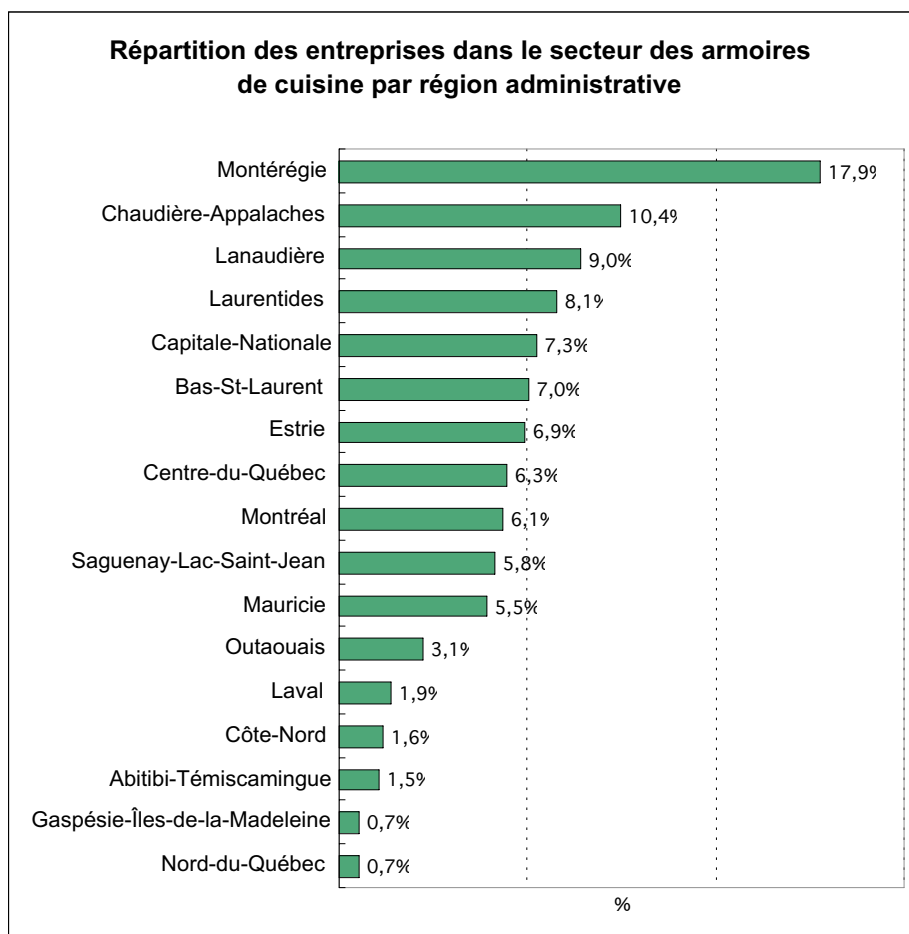
Industrie des armoires de cuisine

Ce secteur inclut les fabricants d'armoires de cuisine et de coiffeuses de salle de bain en bois ainsi que les fabricants de menuiserie architecturale. Encore ici, il n'existe malheureusement pas de statistiques significatives tant chez Statistique Canada que chez l'Institut de la statistique du Québec.

En 2004, les livraisons de l'industrie atteignaient 685 millions de dollars, soit une légère baisse de 0,5 % par rapport à 2003. Statistique Canada y recensait 665 entreprises en 2004. Elles employaient quelque 8500 personnes. Près de la moitié des fabricants se trouvent dans quatre régions : Montérégie (17,9 %), Chaudière-Appalaches (10,4 %), Lanaudière (9 %) et Laurentides (8,1 %).

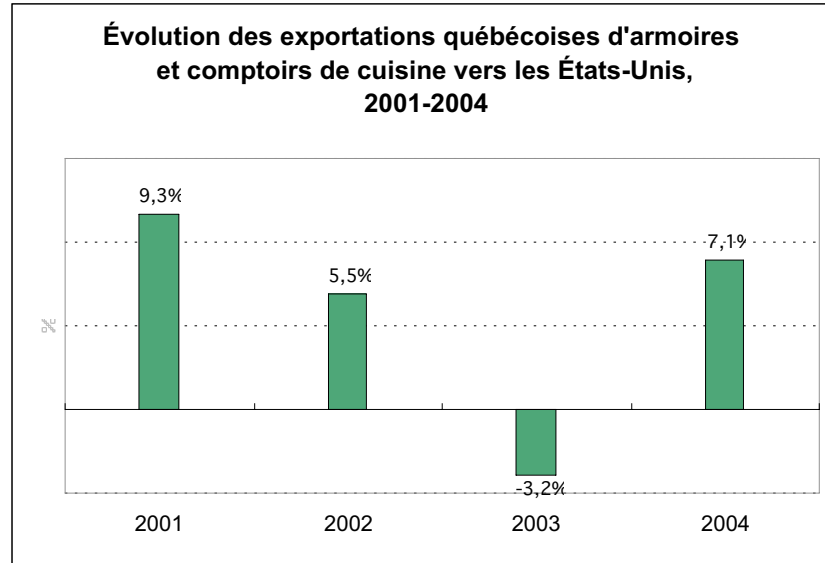


Source : Statistique Canada, 2005



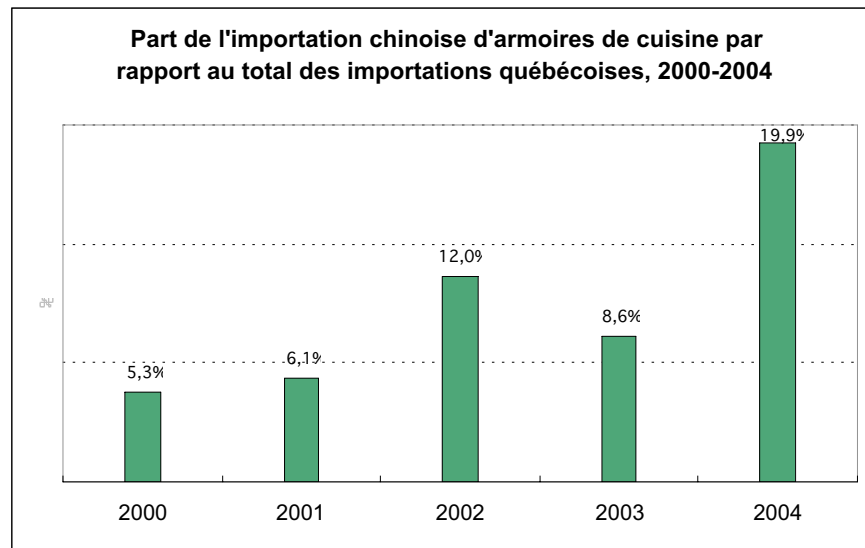
Source : Statistique Canada, Banque de données du registre des entreprises
Compilation : Direction générale adjointe à l'intervention sectorielle, avril 2004

Statistique Canada indique que l'exportation est passée de 45,5 % du total des livraisons en 2003 à 49,2 % en 2004. Les États-Unis absorbent plus de 95 % de cette production d'une valeur de 335 millions de dollars en 2004. Il s'agit d'une hausse de 7,1 % sur 2003.



Source : Statistique Canada, 2005

La Chine accroît sa présence dans le secteur partout en Amérique du Nord. En 2000, 5,3 % des armoires de cuisine importées au Québec provenaient du Dragon rouge. En 2004, cette proportion atteignait près de 20 %. Ce pays est devenu la première source d'approvisionnement de meubles et d'armoires de cuisine importés au Québec et au Canada.



Source : Statistique Canada, 2005

Enjeux

- Les industries canadiennes et québécoises **du meuble et des armoires de cuisine** sont parmi les plus exposées à la rude concurrence asiatique, particulièrement celle en provenance de la Chine. Les entreprises sont particulièrement vulnérables aux États-Unis, où elles écoulent une grande partie de leur production. De plus, la Chine ne cesse d'améliorer le rapport qualité-prix de ses produits vendus au pays de l'Oncle Sam.
- La production chinoise va continuer à menacer ces deux secteurs d'activité. Toutefois, selon le magazine *Furniture Today*, la forte croissance économique de ce pays entraîne une grande expansion de son infrastructure manufacturière. Cela pourrait engendrer une augmentation du coût de ses facteurs de production et, par conséquent, une hausse du prix de ses biens.
- La Banque du Canada estime que l'appréciation passée du dollar canadien continuera à limiter la croissance des exportations et à stimuler les importations en 2005-2006.

Défis

Les industries **du meuble et des armoires de cuisine** affrontent des défis qu'elles ne peuvent relever que par :

- **L'innovation** de nouveaux produits et matériaux personnalisés avec forte valeur ajoutée.
- L'augmentation de la **productivité** par des investissements en machinerie et en équipement de haute technologie. L'appréciation du huard présente un sérieux obstacle à l'exportation. Par contre, elle peut aussi engendrer un impact positif : la machinerie manufacturière étant généralement importée, un dollar fort réduit le coût des achats.
- Des initiatives bien ciblées de **marketing**. *Furniture Today* affirme que le potentiel dans le secteur du meuble en dépend particulièrement. Le domaine du design constitue un autre filon important dont il faut profiter.
- Un **virage stratégique** qui s'impose afin d'assurer l'avenir : réévaluer la gamme de produits, examiner les éléments de coûts, mettre l'accent sur la productivité des employés en ne se lançant pas dans une lutte des prix avec la Chine, mettre l'accent sur la qualité du produit, le marketing ciblé et les produits de marque, résume une étude récente du Conseil des fabricants de bois.

Avantages

- Selon *Furniture Today*², **la durée de livraison** des produits asiatiques en Amérique du Nord peut dépasser 12 semaines. Les industries nord-américaines devraient donc miser sur la rapidité, un atout nettement en faveur des fabricants québécois de meubles. Toujours selon *Furniture Today*, **le service, la livraison, la qualité et le prix** demeurent les facteurs clés pour les importateurs américains de meubles. Michael Campell, président de Leather Italia USA, ajoute : « Il ne s'agit pas toujours d'un prix plus bas. [...] Il s'agit de bien comprendre la capacité et la réalité du marché américain. La communication joue un rôle très important. » En fait, le consommateur américain ne cherche pas qu'un prix plus bas, mais un style et la qualité des produits.
- Le rendement accru des **processus de production**, par exemple, grâce à l'implantation d'un **programme d'amélioration continue**.
- Afin d'améliorer entre autres la production **juste-à-temps** des produits sur commande, les industries sont appelées à **enrichir davantage le savoir-faire des employés** dans le but de donner plus de flexibilité dans l'exécution des tâches.
- En 2006, le Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine rendra gratuitement disponible aux fabricants un **outil en ligne** (solutionsrh.net) capable d'évaluer les **compétences des travailleurs**, de cibler les lacunes à combler, d'organiser et de gérer les activités de formation en fonction des priorités de développement des organisations en privilégiant une approche de concertation patronale-syndicale.
- Le commerce électronique augmente la productivité des petites et moyennes entreprises. Il accroît la compétitivité. Son utilisation améliore les canaux de **distribution**, de **commercialisation** et de **communication**. Ce moyen contribue à hausser l'efficacité des industries **des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine** face à la concurrence.
- Les grandes entreprises et plusieurs PME sont en mesure d'utiliser et de s'offrir les **services d'agences spécialisées en recherche et développement et en soutien technique**, selon le Conseil des fabricants de bois. En effet, devant le défi de la concurrence asiatique et de la vigueur du dollar canadien, l'Association des fabricants de meubles du Québec (AFMQ) s'est dotée d'outils stratégiques en mesure d'assurer l'avenir des fabricants. On met les bouchées doubles spécialement du côté de l'innovation, de l'organisation du travail, de la formation et de la rétention de la main-d'œuvre hautement qualifiée dans les usines.

² *Furniture Today, The Asian Connection*, mars 2005

C'est dans cet esprit, par exemple, qu'est né en janvier 2005 le **Partenariat de recherche sur l'industrie du meuble (PARIM)**, un consortium de recherche de classe mondiale unique en Amérique du Nord qui structure les efforts de R&D, de transfert technologique et de formation dans le secteur. Il est composé de Forintek Canada, du Centre de recherche industrielle du Québec (CRIQ), de l'Université Laval, de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) et de l'École du meuble et du bois ouvré (EQMBO).

Les partenaires ont déjà amorcé des projets de recherche touchant le design, le développement de produits en réseau, l'implantation de systèmes de production sur commande efficaces et économiques. Outre ses activités de recherche (gestion de l'innovation, génie industriel, nouvelles pratiques d'affaires, sciences du bois et foresterie), le PARIM favorise le transfert des connaissances et des technologies vers l'industrie en organisant des séminaires et des visites industrielles. Il offre un soutien technique en entreprise et participe à des salons, congrès et activités de veille technologique.

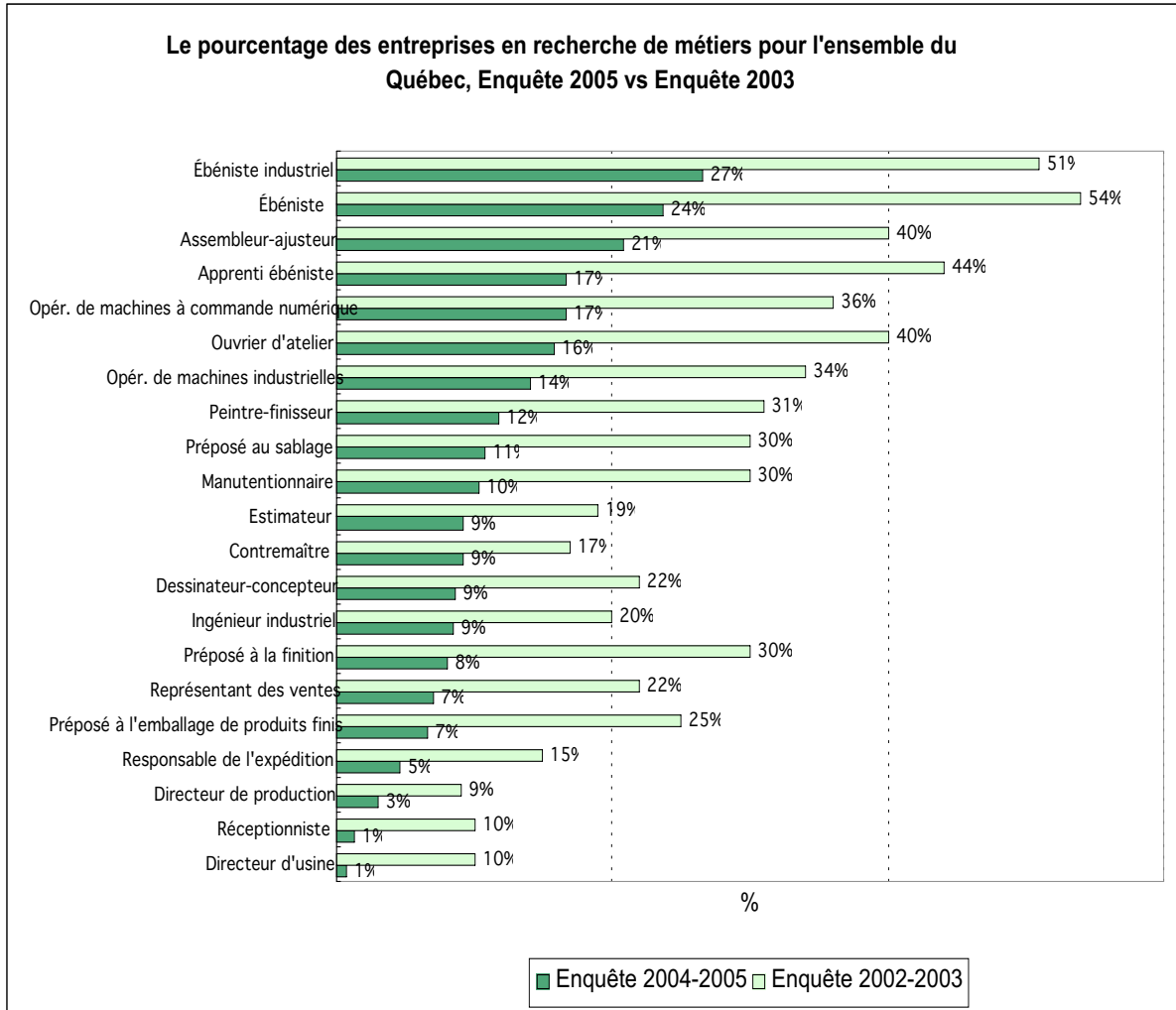
Pour accompagner davantage les membres de l'Association des fabricants de meubles du Québec, **un groupe d'intervention** spécialisé fait la liaison entre les organismes de recherche du PARIM et les entreprises manufacturières. Il dispose d'une expertise de pointe en veille technologique et d'une connaissance fine des besoins spécifiques des fabricants et des sous-traitants. Cela couvre entre autres les dimensions suivantes : équipement, gestion de la production, organisation du travail, innovation.

Des conseillers visitent les usines au moins une fois par année. Ils font le point avec chaque dirigeant sur les défis de l'avenir. À l'aide d'un examen diagnostique, ils tracent un portrait global de la performance de l'entreprise à l'aide de 500 variables touchant les principales fonctions d'une organisation. Ils comparent ensuite les résultats avec d'autres fabricants de l'industrie (*benchmarking*) afin de dégager les meilleures pratiques à adopter s'il y a lieu.

PARTIE III – DONNÉES NATIONALES DE L'ENQUÊTE

Les données recueillies par l'enquête du Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine font ressortir les métiers les plus recherchés chez les fabricants québécois sur l'ensemble du territoire québécois.

Ensemble du Québec

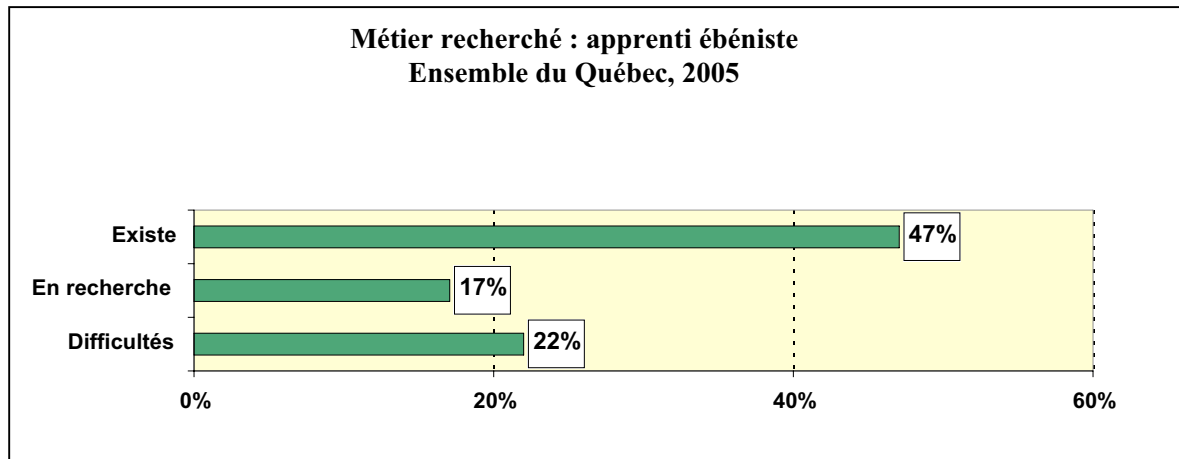


Source : Enquête du Comité, 2005

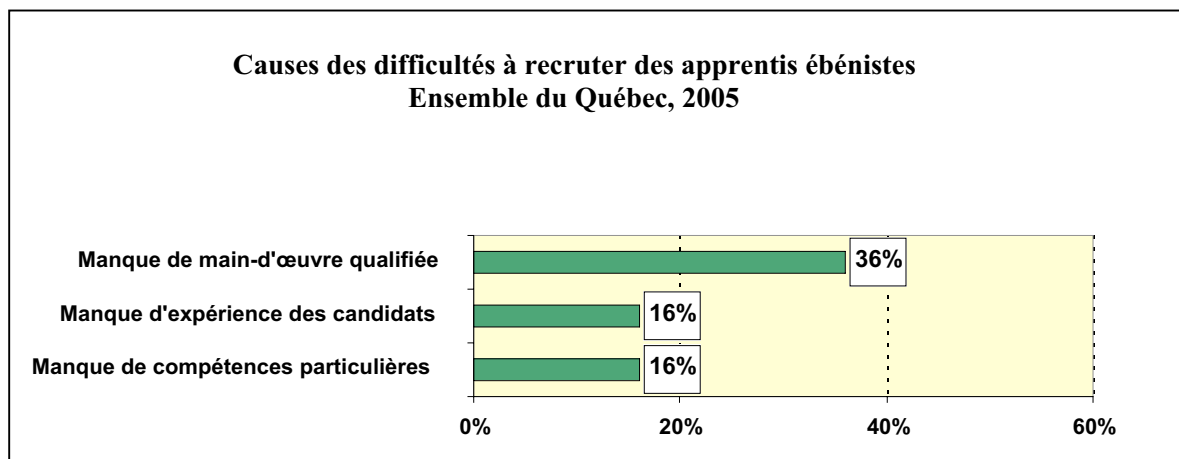
Apprenti ébéniste (CNP 7272)

Selon les résultats de l'enquête :

- 47 % des entreprises confirment que le métier existe dans l'organisation.
- 17 % des entreprises sondées recherchent des apprentis ébénistes.
- 22 % des entreprises interrogées éprouvent des difficultés à recruter des apprentis ébénistes. Le principal motif concerne le manque de main-d'œuvre qualifiée (36 %). Parmi les autres causes figure le manque d'expérience (16 %) et de compétences particulières (16 %) des candidats.



Source : Enquête du Comité, 2005

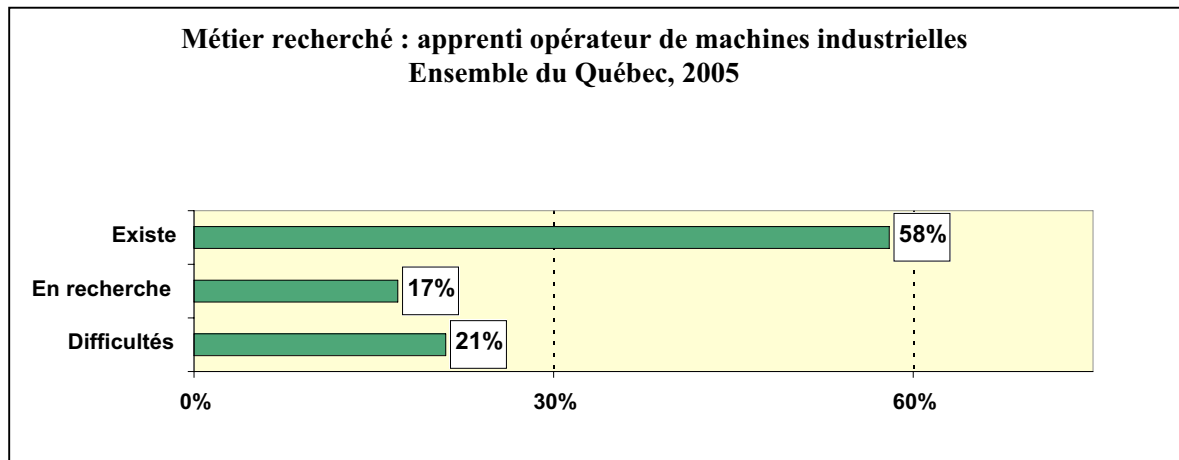


Source : Enquête du Comité, 2005

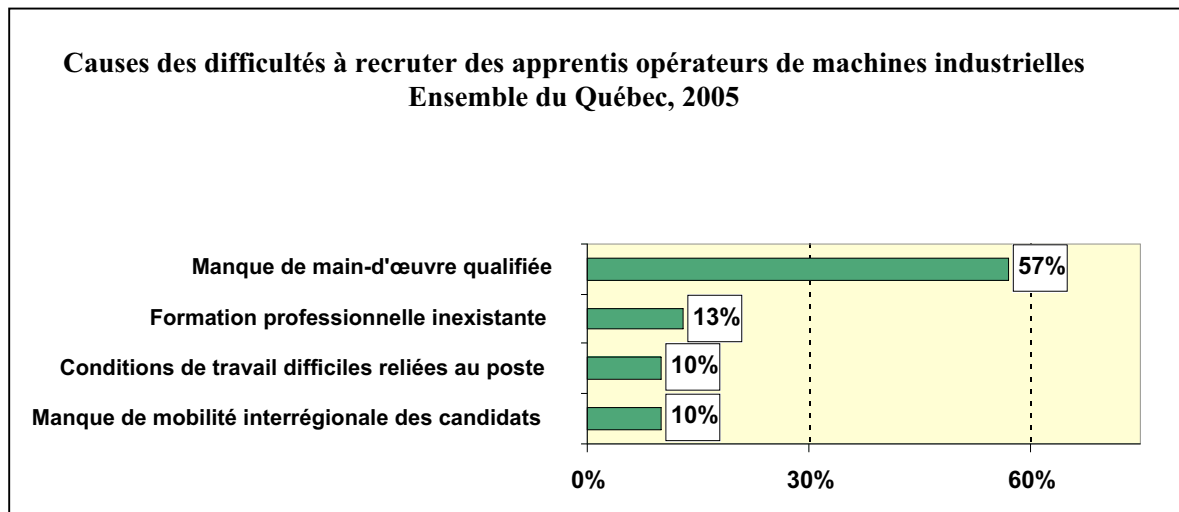
Apprenti opérateur de machines industrielles (CNP 9493)

Les données de l'enquête révèlent que :

- 58 % des entreprises comptent ce métier dans l'organisation.
- 17 % des entreprises interrogées recherchent un apprenti opérateur de machines industrielles.
- 21 % des entreprises connaissent des difficultés à en recruter. Les causes principales ont trait au manque de main-d'œuvre qualifiée (57 %) et au manque de formation professionnelle (13 %). Parmi les autres causes, notons les conditions de travail difficiles reliées au poste (10 %) et le manque de mobilité interrégionale des candidats (10 %).



Source : Enquête du Comité, 2005

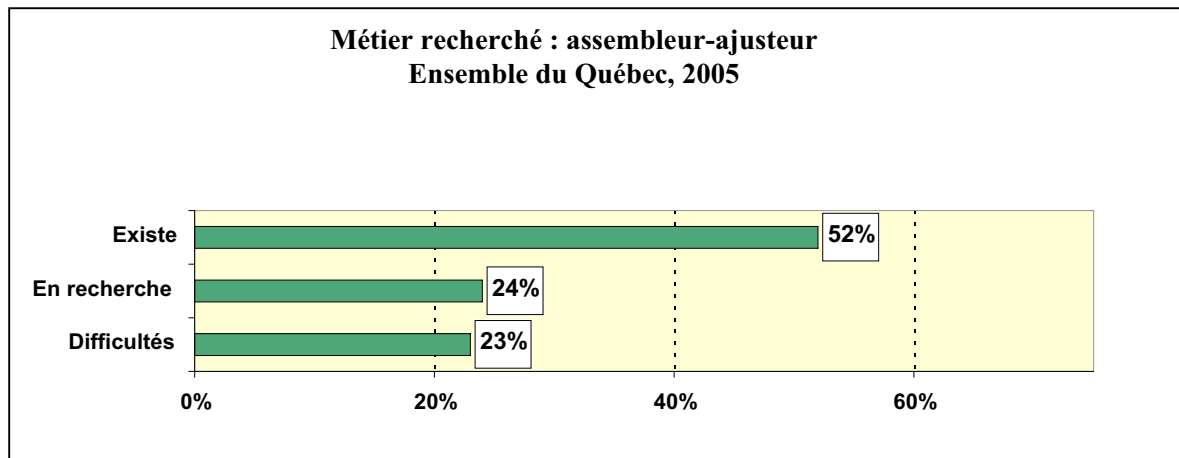


Source : Enquête du Comité, 2005

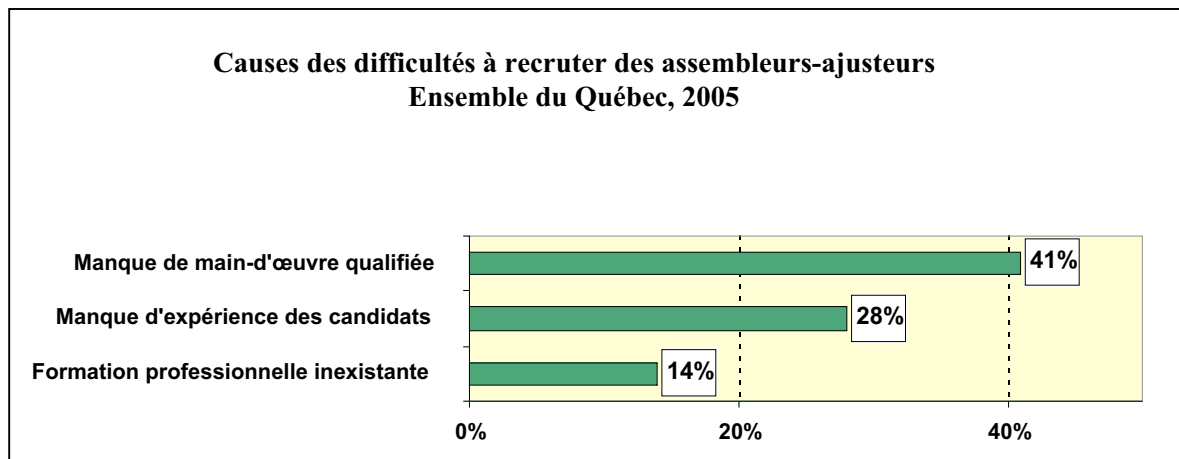
Assembleur-ajusteur (CNP 9493)

Les données de l'enquête indiquent que :

- Près de 52 % des entreprises emploient ce type de travailleur.
- 24 % des entreprises sont à la recherche d'assembleurs-ajusteurs.
- 23 % des entreprises font état d'un problème à recruter des assembleurs-ajusteurs. La raison la plus fréquente tient au manque de main-d'œuvre qualifiée (41 %). Le manque d'expérience des candidats (28 %) et l'absence de formation professionnelle (14 %) sont aussi mentionnés pour expliquer cette situation.



Source : Enquête du Comité, 2005

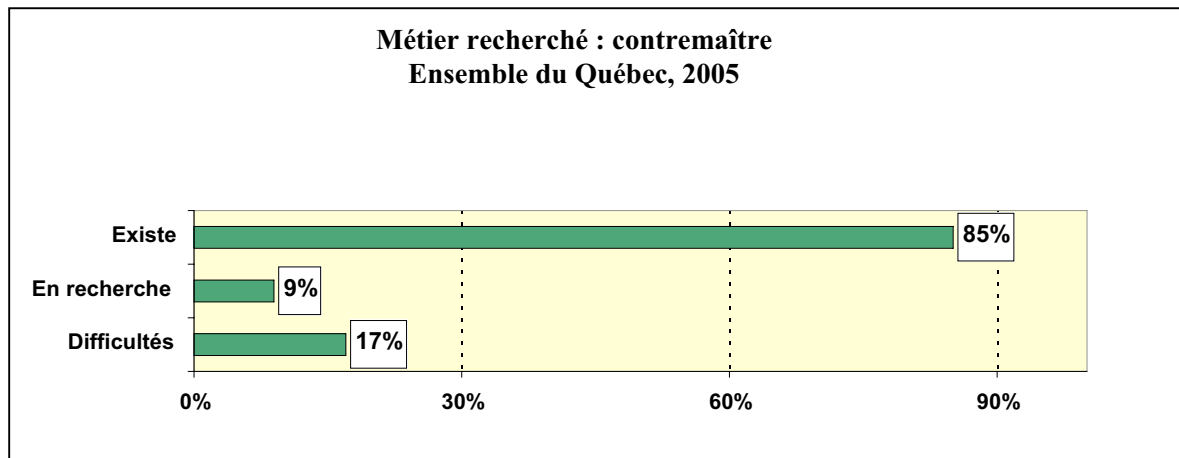


Source : Enquête du Comité, 2005

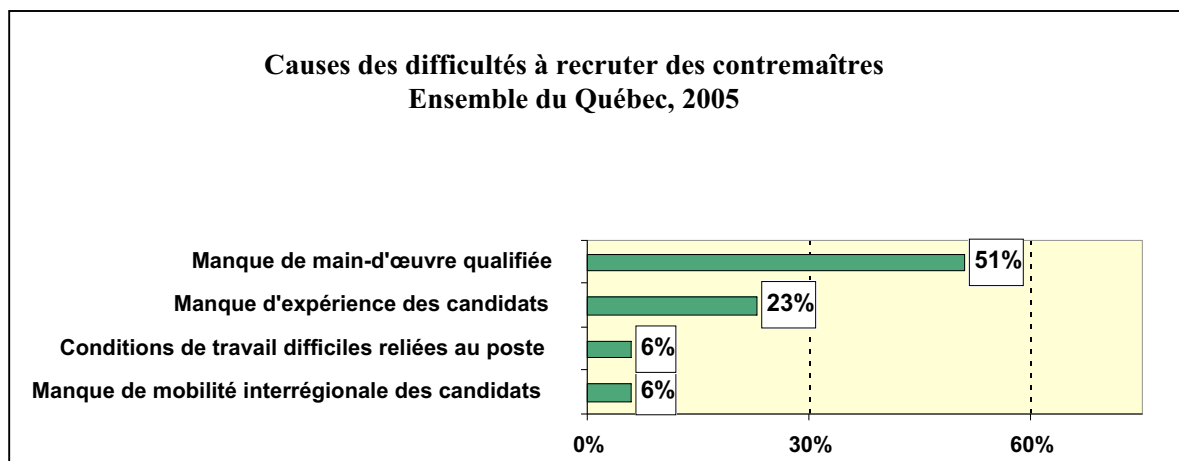
Contremaître (CNP 9224)

Les données de l'enquête révèlent que :

- 85 % des entreprises pourvoient un tel poste dans l'organisation.
- 9 % des entreprises ont besoin de contremaîtres.
- 17 % des entreprises estiment avoir des problèmes de recrutement. Le manque de main-d'œuvre qualifiée (51 %) et l'insuffisance d'expérience des candidats (23 %) sont particulièrement visés. Les conditions de travail difficiles du poste (6 %) et le manque de mobilité interrégionale des candidats (6 %) font partie des autres contraintes à l'embauche.



Source : Enquête du Comité, 2005

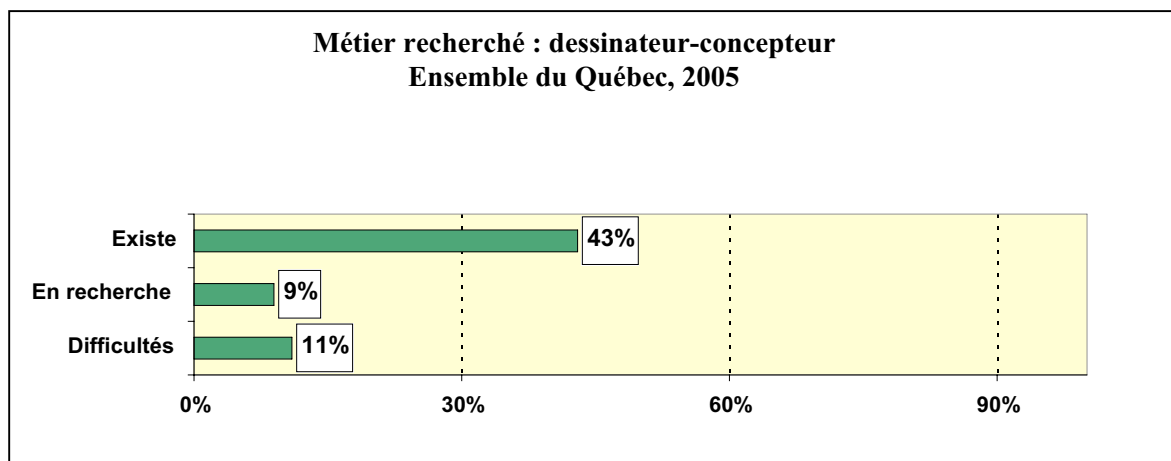


Source : Enquête du Comité, 2005

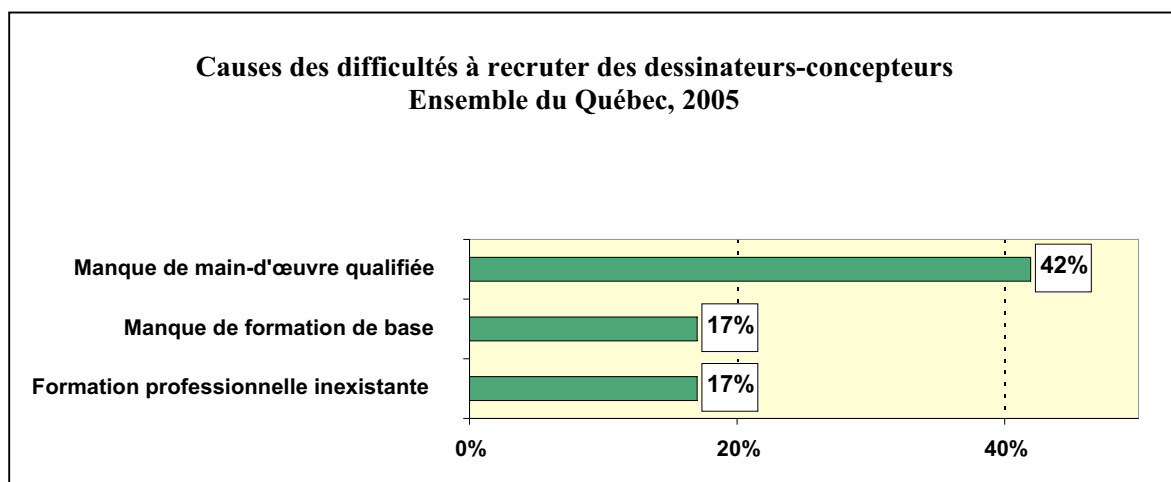
Dessinateur-concepteur (CNP 2252)

D'après les résultats de l'enquête :

- 43 % des entreprises ont des dessinateurs-concepteurs à leur service.
- 9 % des entreprises en recherchent.
- 11 % des entreprises ont du mal à en recruter. Le manque de main-d'œuvre qualifiée (42 %) constitue un motif majeur. Parmi les autres motifs, en proportions égales de 17 %, on retrouve le manque de formation de base et l'absence de formation professionnelle.



Source : Enquête du Comité, 2005

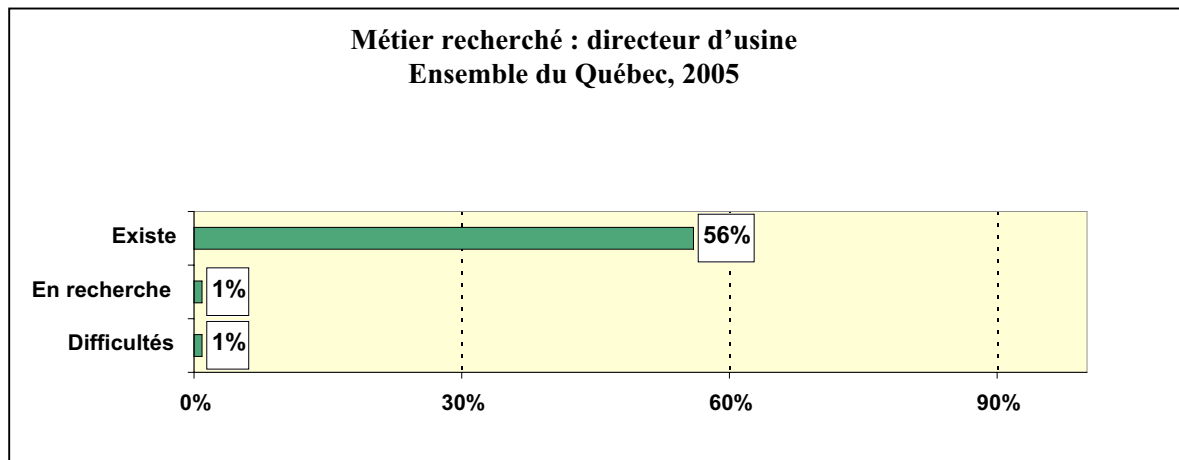


Source : Enquête du Comité, 2005

Directeur d'usine (CNP 0911)

Les données du sondage font ressortir que :

- 56 % des entreprises montrent l'existence du métier dans l'organisation.
- À peine 1 % des entreprises recherchent un directeur d'usine.
- Pas plus de 1 % des entreprises peinent à en recruter, faute des conditions de travail difficiles reliées au poste.

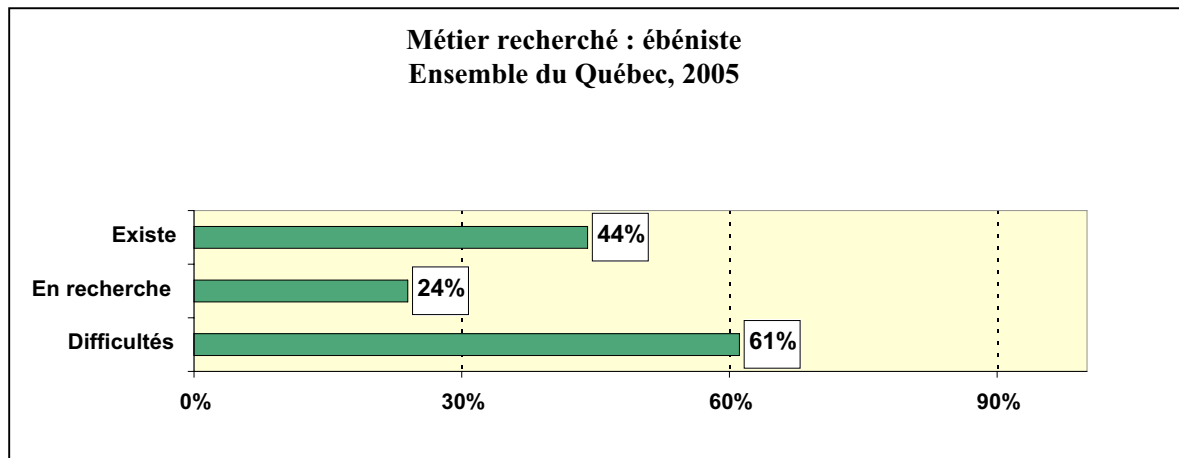


Source : Enquête du Comité, 2005

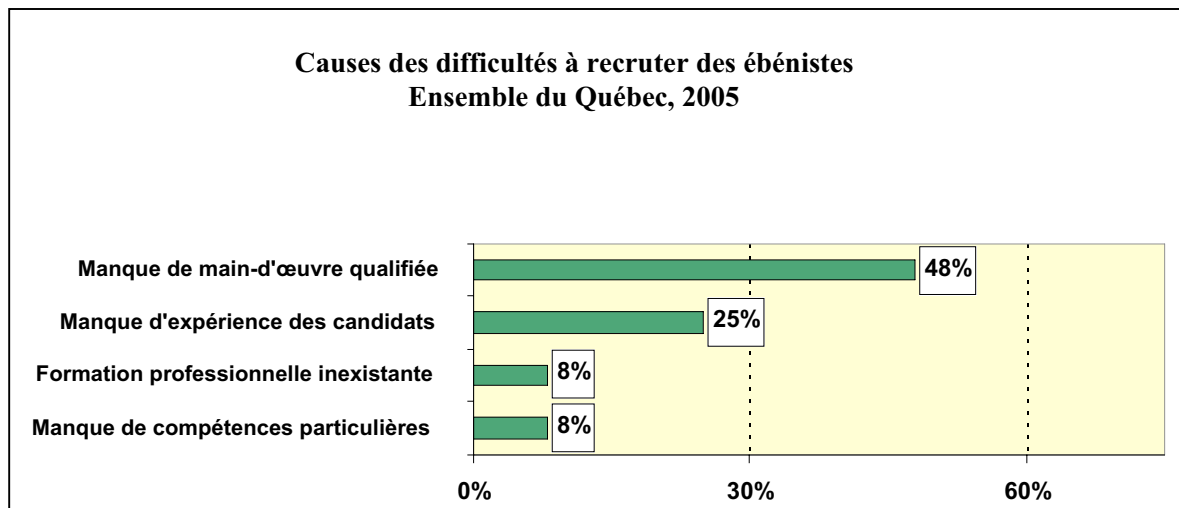
Ébéniste (CNP 7272)

Selon les données de l'enquête :

- 44 % des entreprises pourvoient un tel poste dans l'organisation.
- 24 % des entreprises ont besoin d'ébénistes.
- 61 % des entreprises jugent difficile de recruter des ébénistes. Les causes évoquées sont le manque de main-d'œuvre qualifiée (48 %) et le manque d'expérience des candidats (25 %). Parmi les autres motifs, signalons entre autres le manque de formation professionnelle (8 %) et l'absence de quelques compétences particulières (8 %).



Source : Enquête du Comité, 2005

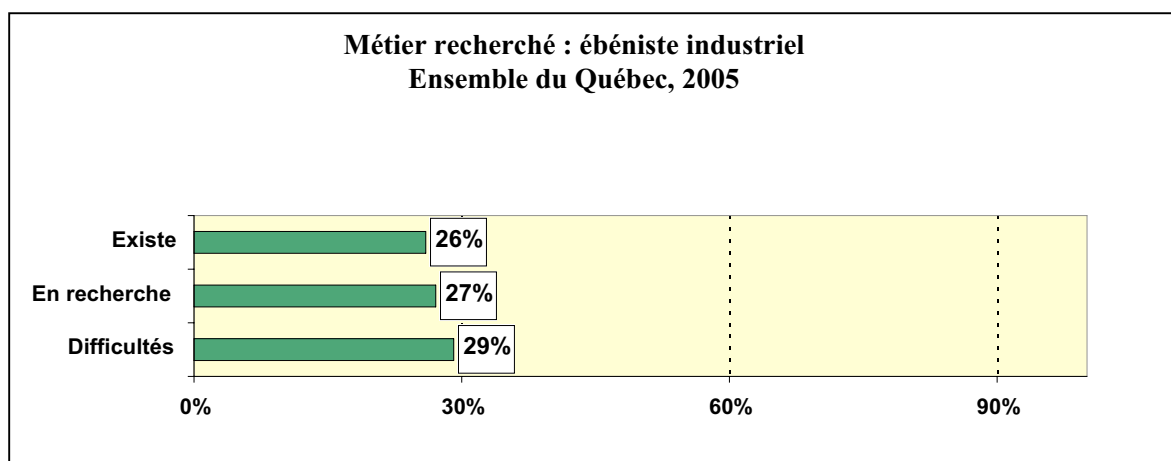


Source : Enquête du Comité, 2005

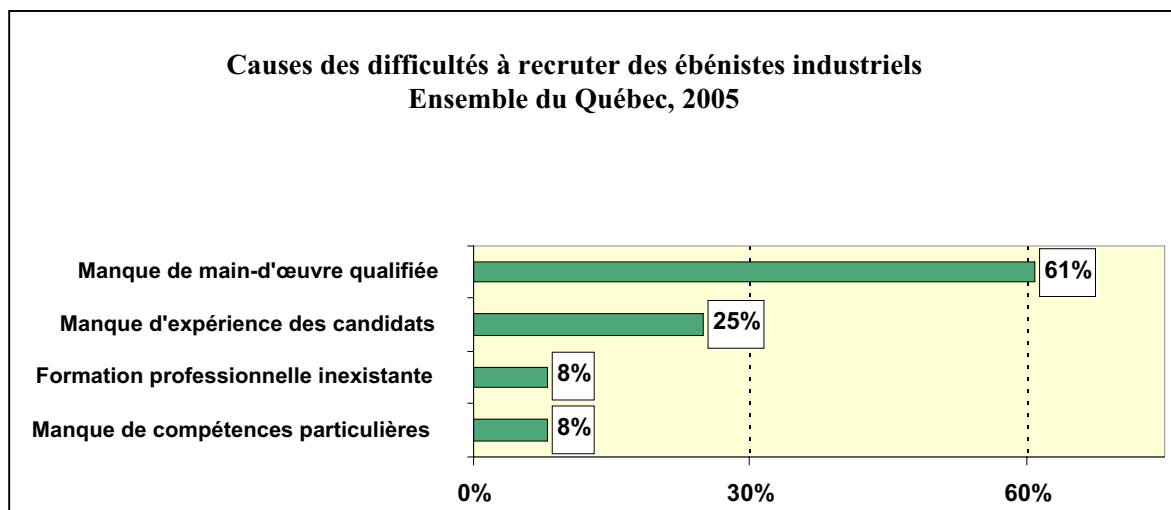
Ébéniste industriel (CNP 7272)

Les données de l'enquête révèlent que :

- 26 % des entreprises pourvoient ce poste dans l'organisation.
- 27 % des entreprises sondées cherchent des ébénistes industriels.
- 29 % des entreprises éprouvent de la difficulté à en recruter en raison d'un manque de main-d'œuvre qualifiée (61 %) et expérimentée (25 %). Le manque de formation professionnelle (8 %) et de quelques compétences particulières (8 %) constitue les autres motifs limitant les entreprises dans leur recrutement.



Source : Enquête du Comité, 2005

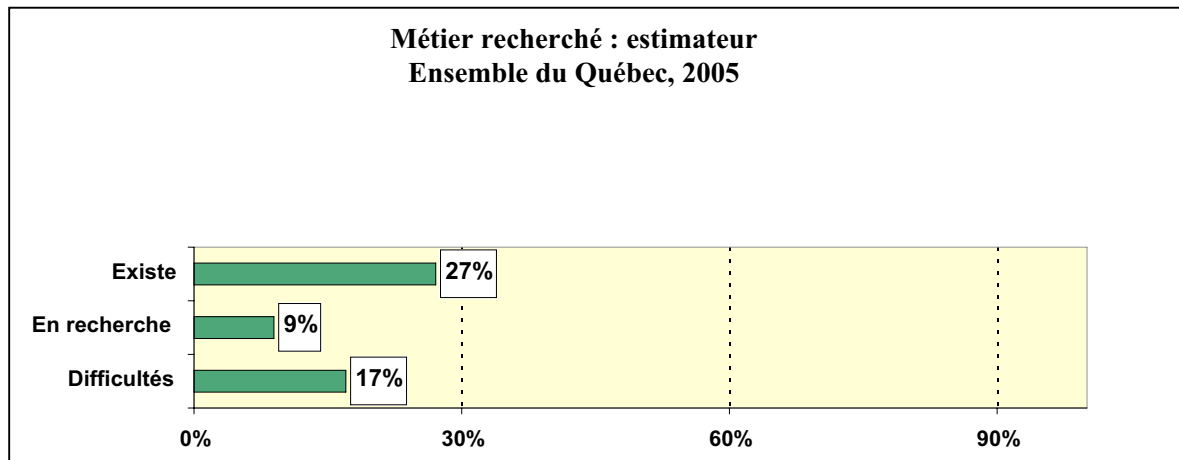


Source : Enquête du Comité, 2005

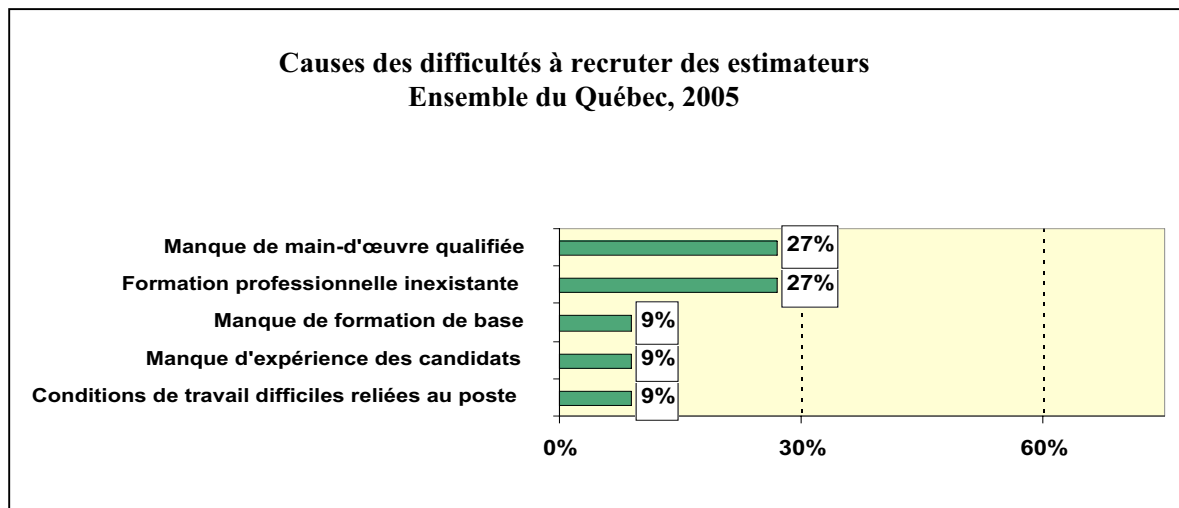
Estimateur (CNP 5242)

On apprend d'après l'enquête que :

- 27 % des entreprises comptent ce métier dans l'organisation.
- 9 % des entreprises sondées sont à la recherche d'un estimateur.
- 17 % des entreprises déclarent avoir de la difficulté à en recruter, principalement à cause d'un manque de main-d'œuvre qualifiée (27 %) et de l'absence de formation professionnelle (27 %). En outre, on remarque, en proportions égales de 9 %, l'absence de formation de base, le manque d'expérience des candidats et les conditions de travail difficiles reliées à ce métier.



Source : Enquête du Comité, 2005

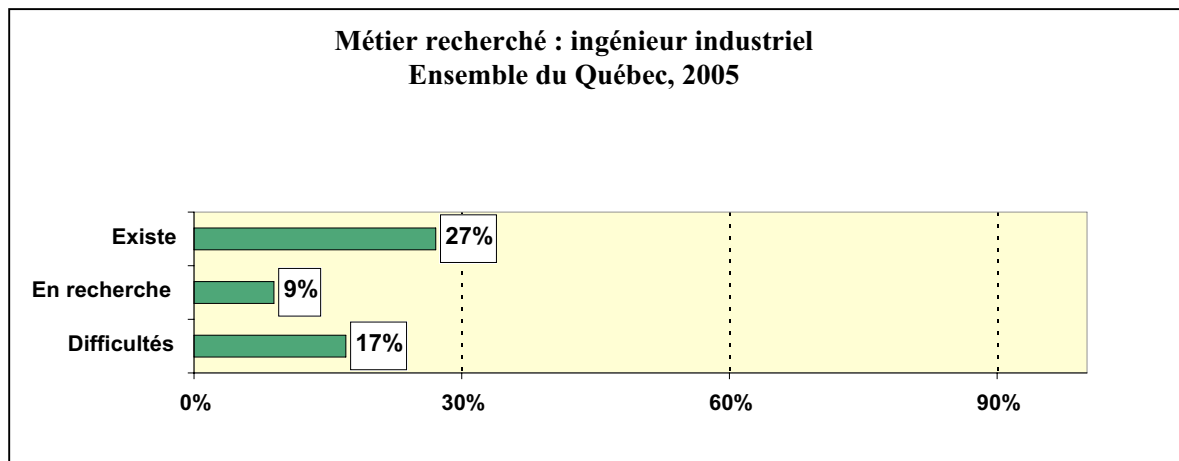


Source : Enquête du Comité, 2005

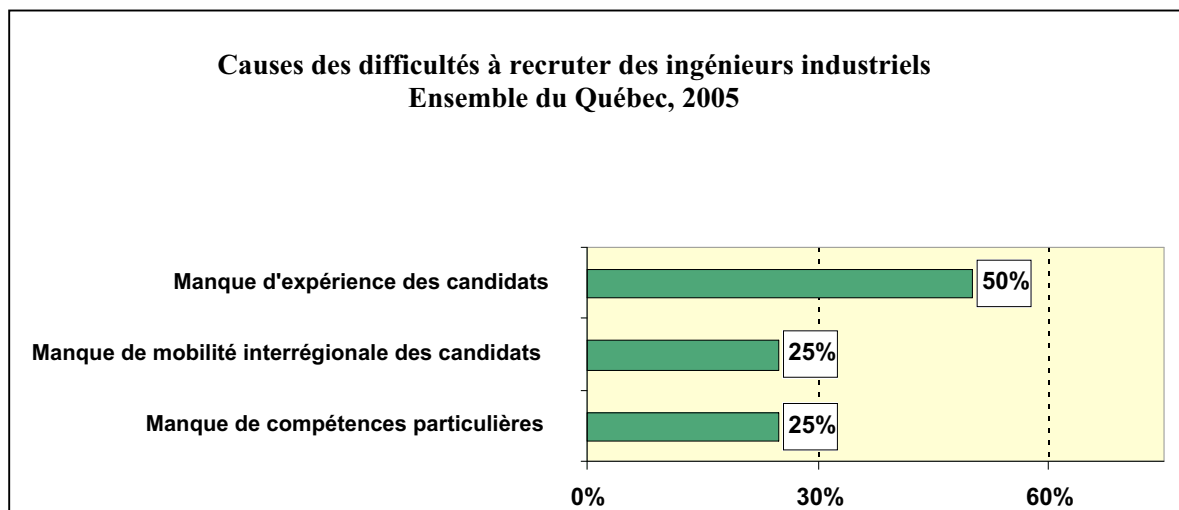
Ingénieur industriel (CNP 2141)

Selon les données recueillies :

- 27 % des entreprises ont ce métier dans l'organisation.
- 9 % des entreprises sondées recherchent ces professionnels.
- Le motif principal qui, selon 17 % des entreprises, constitue la grande difficulté à recruter est le manque d'expérience des candidats (50 %), suivi de la faible mobilité interrégionale (25 %) et de l'absence de quelques compétences particulières (25 %).



Source : Enquête du Comité, 2005

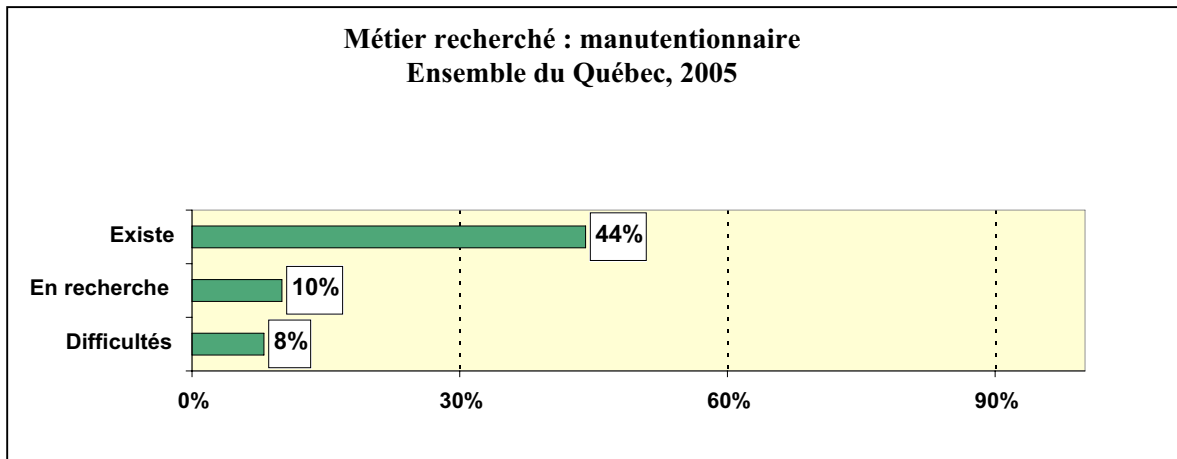


Source : Enquête du Comité, 2005

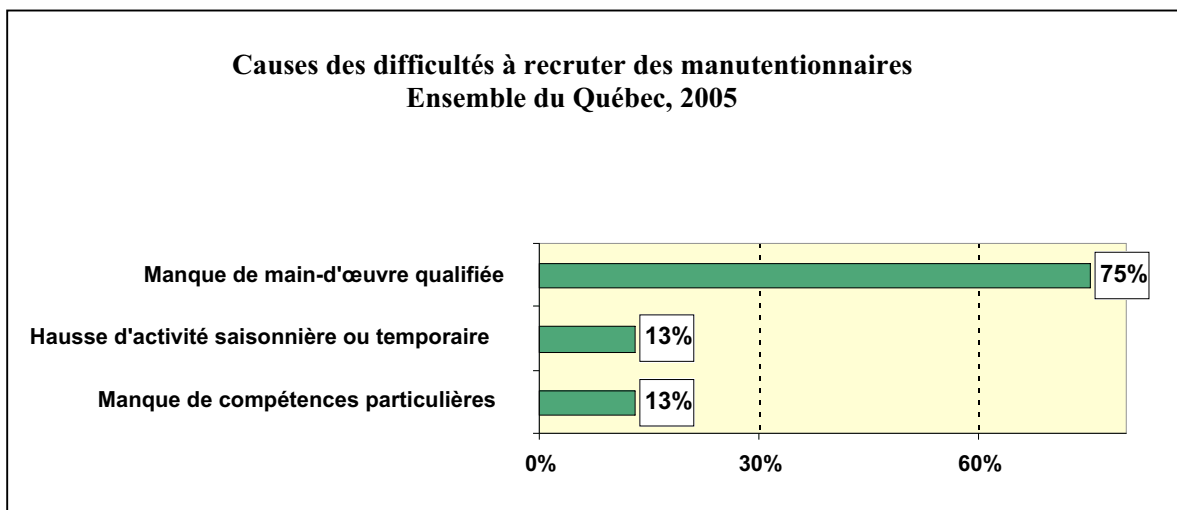
Manutentionnaire (CNP 7452)

Pour ce métier, on note que :

- 44 % des entreprises ont leurs besoins comblés.
- 10 % des entreprises sondées recherchent un manutentionnaire.
- 8 % affirment éprouver de la difficulté à en recruter. Le manque de main-d'œuvre qualifiée (75 %) est l'une des causes majeures, suivi par la hausse d'activité saisonnière ou temporaire dans l'industrie (13 %) et l'absence de quelques compétences particulières (13 %).



Source : Enquête du Comité, 2005

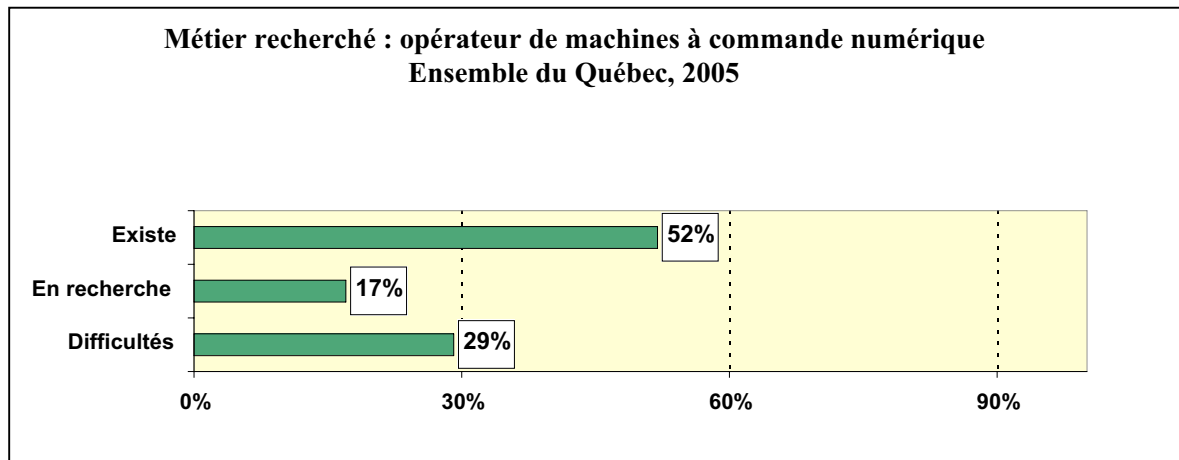


Source : Enquête du Comité, 2005

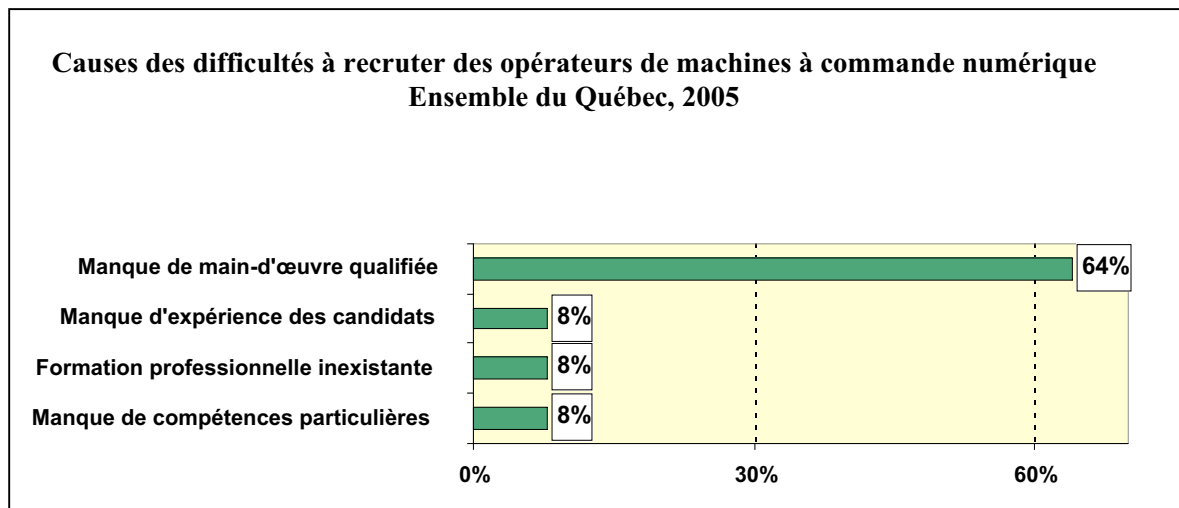
Opérateur de machines à commande numérique (CNP 9513)

Selon les résultats de l'enquête :

- 52 % des entreprises confirment que le métier existe dans l'organisation.
- 17 % des entreprises sondées recherchent des opérateurs de machines à commande numérique.
- 29 % des entreprises interrogées éprouvent des difficultés à en recruter. Le principal motif concerne le manque de main-d'œuvre qualifiée (64 %). Parmi les autres causes, signalons le manque d'expérience (8 %), l'absence de formation professionnelle (8 %) et de quelques compétences particulières (8 %).



Source : Enquête du Comité, 2005

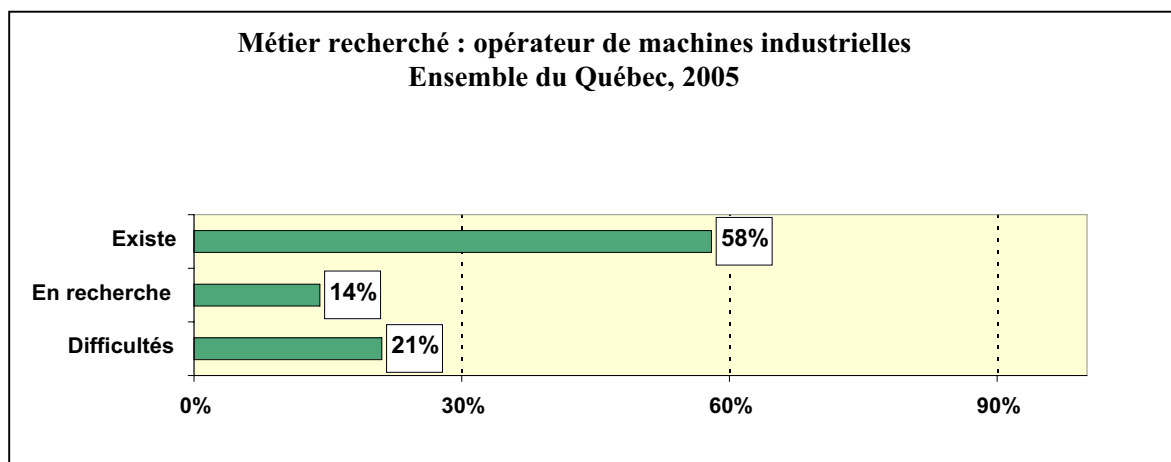


Source : Enquête du Comité, 2005

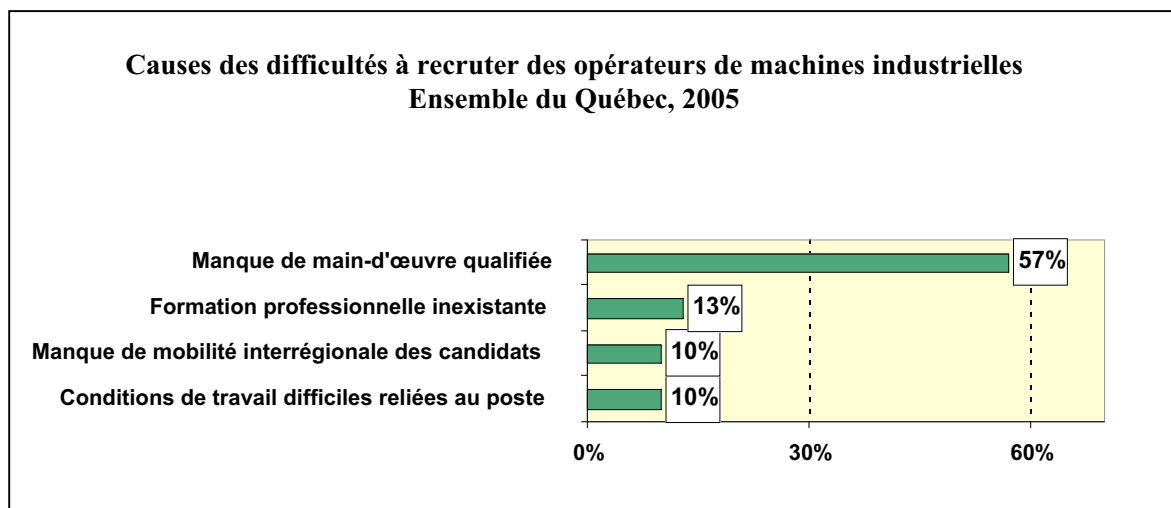
Opérateur de machines industrielles (CNP 9434)

D'après les résultats de l'enquête :

- 58 % des entreprises ont à leur service des opérateurs de machines industrielles.
- 14 % des entreprises sondées en convoient.
- Une entreprise sur cinq affronte des difficultés à en recruter, principalement pour cause de manque de main-d'œuvre qualifiée (57 %). Le manque de formation professionnelle (13 %), l'absence de mobilité interrégionale (10 %) et les conditions de travail difficiles liées au poste (10 %) terminent les résultats.



Source : Enquête du Comité, 2005

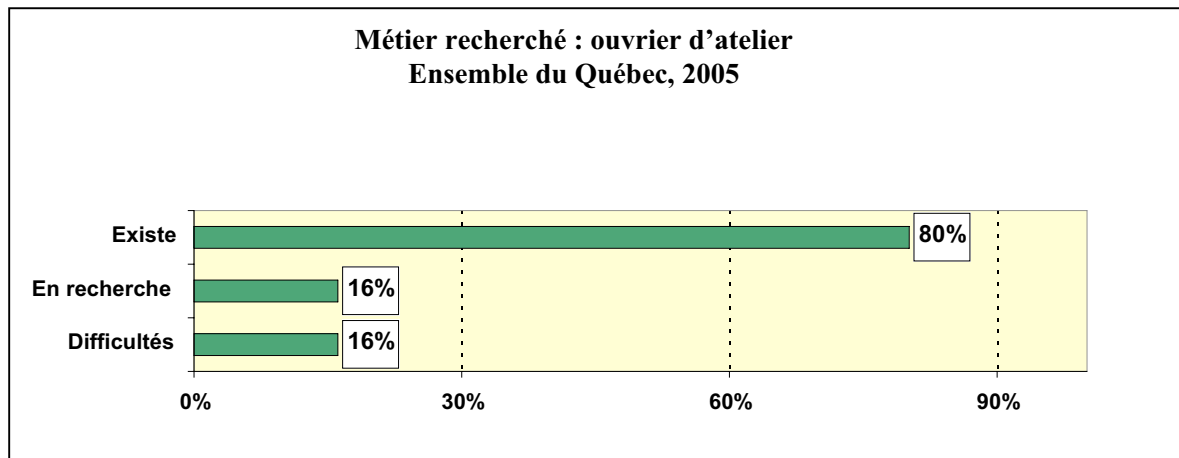


Source : Enquête du Comité, 2005

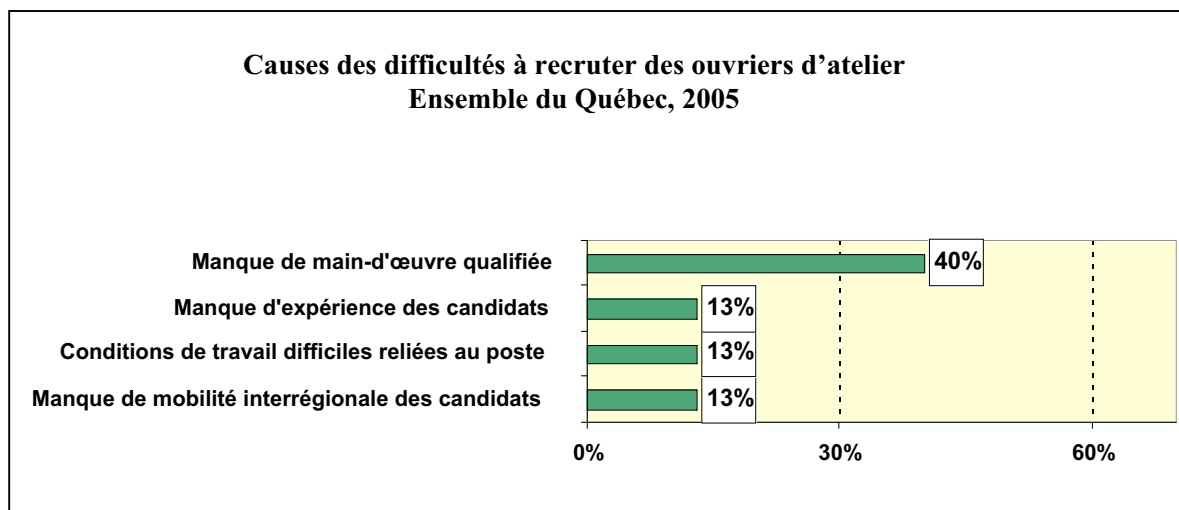
Ouvrier d'atelier (CNP 9493)

On conclut d'après l'enquête que :

- 80 % des entreprises comptent ce métier dans l'organisation.
- 16 % des entreprises interrogées recherchent un ouvrier d'atelier.
- 16 % des entreprises font état de problèmes à en recruter. La raison la plus fréquente tient au manque de main-d'œuvre qualifiée, soit 40 %. Le manque d'expérience des candidats, les conditions de travail difficiles reliées à ce métier et le manque de mobilité interrégionale des candidats sont également mentionnés (13 %) pour expliquer cette situation.



Source : Enquête du Comité, 2005

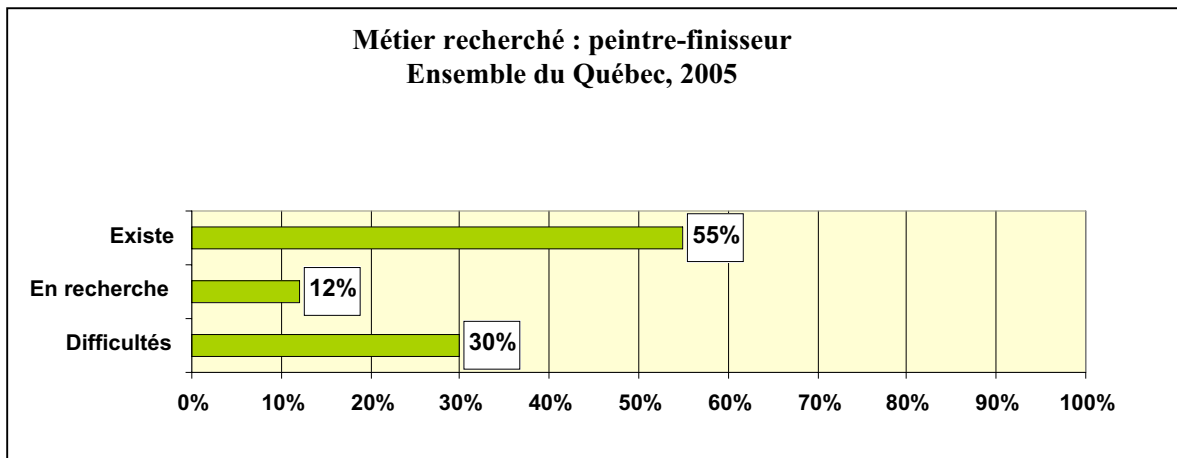


Source : Enquête du Comité, 2005

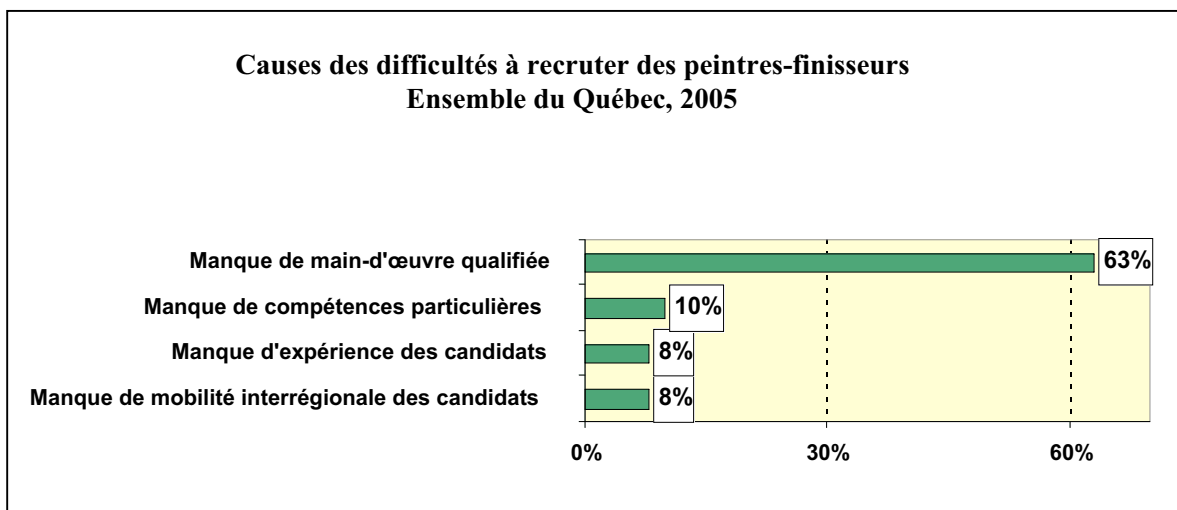
Peintre-finiisseur (CNP 9496)

Il ressort de l'enquête que :

- 55 % des entreprises emploient ce type de travailleur.
- 12 % des entreprises sont à la recherche d'un peintre-finiisseur.
- 30 % des entreprises disent éprouver de la difficulté à en recruter. Le manque de main-d'œuvre qualifiée (63 %) constitue l'une des causes majeures. Suivent dans l'ordre l'absence de quelques compétences particulières (10 %), le manque d'expérience (8 %) et la mobilité interrégionale des candidats (8 %).



Source : Enquête du Comité, 2005

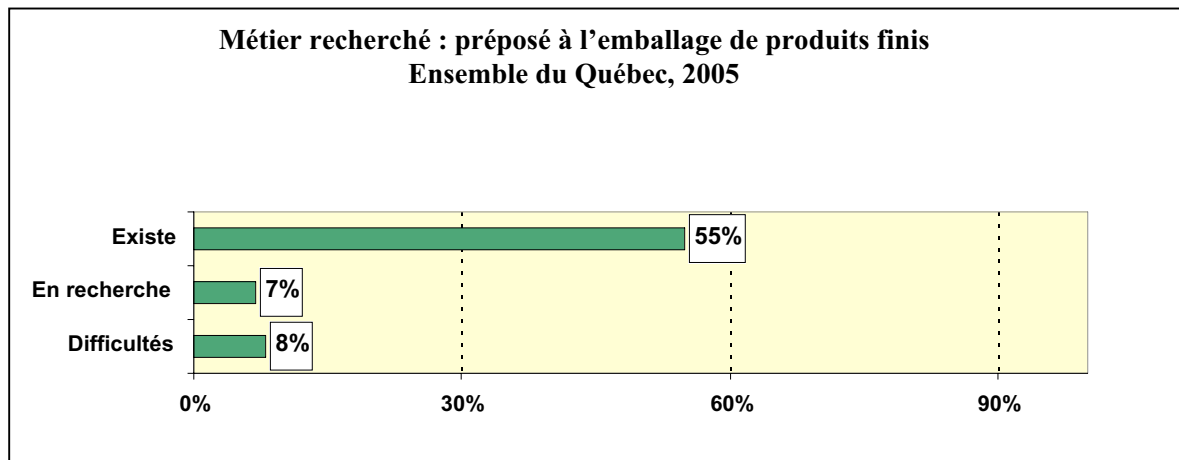


Source : Enquête du Comité, 2005

Préposé à l'emballage de produits finis (CNP 9419)

Selon les données de l'enquête :

- 55 % des entreprises comptent ce type de métier dans l'organisation.
- 7 % des entreprises recherchent des préposés à l'emballage de produits finis.
- 8 % des entreprises font état de problème à en recruter. La raison la plus fréquemment évoquée tient au manque de main-d'œuvre qualifiée (55 %).

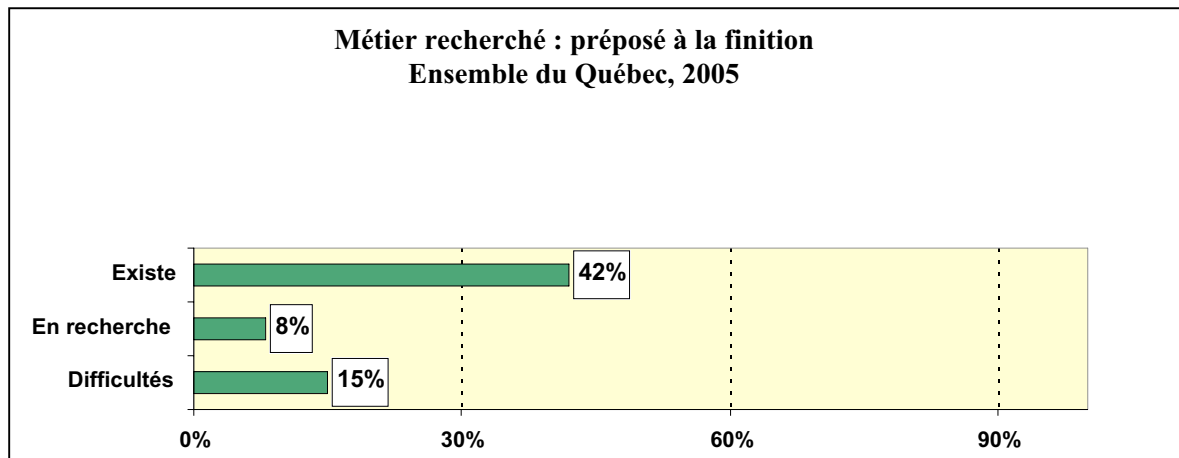


Source : Enquête du Comité, 2005

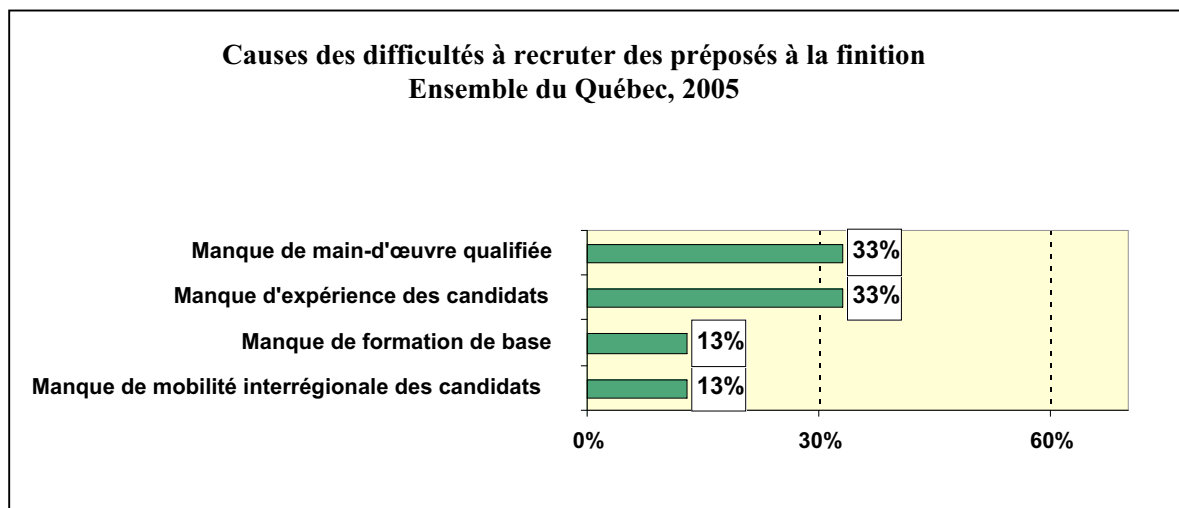
Préposé à la finition (CNP 9494)

On déduit d'après les données de l'enquête que :

- 42 % des entreprises pourvoient un tel poste dans l'organisation.
- 8 % des entreprises sondées ont besoin de préposés à la finition.
- 15 % des entreprises ont des problèmes à en recruter. Le manque de main-d'œuvre qualifiée (33 %) et l'insuffisance d'expérience des candidats (33 %) sont particulièrement visés. La faiblesse de la formation de base (13 %) et le manque de mobilité interrégionale des candidats (13 %) constituent les autres contraintes à l'embauche.



Source : Enquête du Comité, 2005

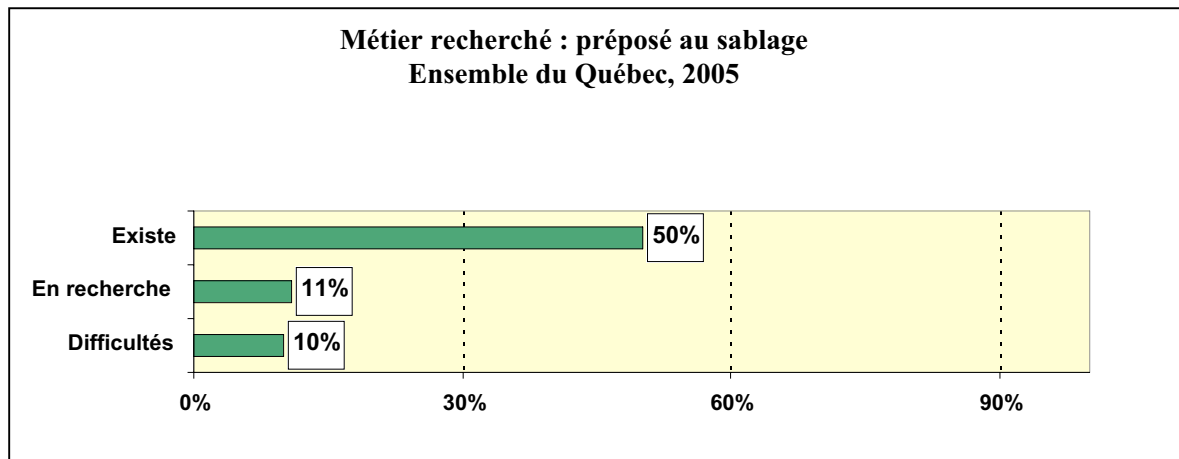


Source : Enquête du Comité, 2005

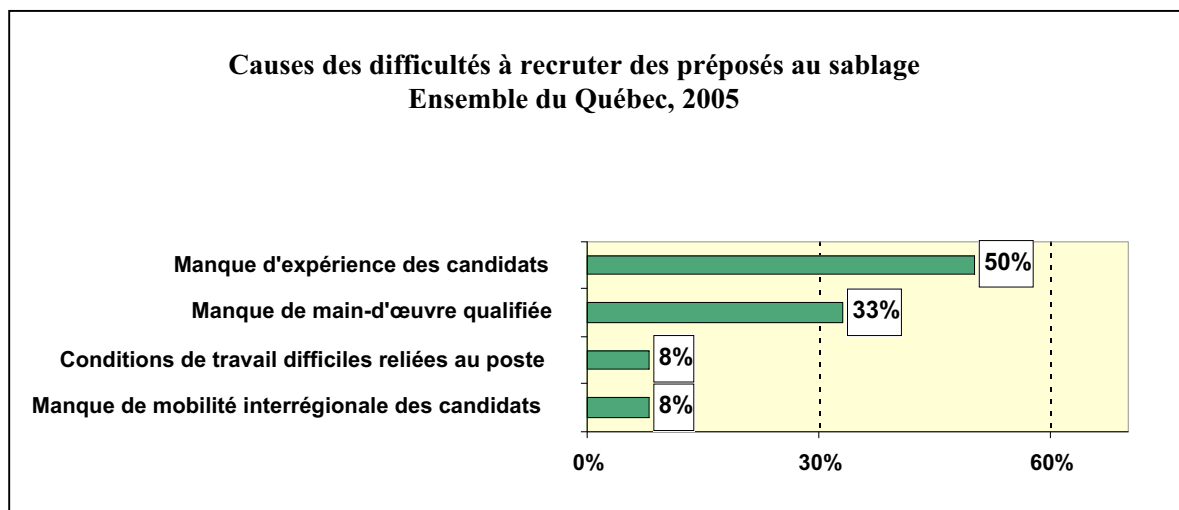
Préposé au sablage (CNP 9493)

On apprend d'après l'enquête que :

- Près de 50 % des entreprises comptent ce métier dans l'organisation.
- 11 % des entreprises recherchent un préposé au sablage.
- 10 % des entreprises éprouvent de la difficulté à en recruter. Le manque de main-d'œuvre expérimentée (50 %) est l'une des causes majeures, suivi par le manque de main-d'œuvre qualifiée (33 %), les conditions de travail difficiles liées à ce métier (8 %) et le manque de mobilité interrégionale des candidats (8 %).



Source : Enquête du Comité, 2005

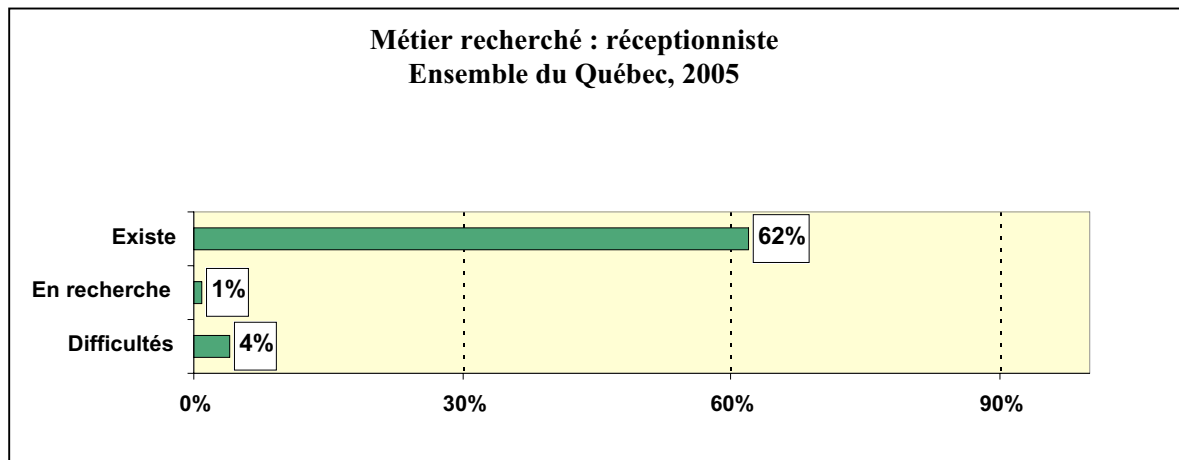


Source : Enquête du Comité, 2005

Réceptionniste (CNP 1414)

Les données de l'enquête laissent entendre que :

- 62 % des entreprises pourvoient un tel poste dans l'organisation.
- Seulement 1 % des entreprises sondées ont besoin de réceptionnistes.
- 4 % des entreprises ont des problèmes à en recruter. La seule raison tient au manque de formation de base (100 %).

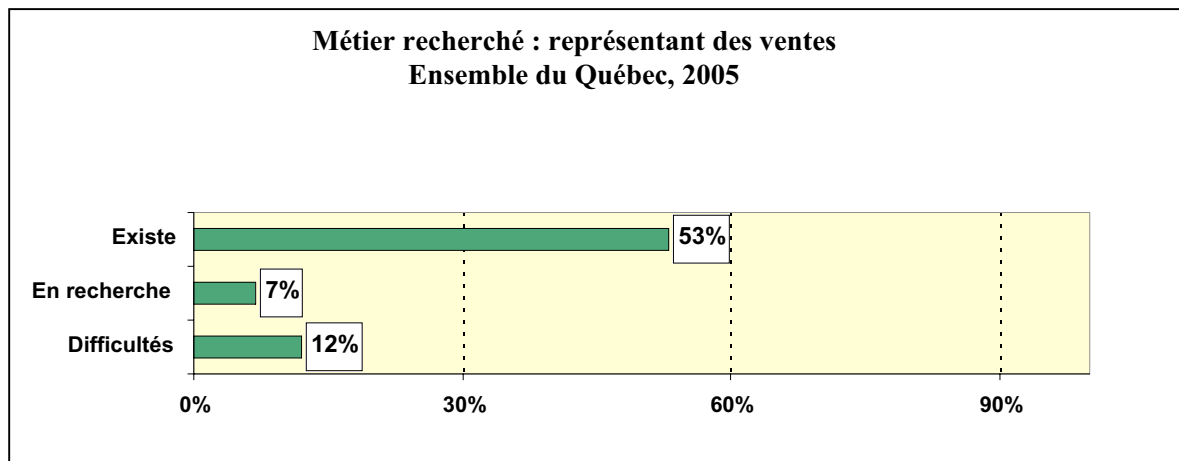


Source : Enquête du Comité, 2005

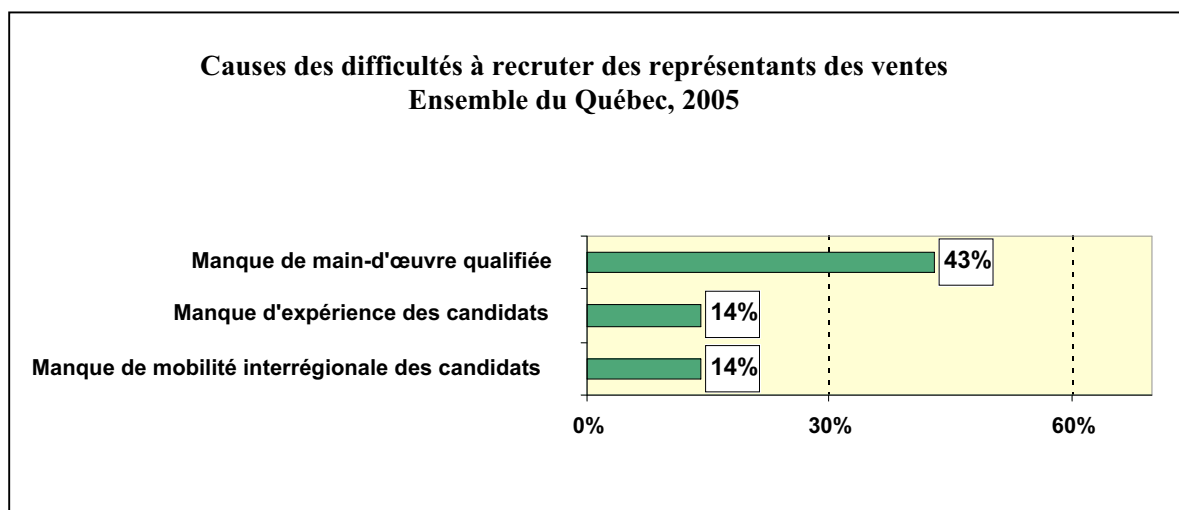
Représentant des ventes (CNP 6411)

Les résultats de l'enquête montrent que :

- 53 % des entreprises confirment que le métier existe dans l'organisation.
- 7 % des entreprises recherchent des représentants des ventes.
- 12 % des entreprises éprouvent des difficultés à en recruter. Le principal motif concerne le manque de main-d'œuvre qualifiée, soit 43 %. Parmi les autres causes, signalons le manque d'expérience (14 %) et de mobilité interrégionale (14 %) des candidats.



Source : Enquête du Comité, 2005

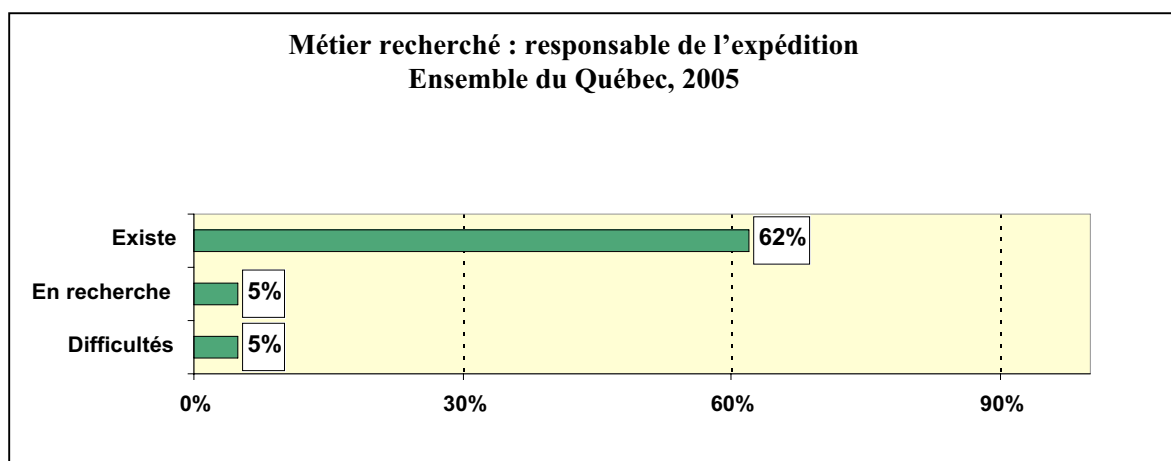


Source : Enquête du Comité, 2005

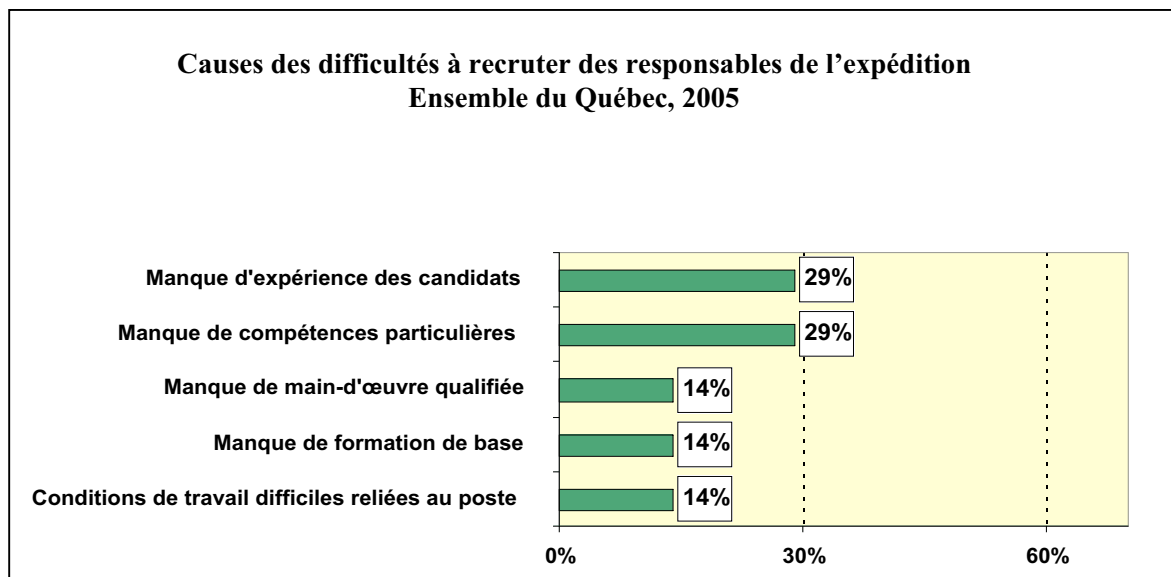
Responsable de l'expédition (CNP 0713)

Il ressort de l'enquête que :

- 62 % des entreprises emploient ce type de travailleur.
- 5 % des entreprises sont à la recherche d'un responsable de l'expédition.
- 5 % des entreprises connaissent de la difficulté à en recruter. Le manque d'expérience de la main-d'œuvre (29 %) et l'absence de quelques compétences particulières (29 %) constituent les causes majeures, suivis, en proportions égales de 14 %, par le manque de main-d'œuvre qualifiée et de formation de base et par des conditions de travail difficiles reliées à ce métier.



Source : Enquête du Comité, 2005

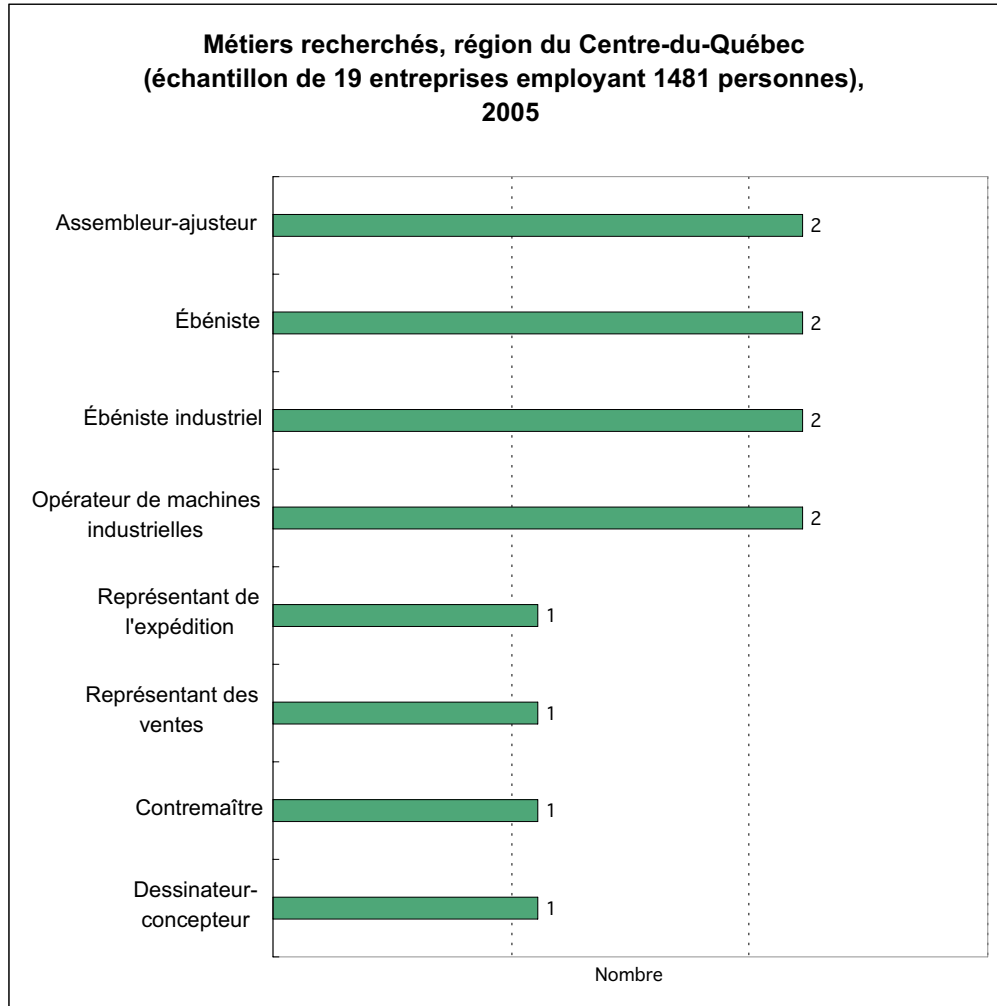


Source : Enquête du Comité, 2005

PARTIE IV – ENQUÊTE : DONNÉES RÉGIONALES

Les données recueillies par l'enquête du Comité sectoriel de main-d'œuvre des industries des portes et fenêtres, du meuble et des armoires de cuisine pointent les principales causes des difficultés à embaucher de la main-d'œuvre pour les métiers les plus recherchés sur une base régionale.

Centre-du-Québec

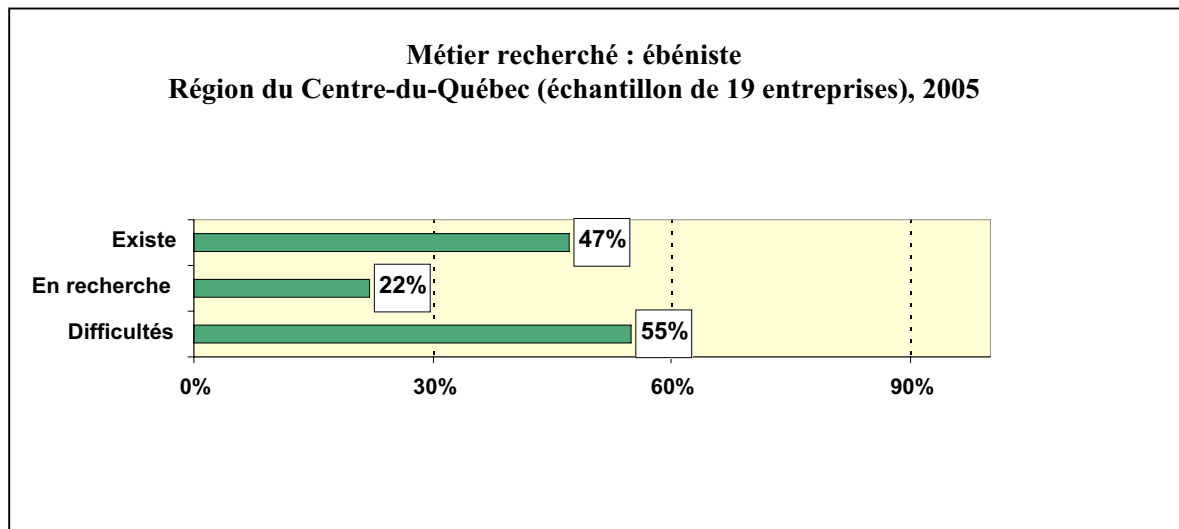


Source : Enquête du Comité, 2005

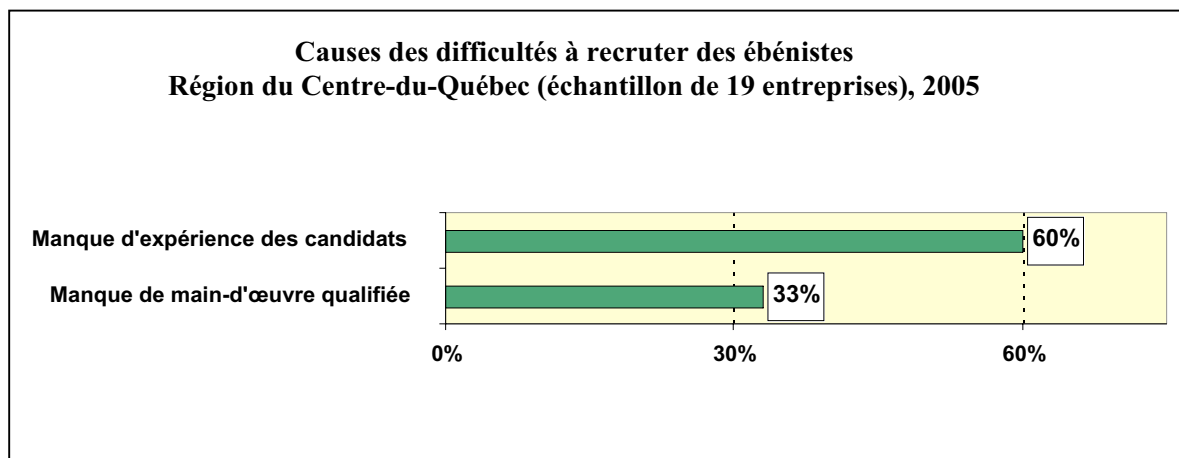
Ébéniste (CNP 7272)

On apprend des données de l'enquête que :

- 9 entreprises sur 19, soit 47 %, pourvoient un tel poste dans l'organisation.
- 2 entreprises sur 9, soit 22 %, ont besoin d'ébénistes dans la région du Centre-du-Québec.
- 5 entreprises sur 9, soit 55 %, ont des problèmes à en recruter. L'expérience insuffisante des candidats (60 %) et le manque de main-d'œuvre qualifiée (33 %) sont particulièrement mentionnés.



Source : Enquête du Comité, 2005

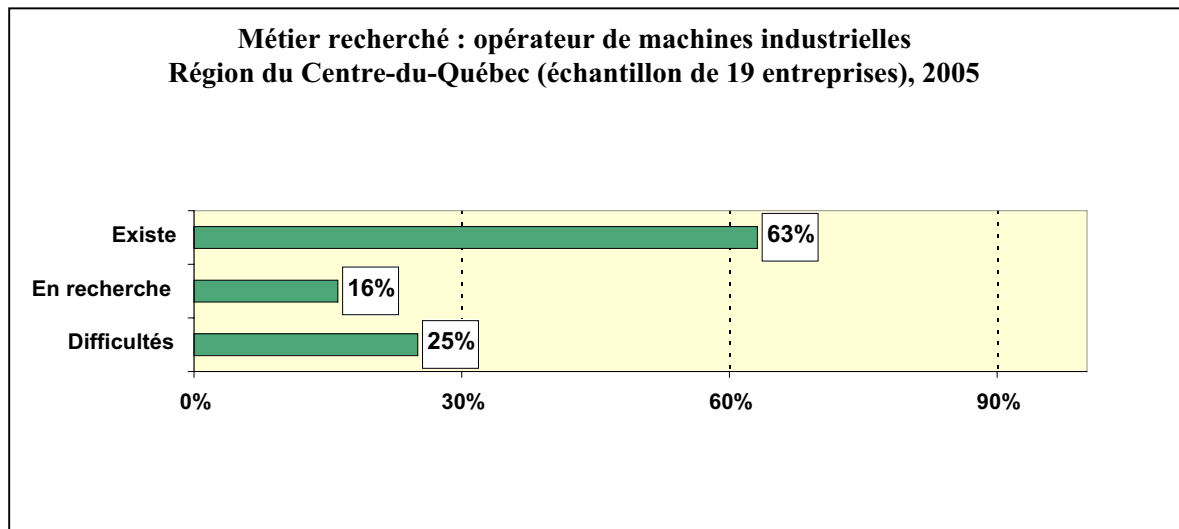


Source : Enquête du Comité, 2005

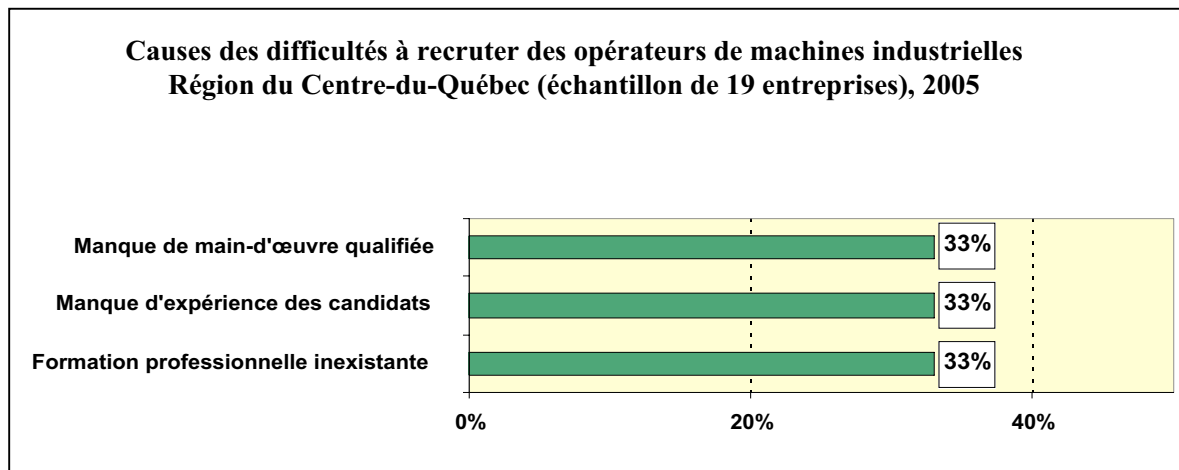
Opérateur de machines industrielles (CNP 9434)

On apprend de l'enquête que :

- 12 entreprises sur 19, soit plus de 60 %, comptent ce métier dans l'organisation.
- 2 entreprises sur 12, soit 16 %, recherchent un opérateur de machines industrielles.
- 25 % des entreprises éprouvent de la difficulté à en recruter dans la région du Centre-du-Québec. Les causes majeures sont, en proportions égales (33 %), le manque de main-d'œuvre qualifiée et expérimentée ainsi que l'absence de formation professionnelle.



Source : Enquête du Comité, 2005

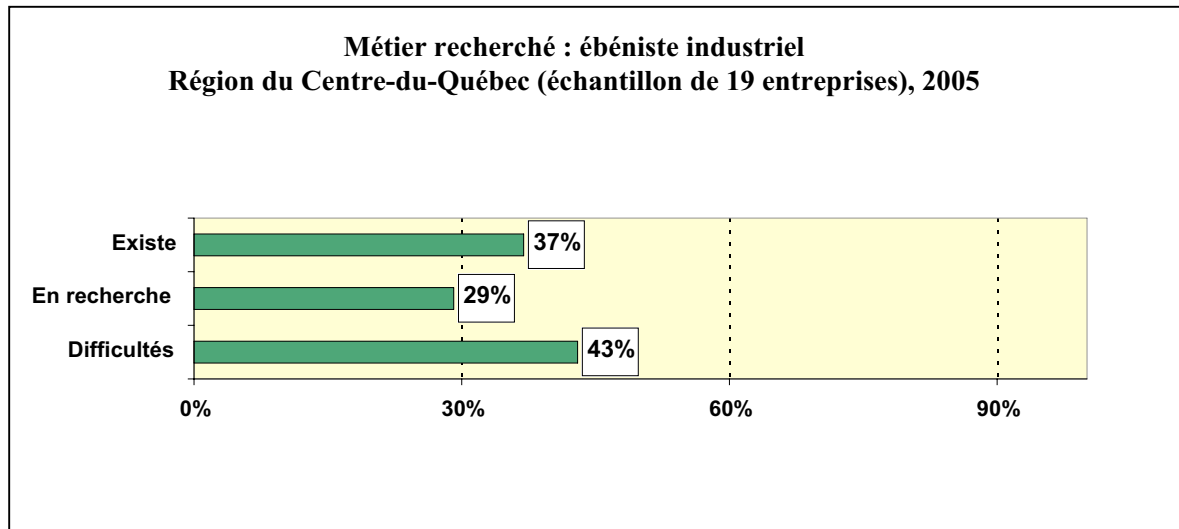


Source : Enquête du Comité, 2005

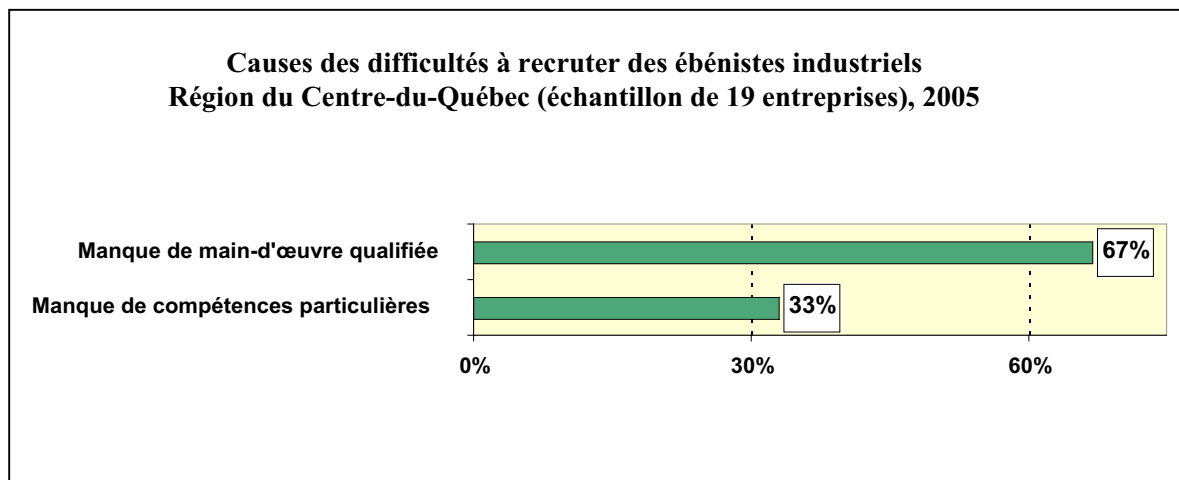
Ébéniste industriel (CNP 7272)

Les données de l'enquête révèlent que :

- 7 entreprises sur 19, soit 37 %, pourvoient un tel poste dans l'organisation.
- 2 entreprises sur 7 dans la région du Centre-du-Québec, soit 29 %, recherchent un ébéniste industriel.
- 3 entreprises sur 7, soit 43 %, éprouvent des problèmes à en recruter. La principale raison tient au manque de main-d'œuvre qualifiée (67 %), suivie par le manque de certaines compétences particulières (33 %).



Source : Enquête du Comité, 2005

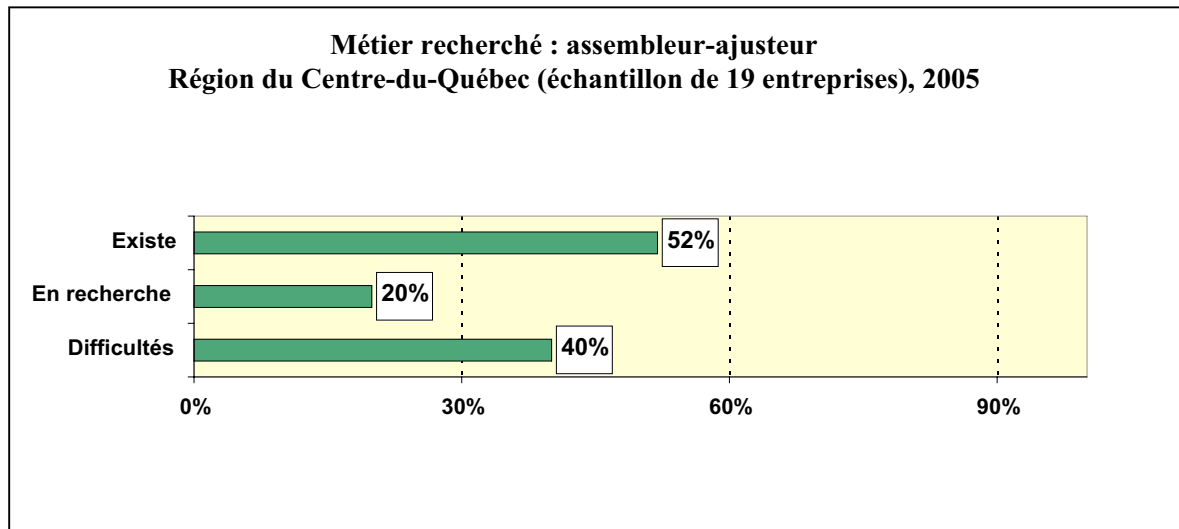


Source : Enquête du Comité, 2005

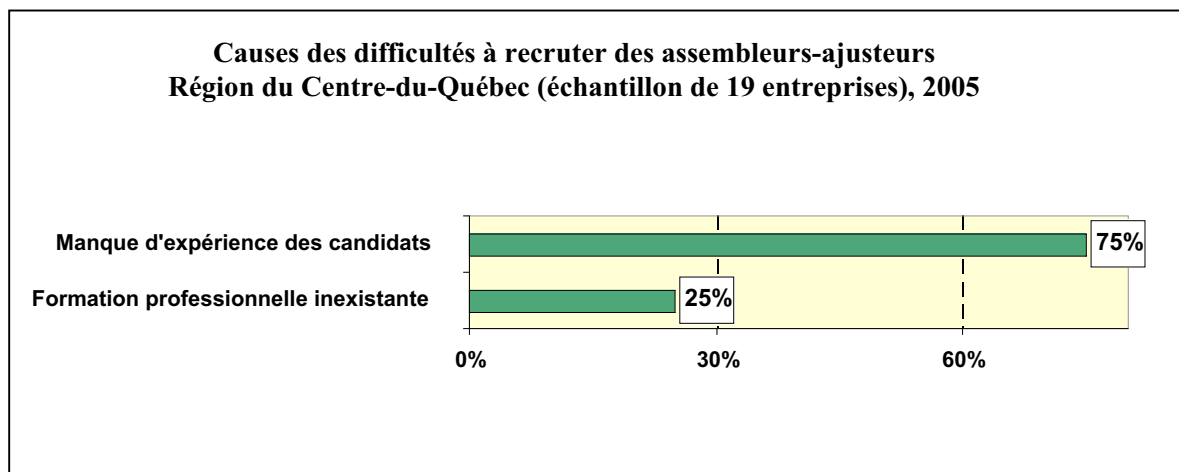
Assembleur-ajusteur (CNP 9493)

Les résultats de l'enquête montrent que :

- 10 entreprises sur 19, soit 52 %, emploient ce type de travailleur.
- 2 entreprises sur 10, soit 20 %, recherchent des assembleurs-ajuteurs.
- 4 entreprises sur 10, soit 40 %, connaissent des difficultés à en recruter dans la région du Centre-du-Québec. Le principal motif concerne le manque d'expérience des candidats, soit 75 %. Parmi les autres causes, signalons l'absence de formation professionnelle (25 %).

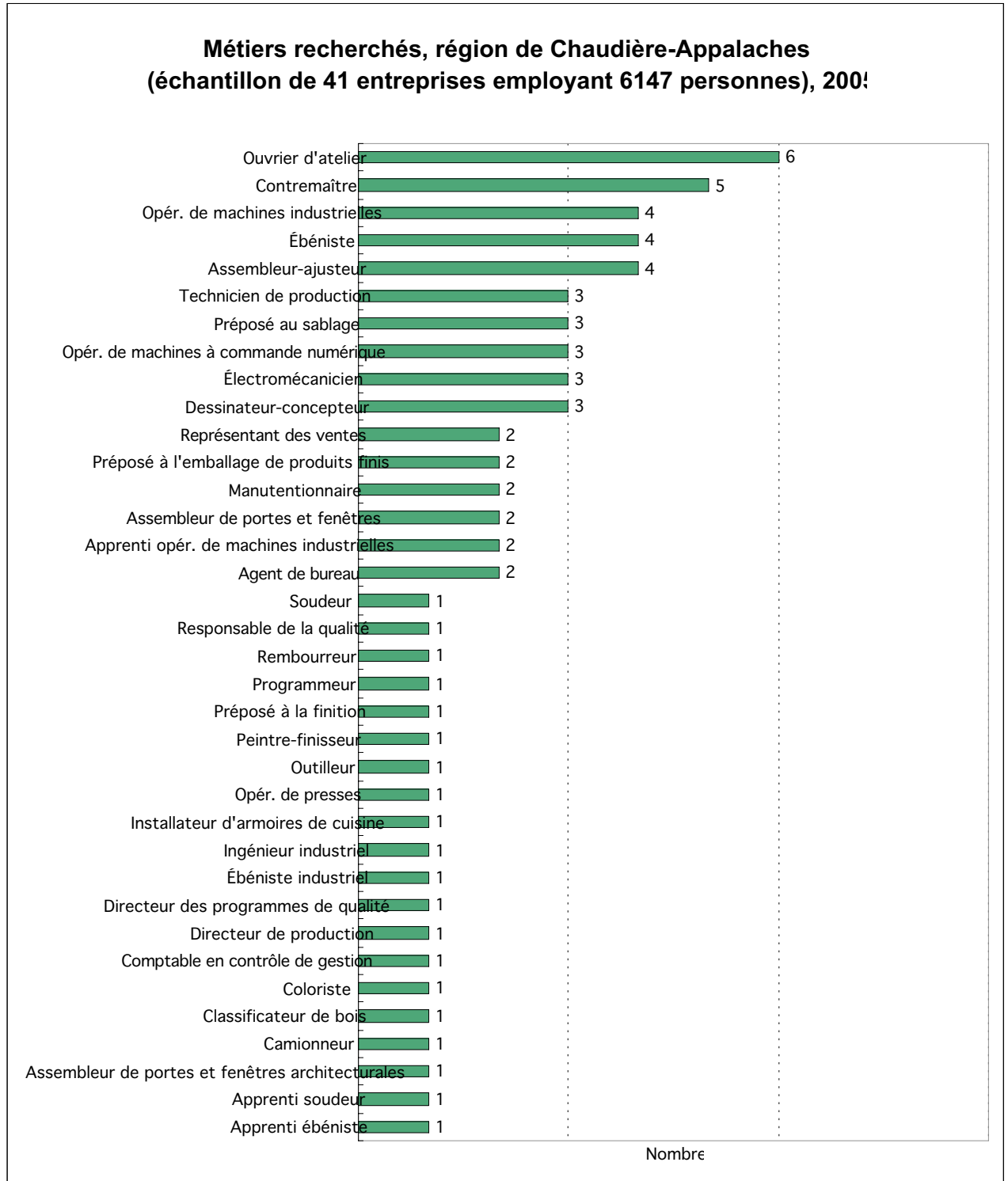


Source : Enquête du Comité, 2005



Source : Enquête du Comité, 2005

Chaudière-Appalaches

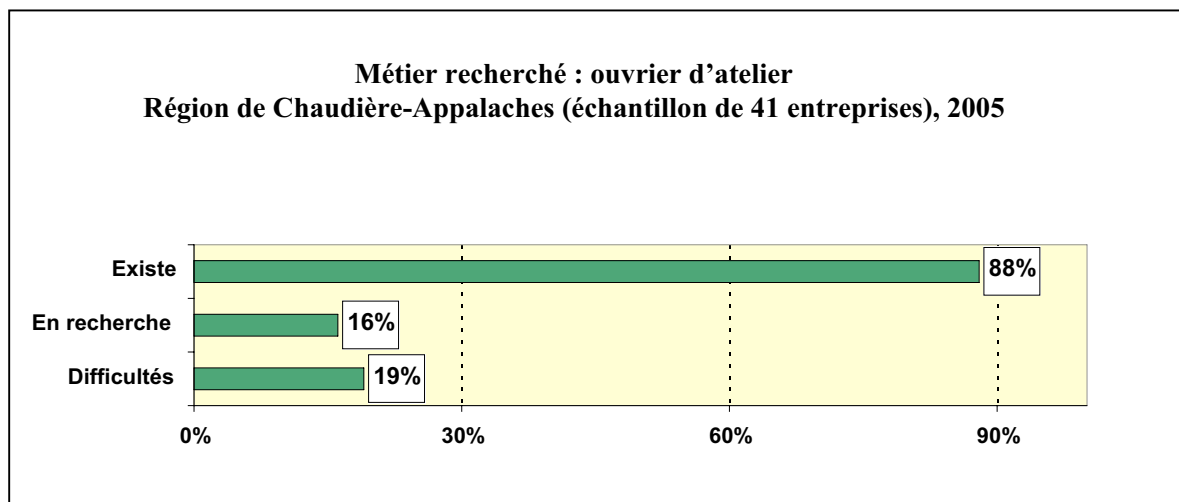


Source : Enquête du Comité, 2005

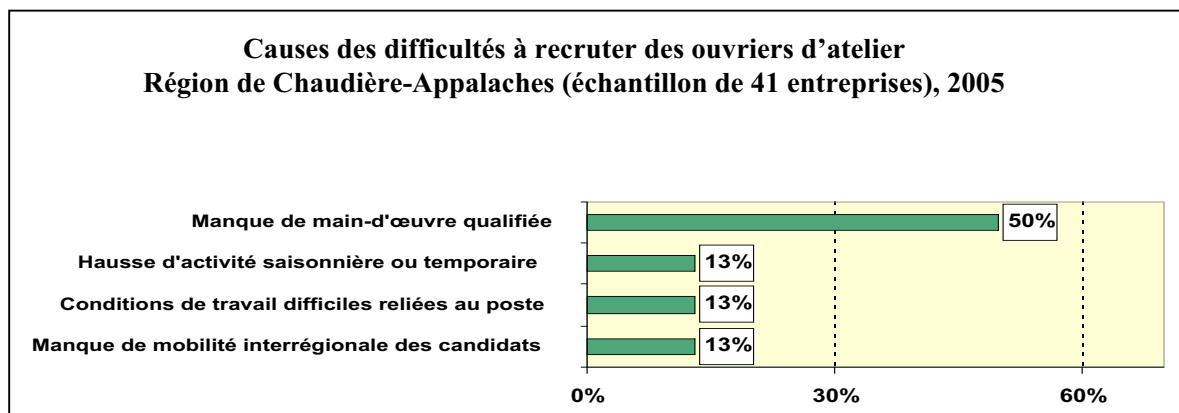
Ouvrier d'atelier (CNP 9493)

On apprend de l'enquête que :

- 36 entreprises sur 41, soit près de 88 %, comptent ce métier dans l'organisation.
- 6 entreprises sur 36, soit 16 %, recherchent un ouvrier d'atelier dans la région de Chaudière-Appalaches.
- 7 entreprises sur 36, soit près de 20 %, éprouvent de la difficulté à en recruter. Le principal motif concerne le manque de main-d'œuvre qualifiée (50 %). Parmi les autres causes, en proportions égales de 13 %, signalons la hausse d'activité saisonnière ou temporaire dans l'industrie, les conditions de travail difficiles reliées à ce métier et le manque de mobilité interrégionale des candidats.



Source : Enquête du Comité, 2005

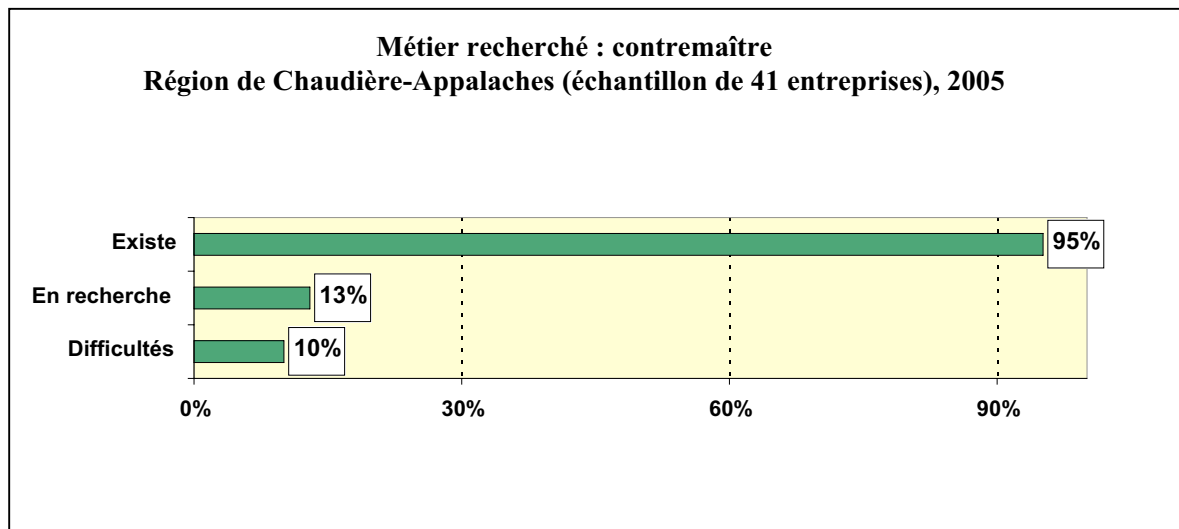


Source : Enquête du Comité, 2005

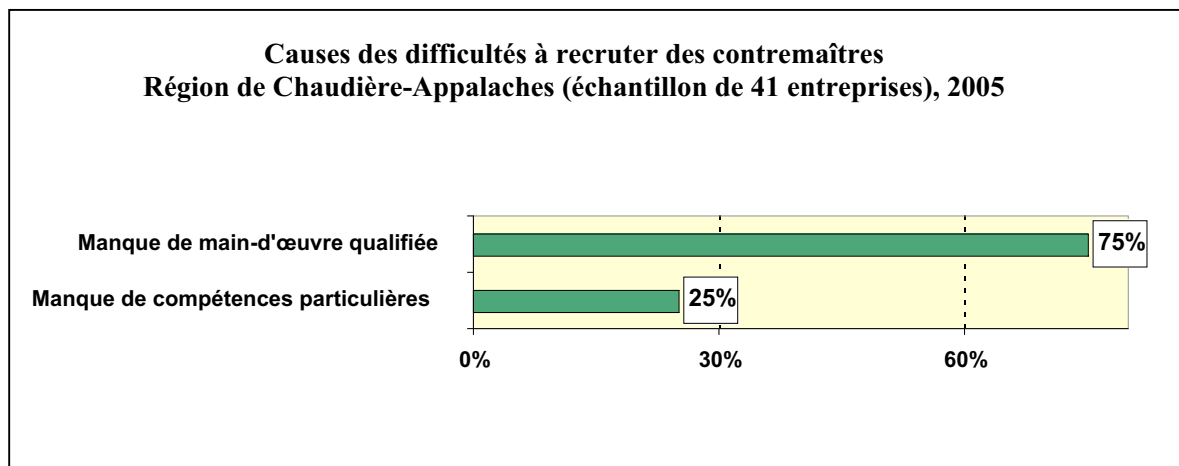
Contremaître (CNP 9224)

Les résultats de l'enquête soulignent que :

- 39 entreprises sur 41, soit 95 %, emploient ce type de travailleur dans l'organisation.
- 5 entreprises sur 39, soit 13 %, recherchent des contremaîtres.
- 4 entreprises sur 39, soit 10 %, éprouvent des difficultés à en recruter dans la région de Chaudière-Appalaches. La raison la plus fréquemment citée tient au manque de main-d'œuvre qualifiée (75 %). Suit le manque de compétences particulières (25 %).



Source : Enquête du Comité, 2005

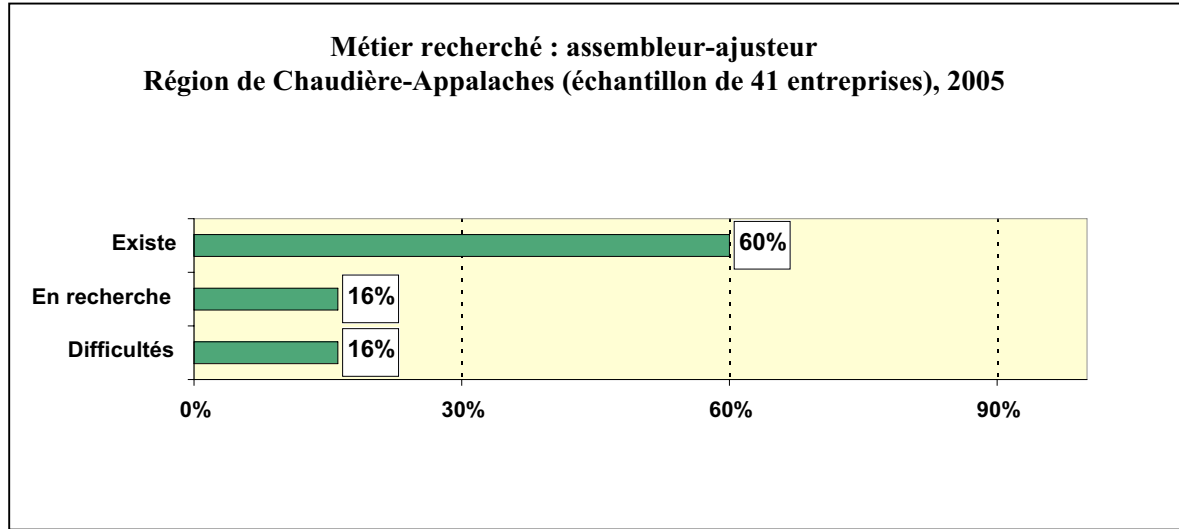


Source : Enquête du Comité, 2005

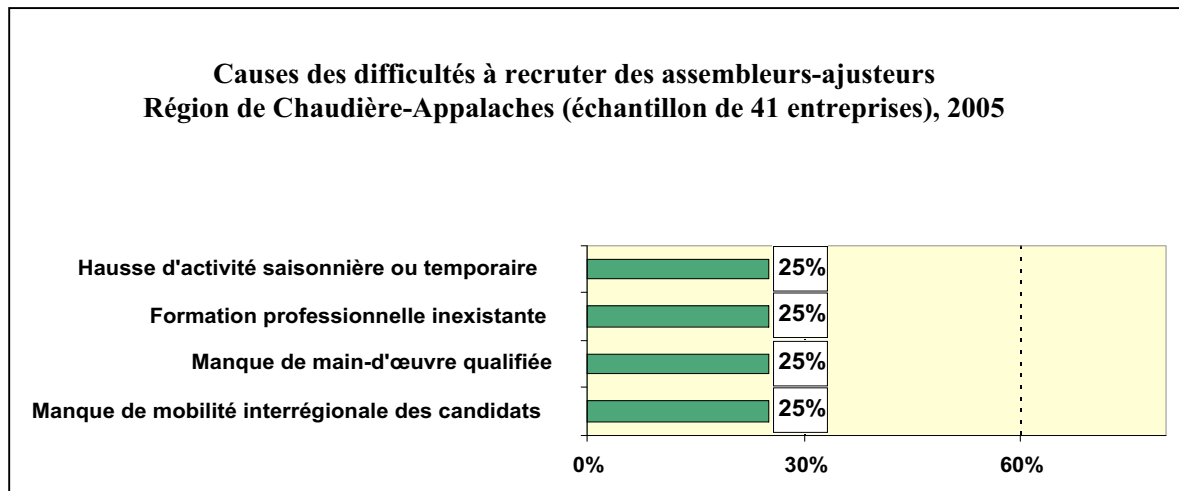
Assembleur-ajusteur (CNP 9493)

Les données de l'enquête indiquent que :

- 24 entreprises sur 41, soit près de 60 %, emploient ce type de travailleur.
- 4 entreprises sur 24, soit 16 %, sont à la recherche d'un assembleur-ajusteur dans la région de Chaudière-Appalaches.
- 4 entreprises sur 24, soit 16 %, font état de problèmes à en recruter. Les causes principales, en proportions égales de 25 %, sont la hausse d'activité saisonnière ou temporaire dans le secteur, l'absence d'une formation professionnelle adéquate et le manque de main-d'œuvre qualifiée et de mobilité interrégionale.



Source : Enquête du Comité, 2005

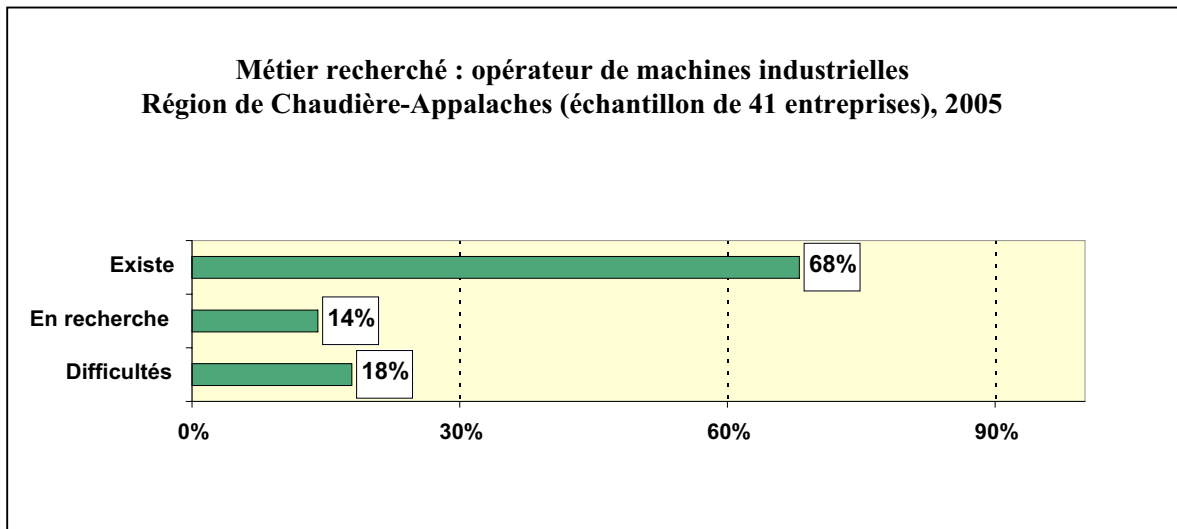


Source : Enquête du Comité, 2005

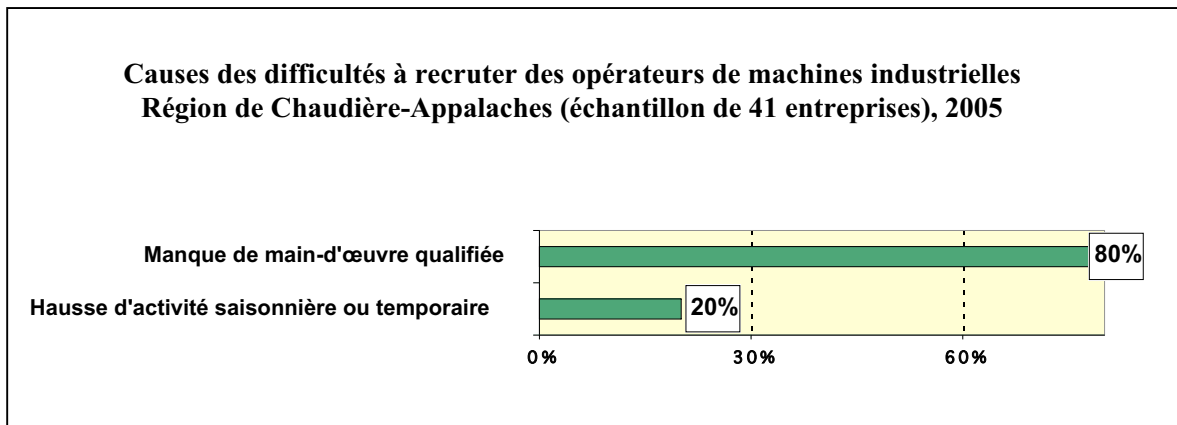
Opérateur de machines industrielles (CNP 9434)

D'après les résultats de l'enquête :

- 28 entreprises sur 41, soit 68 %, pourvoient un tel poste dans l'organisation.
- 4 entreprises sur 28, soit 14 %, sont à la recherche d'opérateurs de machines industrielles dans la région de Chaudière-Appalaches.
- 5 entreprises sur 28, soit 18 %, ont du mal à en recruter. Le manque de main-d'œuvre qualifiée (80 %) constitue une cause majeure. La hausse d'activité saisonnière ou temporaire dans le secteur (20 %) complète les résultats.



Source : Enquête du Comité, 2005

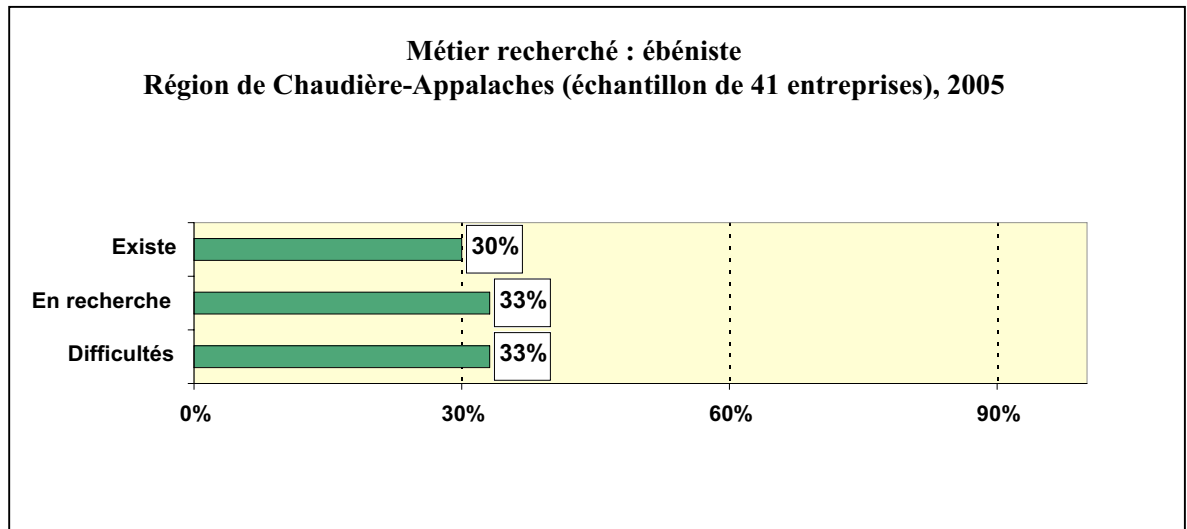


Source : Enquête du Comité, 2005

Ébéniste (CNP 7272)

Les données de l'enquête montrent que :

- 12 entreprises sur 41, soit près de 30 %, comptent ce métier dans l'organisation.
- 4 entreprises sur 12, soit le tiers, sollicitent l'expertise d'un ébéniste.
- 4 entreprises sur 12, soit le tiers, déploient beaucoup d'efforts afin d'en recruter dans la région de Chaudière-Appalaches et font face à un manque de main-d'œuvre qualifiée.

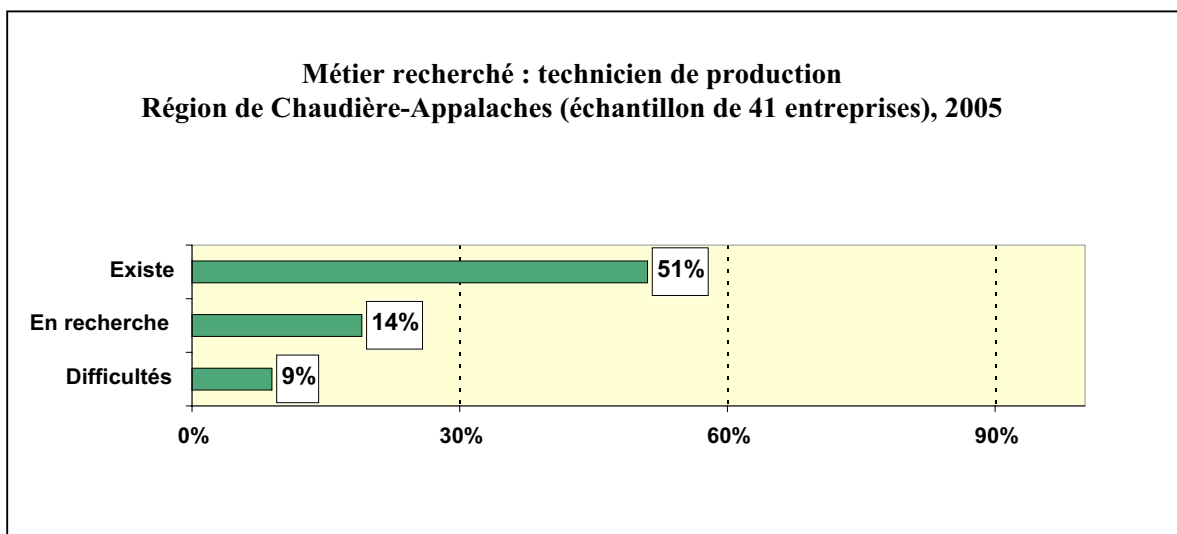


Source : Enquête du Comité, 2005

Technicien de production (CNP 2233)

D'après les résultats de l'enquête :

- 21 entreprises sur 41, soit 51 %, pourvoient un tel poste dans l'organisation.
- 3 entreprises sur 21, soit 14 %, sont à la recherche d'un technicien de production dans la région de Chaudière-Appalaches.
- 2 entreprises sur 21, soit 9 %, ont du mal à en recruter à cause d'un manque de main-d'œuvre qualifiée et des conditions de travail difficiles liées au métier.

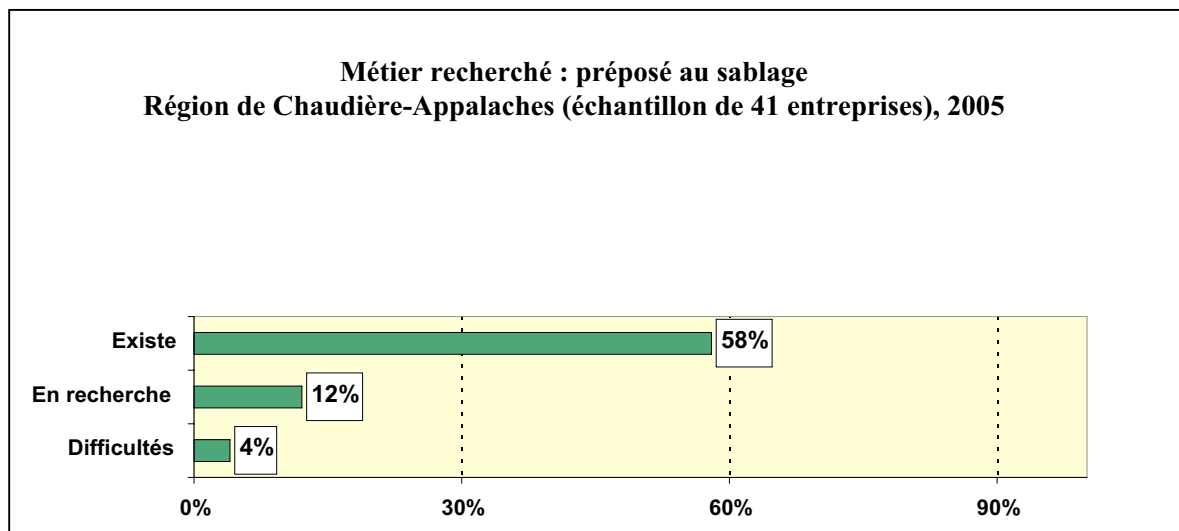


Source : Enquête du Comité, 2005

Préposé au sablage (CNP 9493)

Les données du sondage font ressortir que :

- 24 entreprises sur 41, soit près de 60 %, emploient ce type de travailleur.
- 3 entreprises sur 24, soit 12 %, recherchent un préposé au sablage.
- 1 entreprise sur 24, soit 4 %, n'arrive pas à en recruter dans la région de Chaudière-Appalaches en raison d'un manque de main-d'œuvre qualifiée.

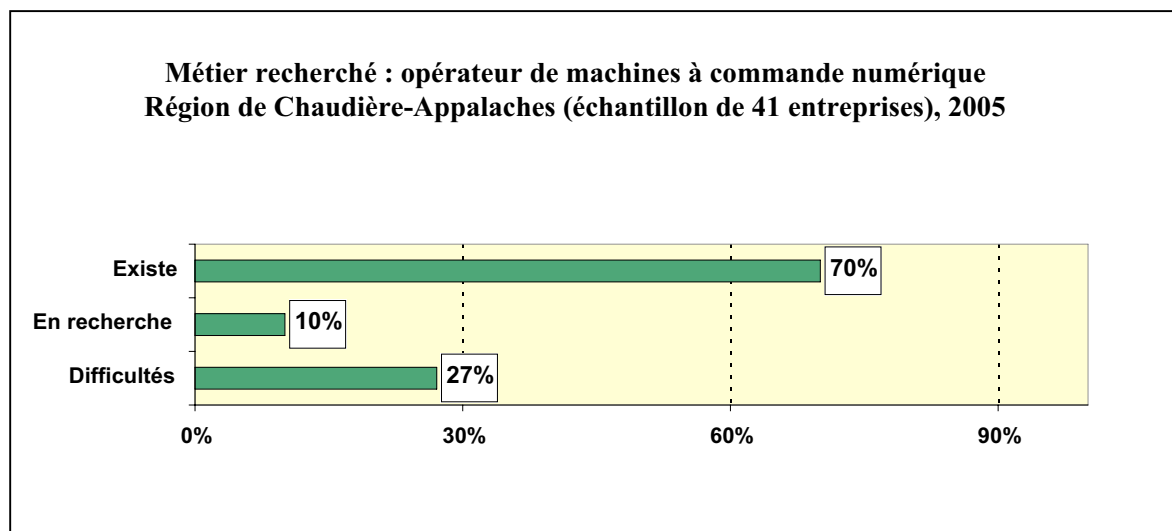


Source : Enquête du Comité, 2005

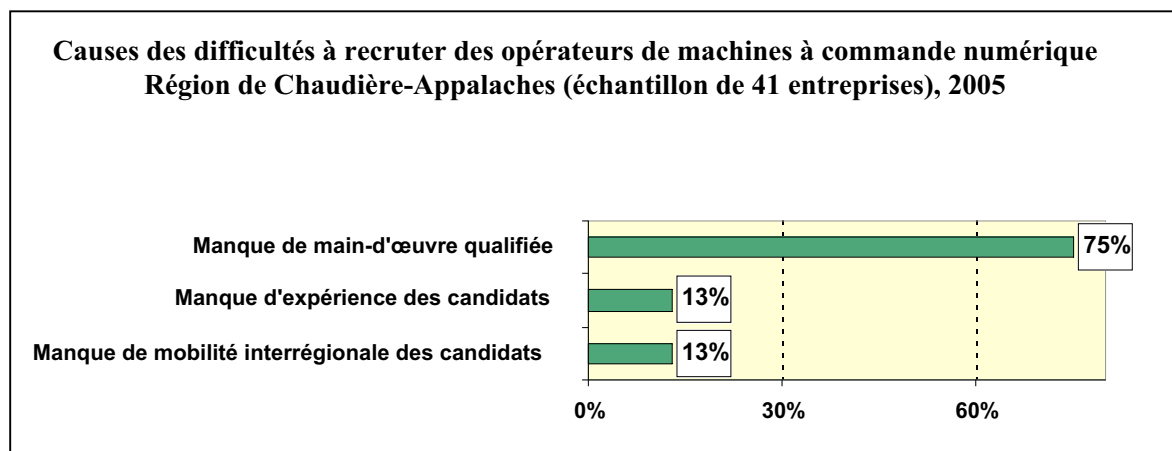
Opérateur de machines à commande numérique (CNP 9513)

Selon les données de l'enquête :

- 29 entreprises sur 41, soit 70 %, pourvoient un tel poste dans l'organisation.
- 3 entreprises sur 29, soit 10 %, recherchent un opérateur de machines à commande numérique.
- 8 entreprises sur 29, soit 27 %, jugent difficile d'en recruter dans la région de Chaudière-Appalaches. La cause principale retenue relève du manque de main-d'œuvre qualifiée (75 %). Parmi les autres causes, en proportions égales de 13 %, notons le manque d'expérience et de mobilité interrégionale des candidats.



Source : Enquête du Comité, 2005

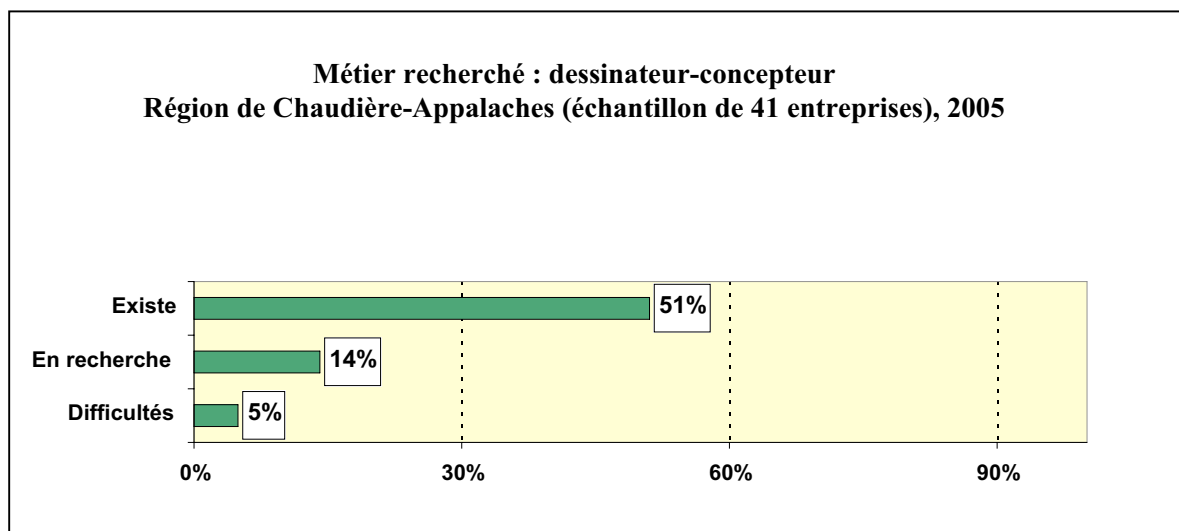


Source : Enquête du Comité, 2005

Dessinateur-concepteur (CNP 2252)

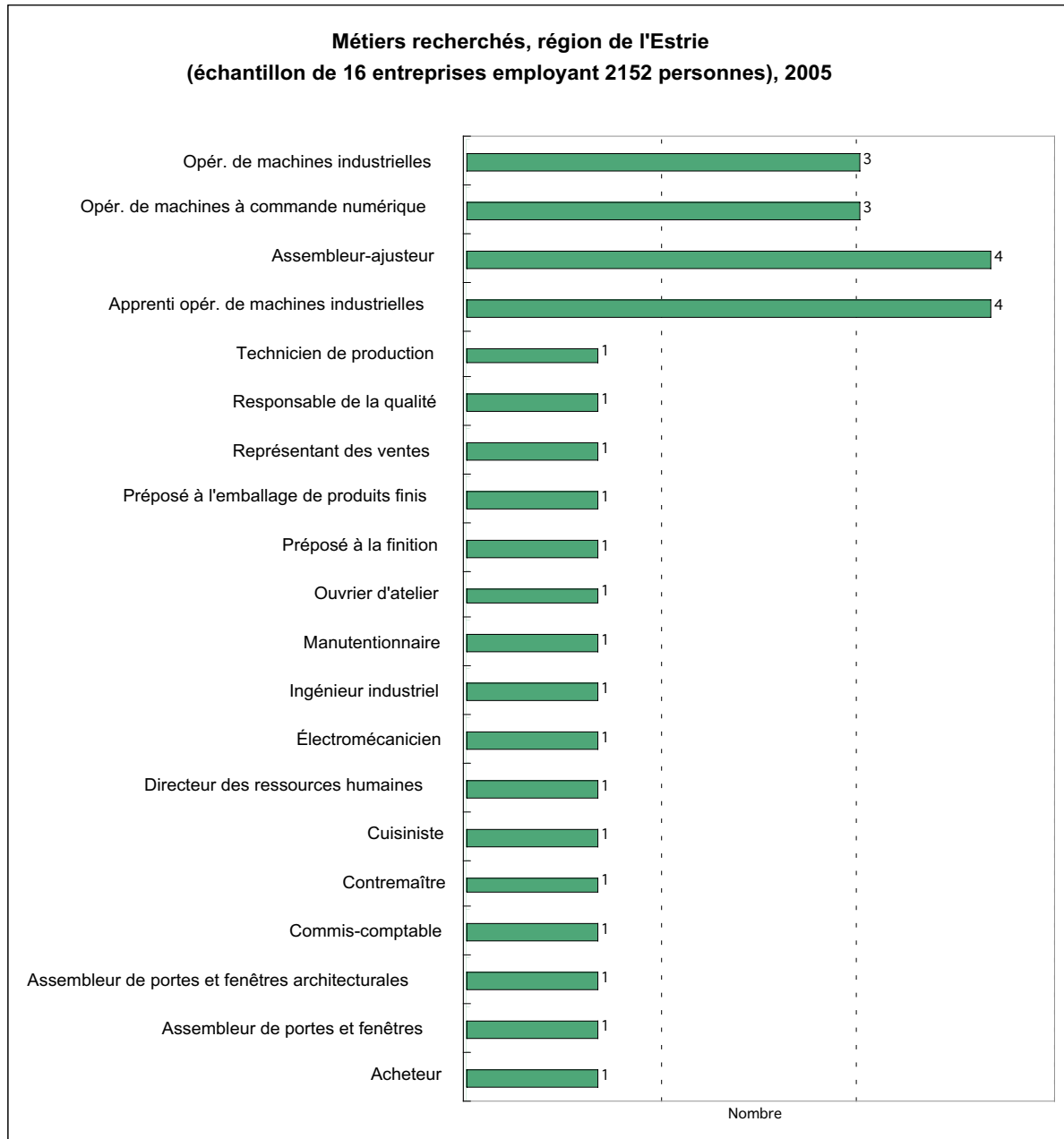
Les données de l'enquête révèlent que :

- 21 entreprises sur 41, soit 51 %, comptent ce métier dans l'organisation.
- 3 entreprises sur 21, soit 14 %, recherchent un dessinateur-concepteur dans la région de Chaudière-Appalaches.
- 1 entreprise sur 21, soit à peine 5 %, fait face à la difficulté d'en recruter, principalement à cause de l'absence d'une formation professionnelle adéquate.



Source : Enquête du Comité, 2005

Estrie

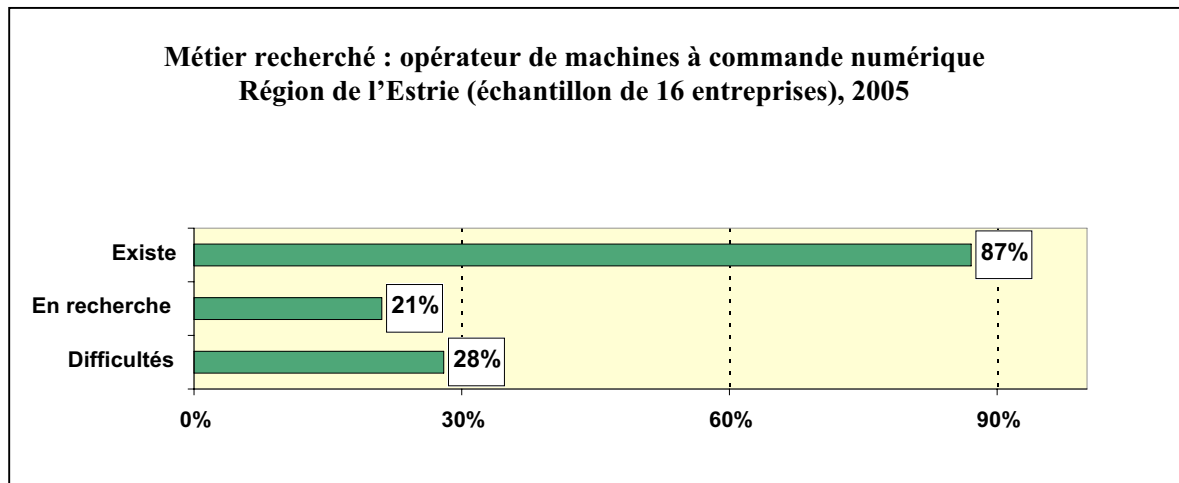


Source : Enquête du Comité, 2005

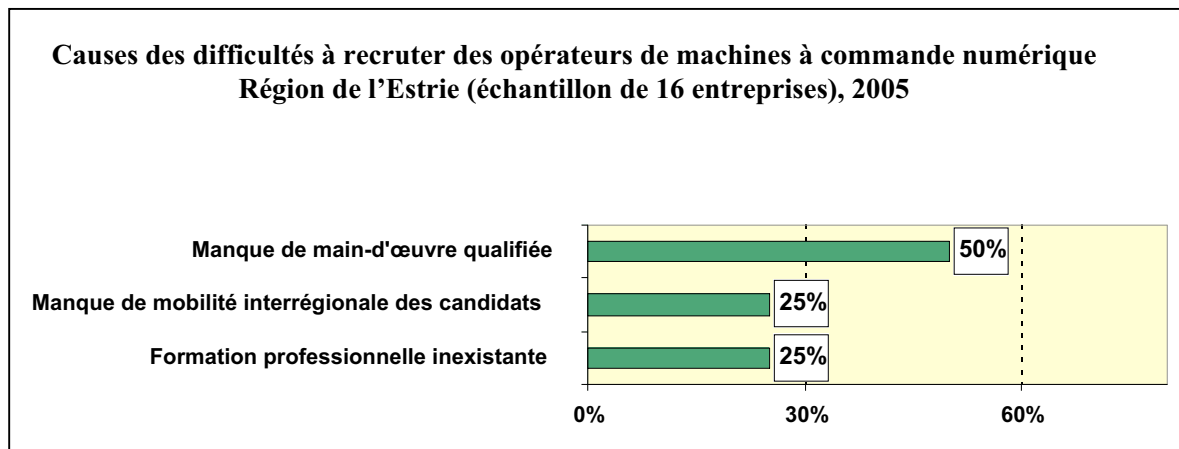
Opérateur de machines à commande numérique (CNP 9513)

Selon les résultats de l'enquête :

- 14 entreprises sur 16, soit 87 %, confirment que le métier existe dans l'organisation.
- 3 entreprises sur 14, soit 21 %, recherchent des opérateurs de machines à commande numérique dans la région de l'Estrie.
- 4 entreprises sur 14, soit 28 %, éprouvent des difficultés à en recruter. Le principal motif touche le manque de main-d'œuvre qualifiée (50 %). Parmi les autres causes, en proportions égales de 25 %, signalons le manque de mobilité interrégionale des candidats et l'absence de formation professionnelle.



Source : Enquête du Comité, 2005

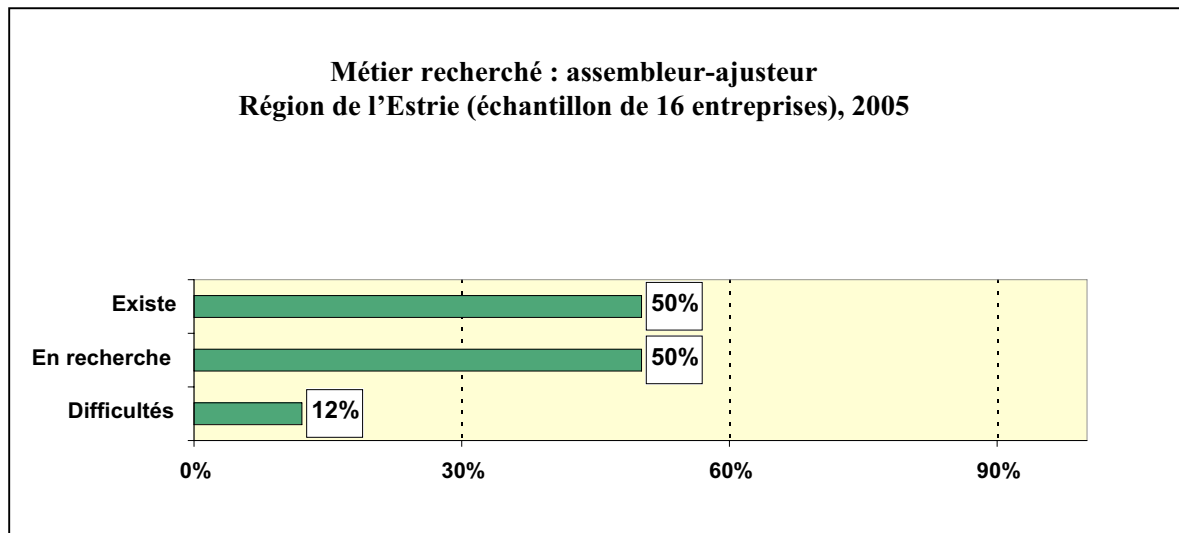


Source : Enquête du Comité, 2005

Assembleur-ajusteur (CNP 9493)

On apprend de l'enquête que :

- 8 entreprises sur 16, soit 50 %, emploient ce type de travailleur.
- 4 entreprises sur 8, soit 50 %, sont à la recherche d'un assembleur-ajusteur dans la région de l'Estrie.
- 1 entreprise sur 8, soit 12 %, fait état de problèmes à en recruter. La raison la plus souvent mentionnée est imputable au manque de mobilité interrégionale des candidats.

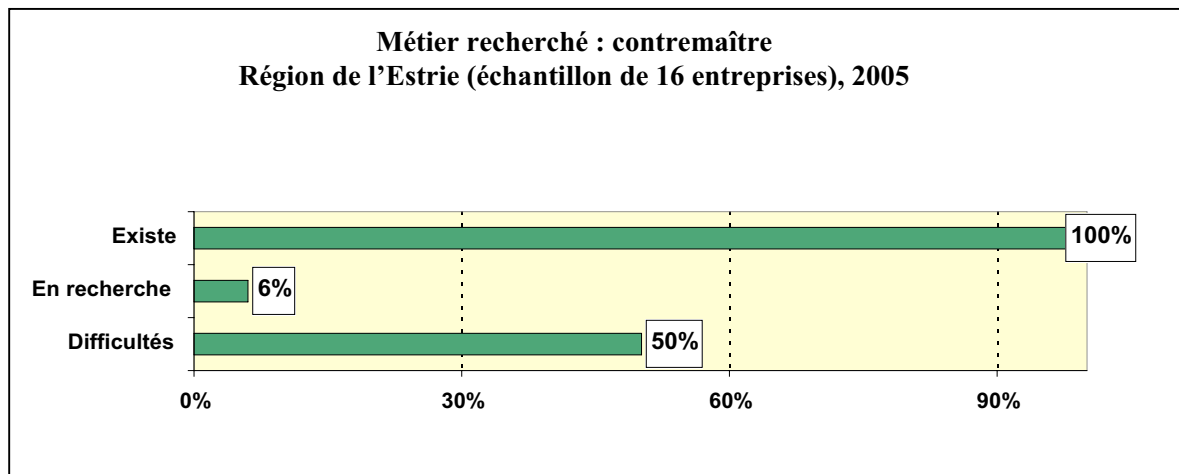


Source : Enquête du Comité, 2005

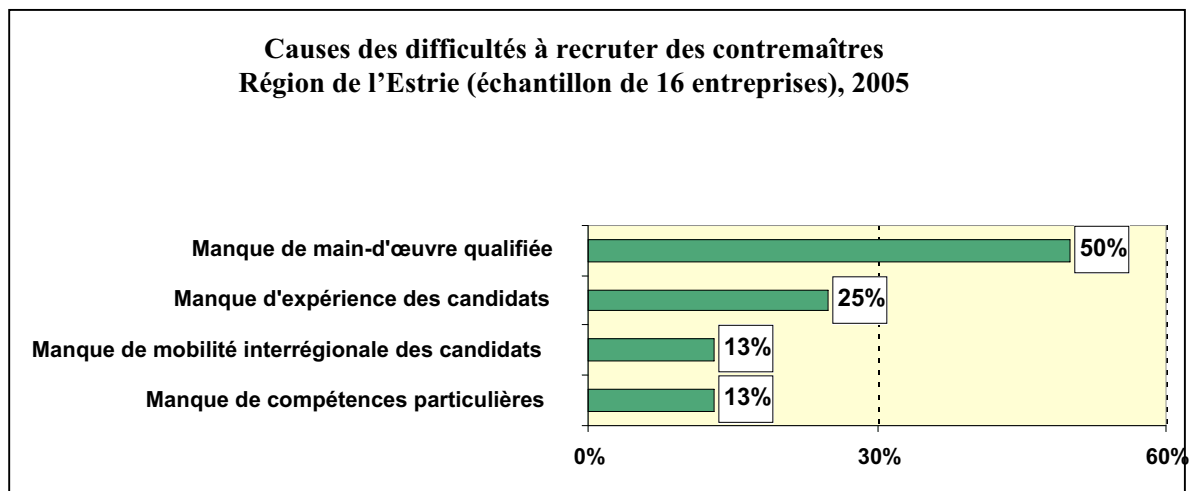
Contremaître (CNP 9224)

Les données de l'enquête révèlent que :

- La totalité des entreprises dans la région de l'Estrie pourvoit un tel poste dans l'organisation.
- 1 entreprise sur 16, soit seulement 6 %, a besoin d'un contremaître dans la région de l'Estrie.
- 8 entreprises sur 16, soit 50 %, sont aux prises avec des problèmes de recrutement. Le manque de main-d'œuvre qualifiée (50 %) et l'insuffisance de l'expérience des candidats (25 %) sont particulièrement visés. Le manque de mobilité interrégionale des candidats (13 %) et l'absence de compétences particulières (13 %) font partie des autres contraintes à l'embauche.



Source : Enquête du Comité, 2005

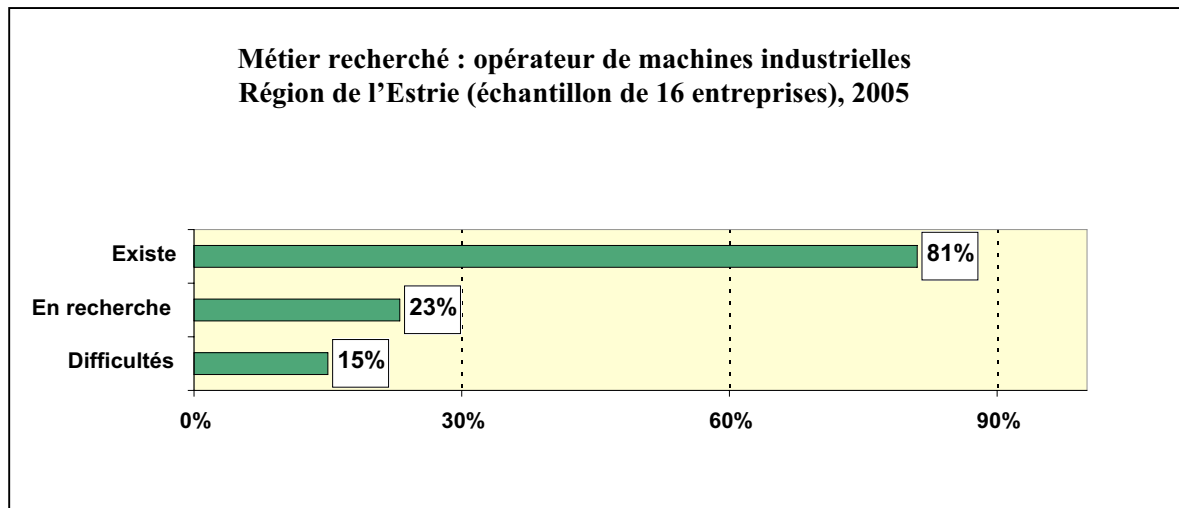


Source : Enquête du Comité, 2005

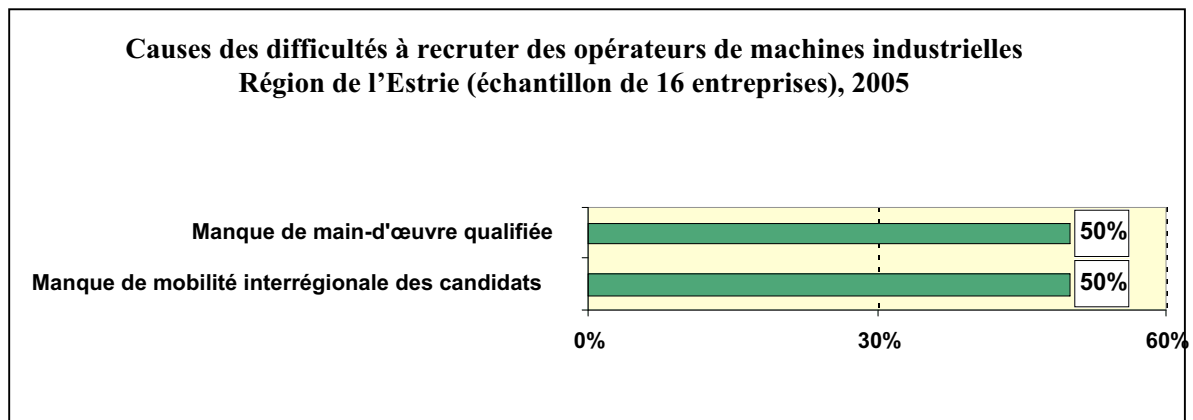
Opérateur de machines industrielles (CNP 9434)

D'après les résultats de l'enquête :

- 13 entreprises sur 16, soit 81 %, emploient ce type de travailleur.
- 3 entreprises sur 13, soit 23 %, recherchent un opérateur de machines industrielles en Estrie.
- Les causes majeures qui, selon 15 % des entreprises (2 sur 13), constituent la grande difficulté à recruter sont liées au manque de main-d'œuvre qualifiée (50 %) et de mobilité interrégionale des candidats (50 %).

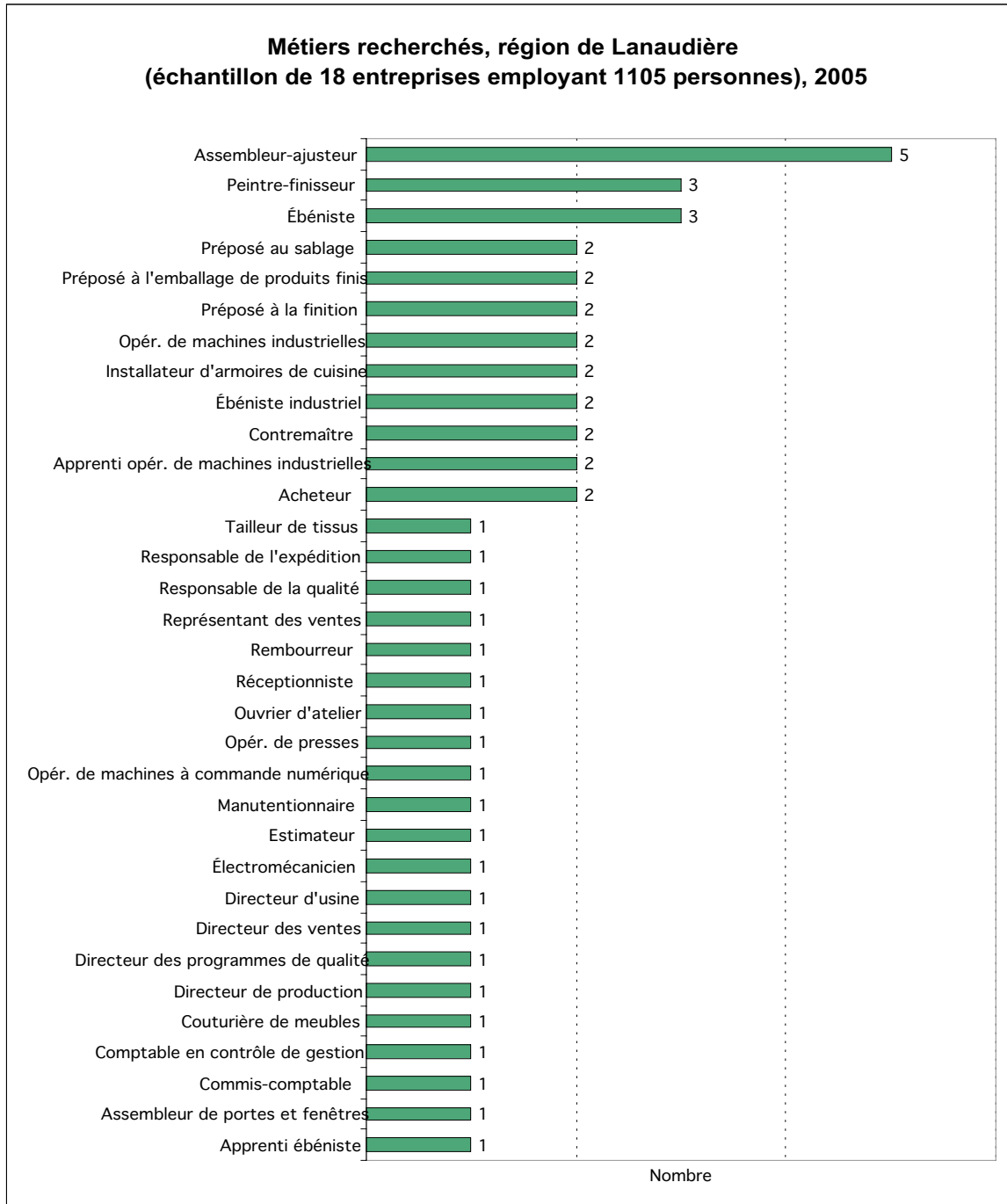


Source : Enquête du Comité, 2005



Source : Enquête du Comité, 2005

Lanaudière

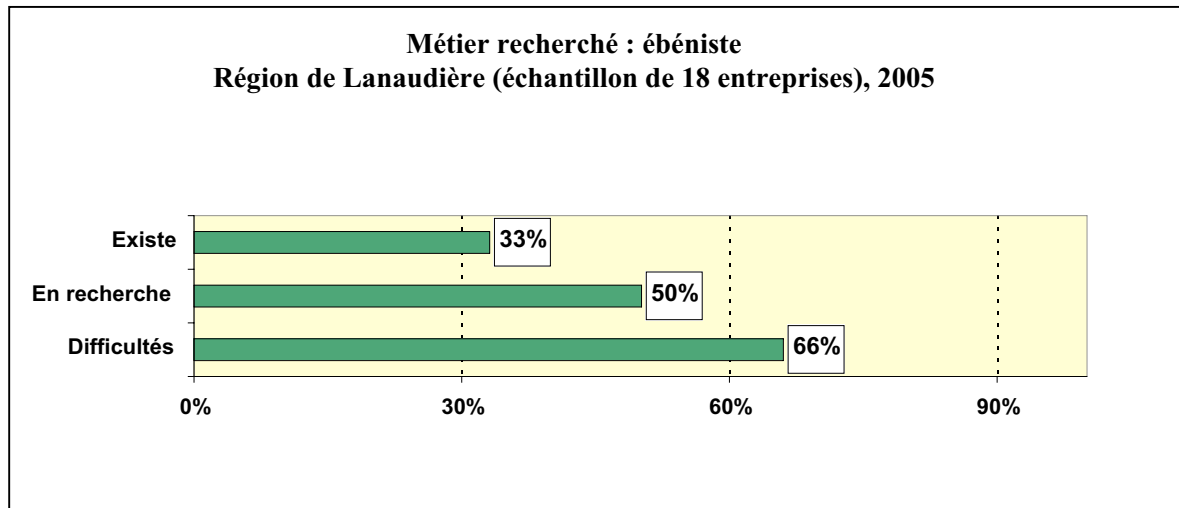


Source : Enquête du Comité, 2005

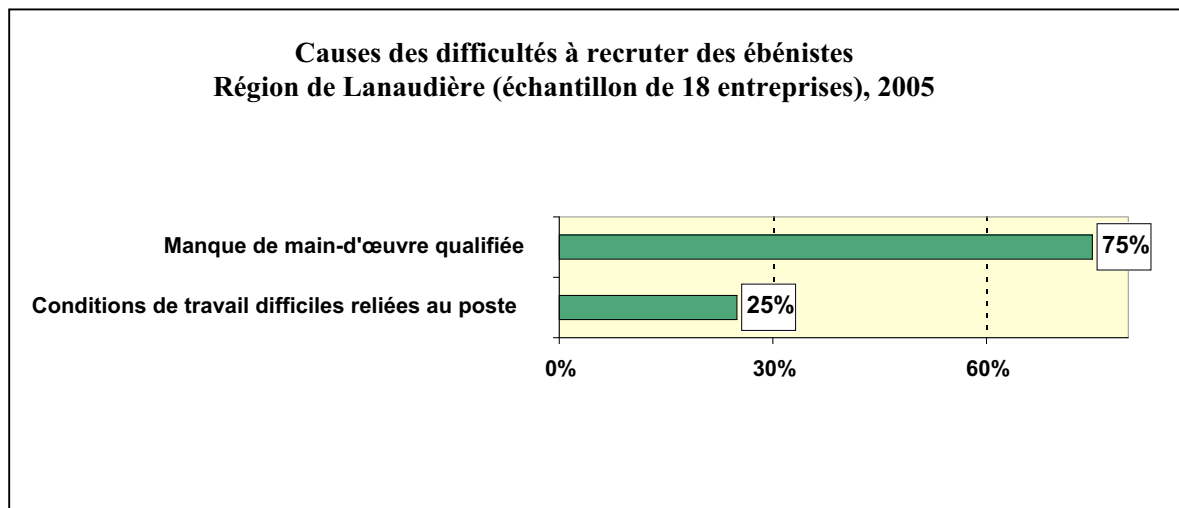
Ébéniste (CNP 7272)

Selon les données de l'enquête :

- 6 entreprises sur 18, soit 33 %, pourvoient un tel poste dans l'organisation.
- 3 entreprises sur 6, soit 50 %, recherchent un ébéniste dans la région de Lanaudière.
- 4 entreprises sur 6, soit 66 %, jugent difficile d'en recruter. Les causes principales évoquées sont le manque de main-d'œuvre qualifiée (75 %) et les conditions de travail difficiles reliées au métier (25 %).



Source : Enquête du Comité, 2005

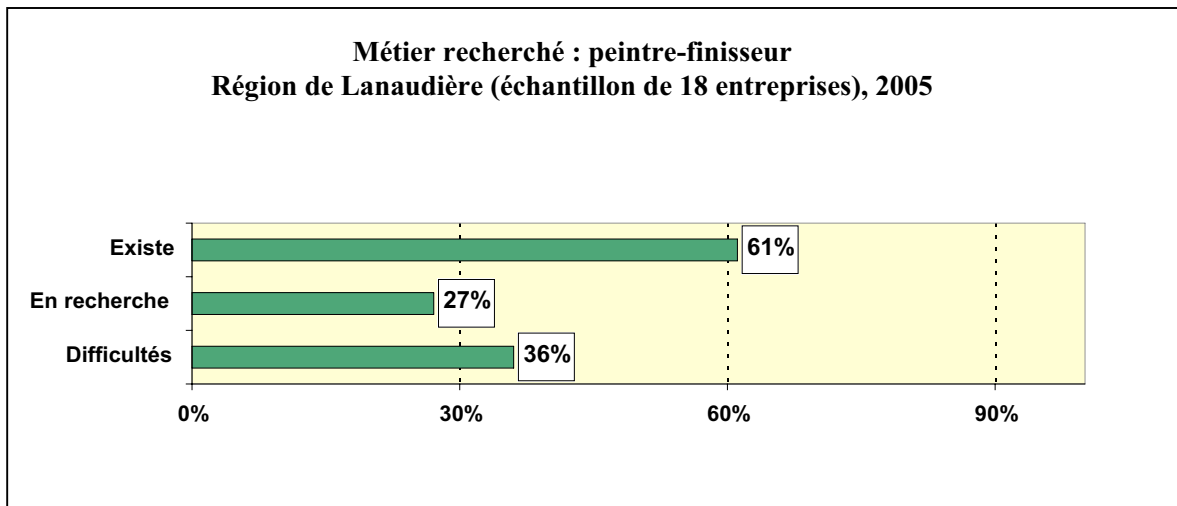


Source : Enquête du Comité, 2005

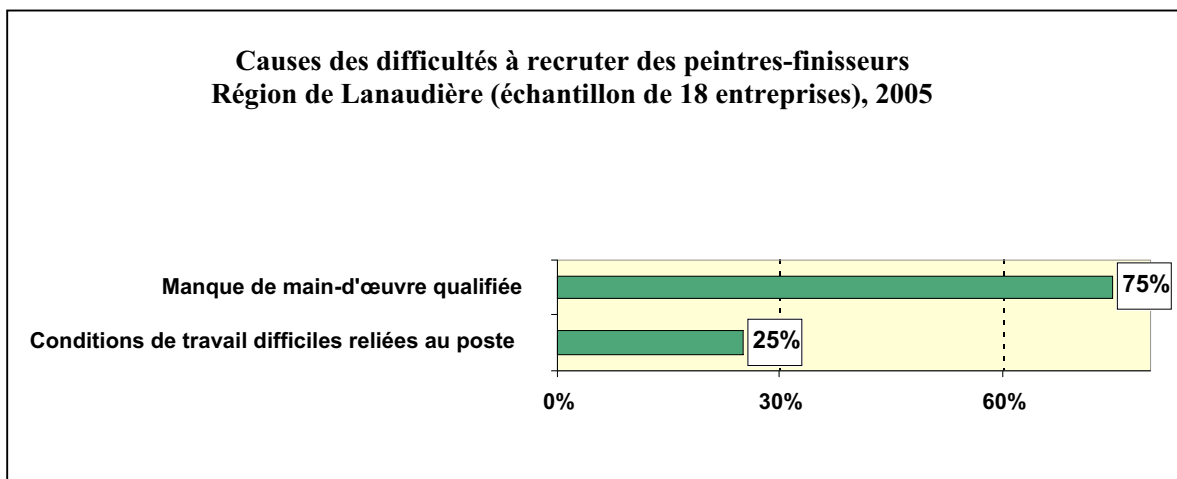
Peintre-finiisseur (CNP 9496)

Il ressort de l'enquête que :

- 11 entreprises sur 18, soit 61 %, emploient ce type de travailleur.
- 3 entreprises sur 11, soit 27 %, sont à la recherche d'un peintre-finiisseur dans la région de Lanaudière.
- 4 entreprises sur 11, soit 36 %, vivent des difficultés à en recruter. Le manque de main-d'œuvre qualifiée (75 %) s'impose comme l'une des causes majeures. Les conditions de travail difficiles reliées au métier (25 %) complètent le tableau.



Source : Enquête du Comité, 2005

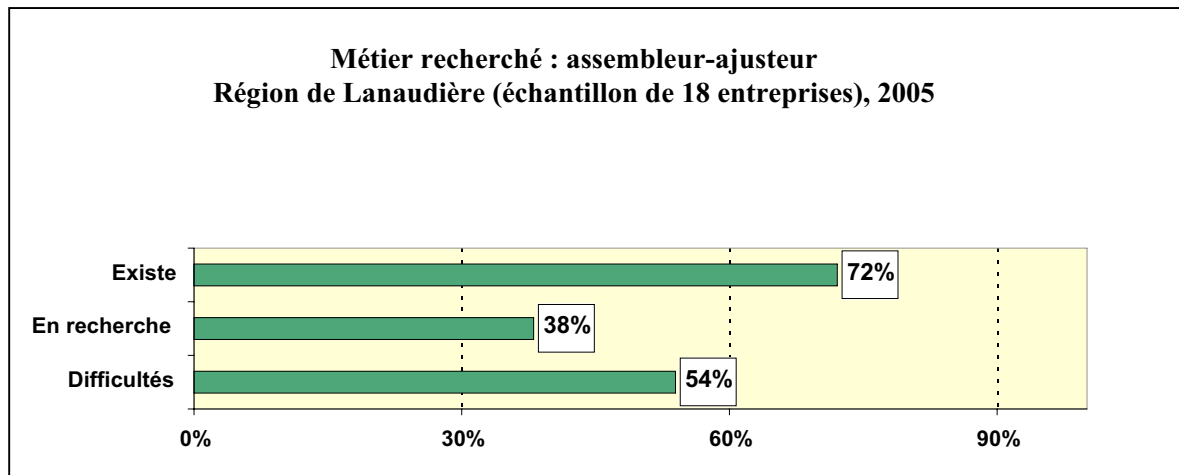


Source : Enquête du Comité, 2005

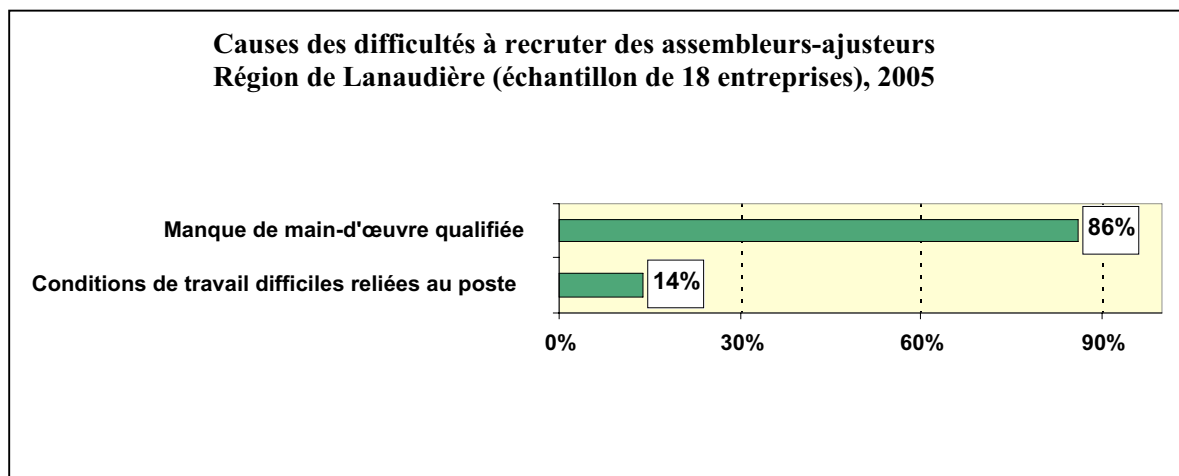
Assembleur-ajusteur (CNP 9493)

Pour ce métier, on remarque que :

- 13 entreprises sur 18, soit 72 %, emploient ce type de travailleur.
- 5 entreprises sur 13, soit 38 %, sont à la recherche d'assembleurs-ajusteurs dans la région de Lanaudière.
- 7 entreprises sur 13, soit 54 %, font état de problèmes à en recruter. Les raisons les plus fréquentes tiennent au manque de main-d'œuvre qualifiée (86 %) et aux conditions de travail difficiles liées à ce métier (14 %).



Source : Enquête du Comité, 2005

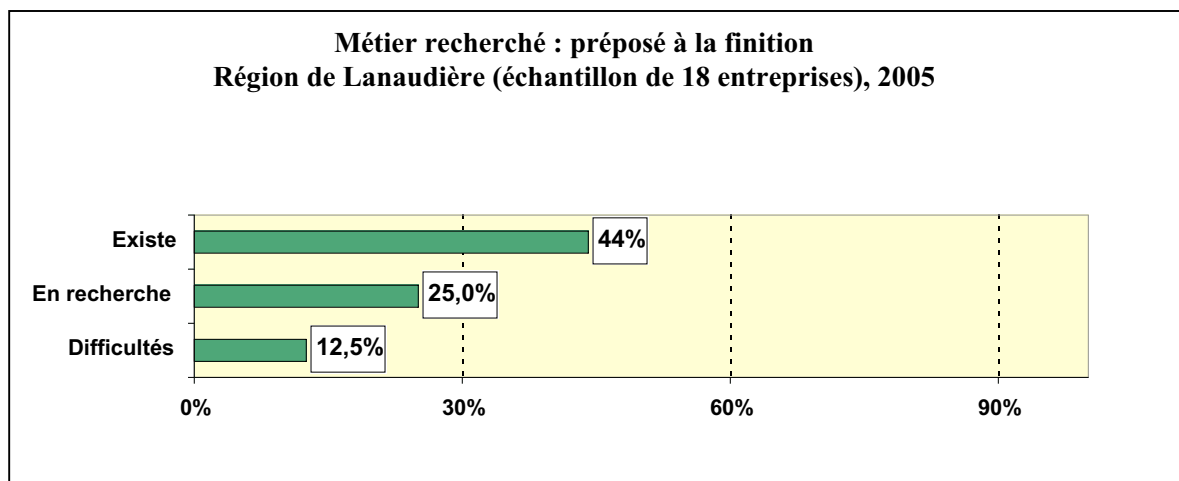


Source : Enquête du Comité, 2005

Préposé à la finition (CNP 9494)

Il ressort des données de l'enquête que :

- 8 entreprises sur 18, soit 44 %, comptent un tel poste dans l'organisation.
- 2 entreprises sur 8, soit 25 %, ont besoin de préposés à la finition dans la région de Lanaudière.
- 1 entreprise sur 8, soit 12,5 %, vit des problèmes de recrutement, principalement en raison d'un manque de main-d'œuvre qualifiée.

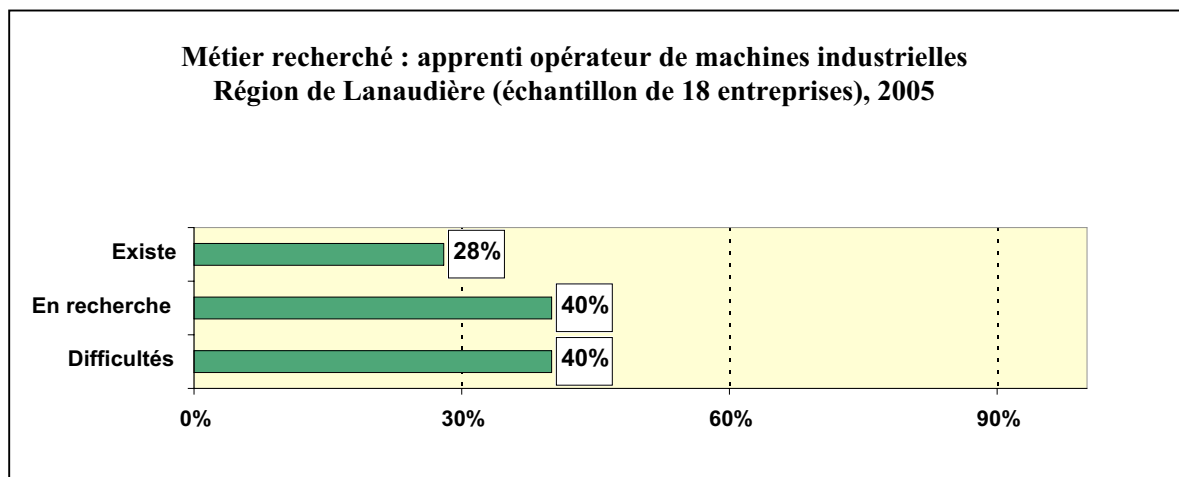


Source : Enquête du Comité, 2005

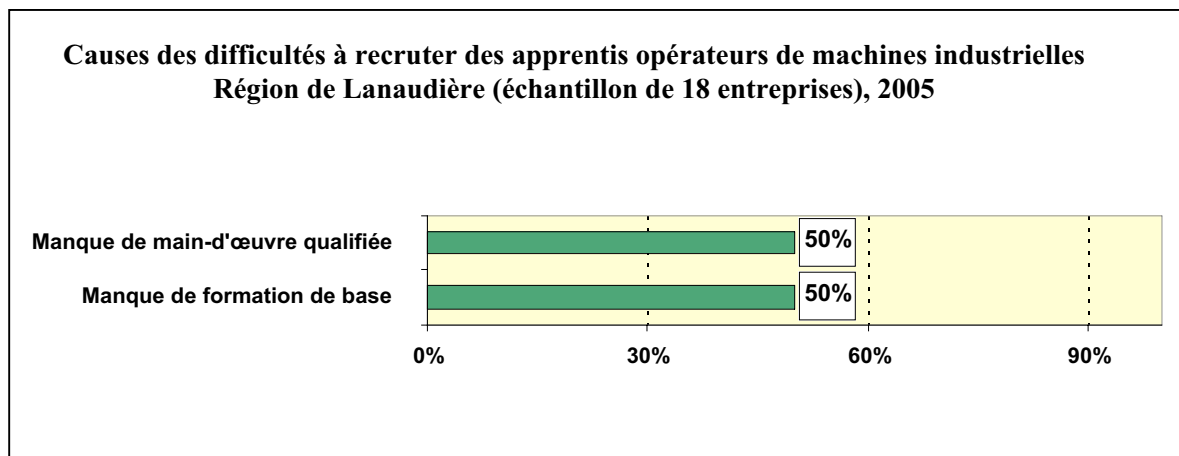
Apprenti opérateur de machines industrielles (CNP 9493)

Les données de l'enquête signalent que :

- 5 entreprises sur 18, soit 28 %, comptent ce métier dans l'organisation.
- 2 entreprises sur 5, soit 40 %, recherchent un apprenti opérateur de machines industrielles dans la région de Lanaudière.
- 2 entreprises sur 5, soit 40 %, connaissent des difficultés à en recruter. Les causes principales sont attribuables au manque de main-d'œuvre qualifiée (50 %) et au manque de formation de base (50 %).



Source : Enquête du Comité, 2005

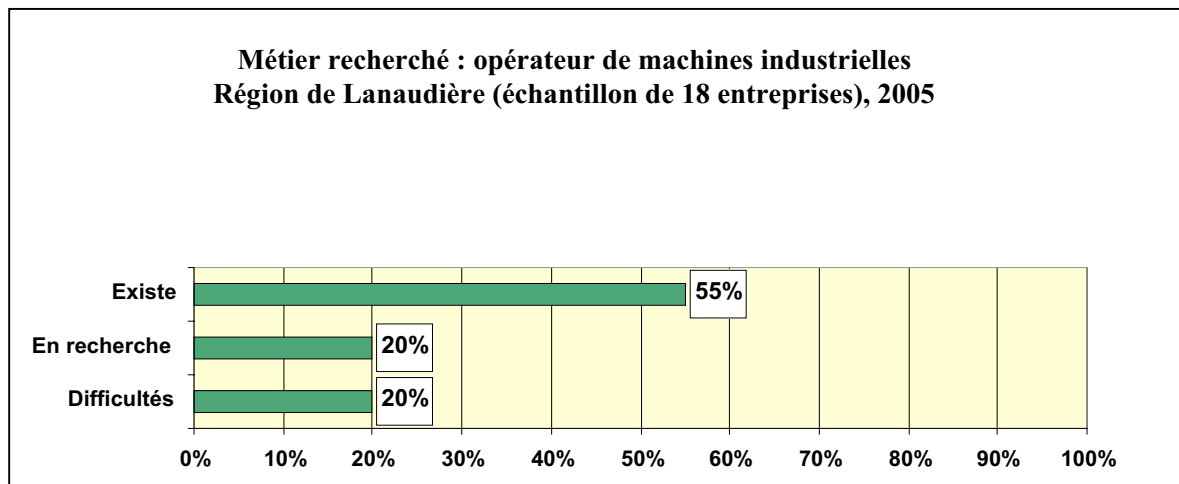


Source : Enquête du Comité, 2005

Opérateur de machines industrielles (CNP 9434)

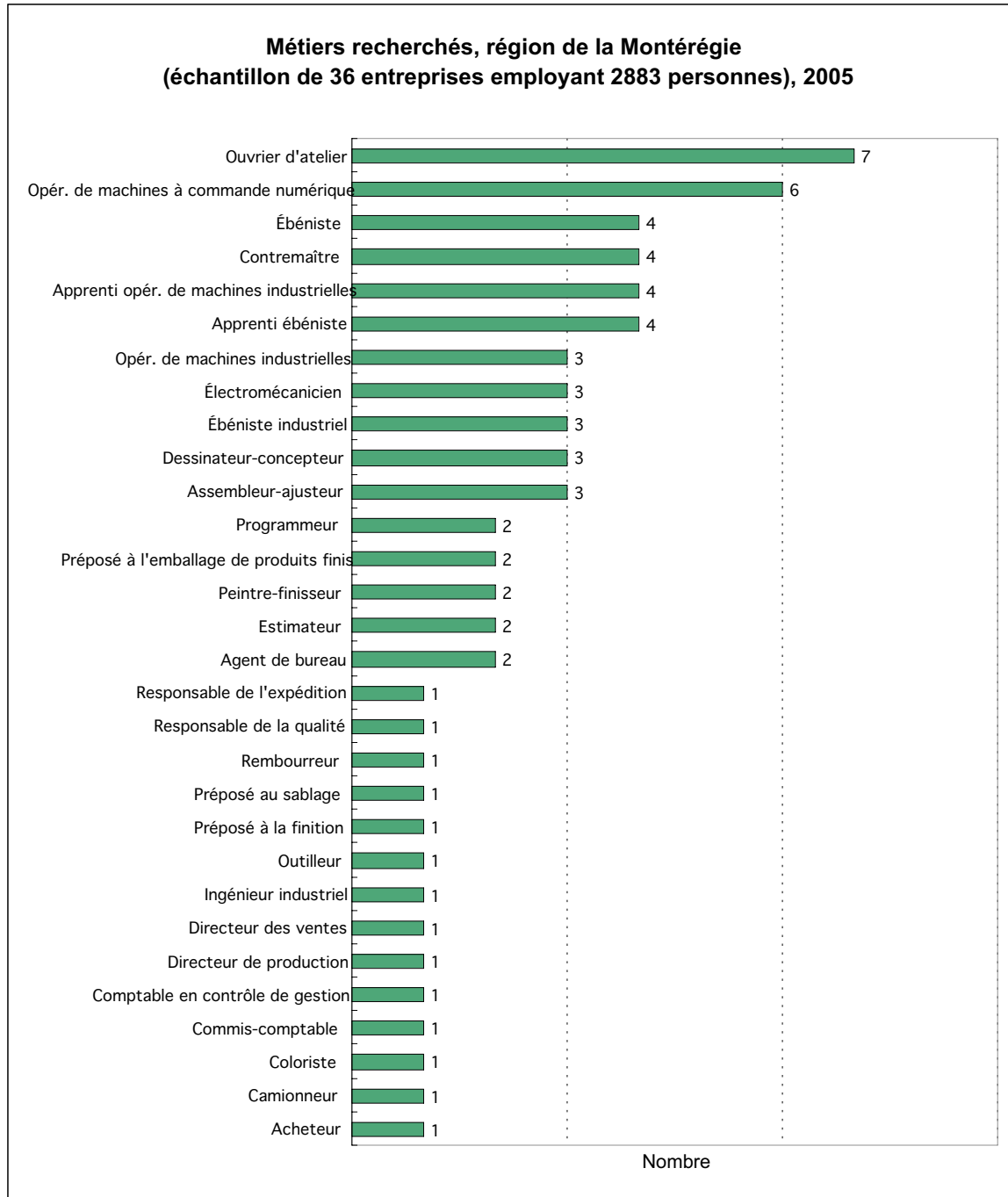
On constate d'après les résultats de l'enquête que :

- 10 entreprises sur 18, soit 55 %, pourvoient un tel poste dans l'organisation.
- 2 entreprises sur 10, soit 20 %, recherchent un opérateur de machines industrielles dans la région de Lanaudière.
- La cause majeure qui, selon 20 % des entreprises (2 sur 10), constitue la grande difficulté à recruter concerne le manque de main-d'œuvre qualifiée.



Source : Enquête du Comité, 2005

Montérégie

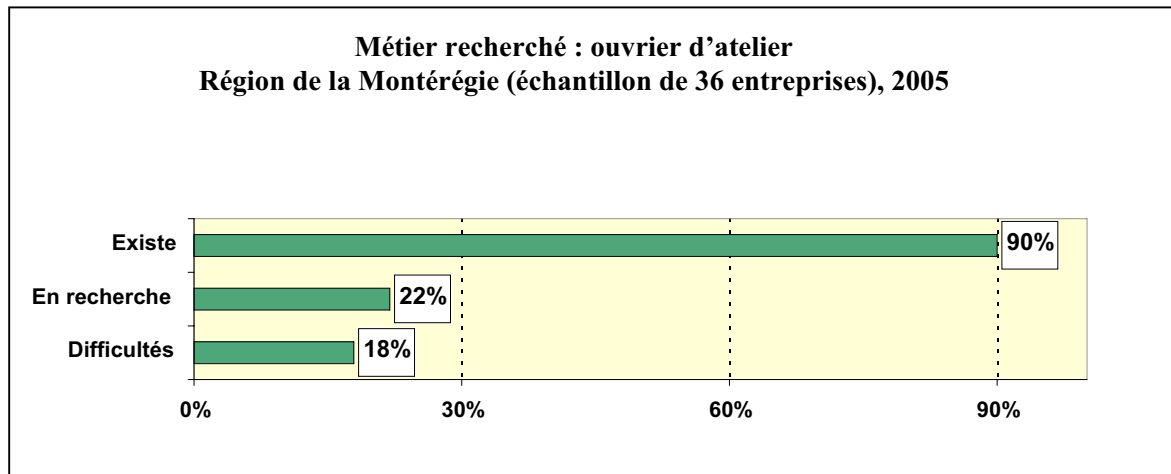


Source : Enquête du Comité, 2005

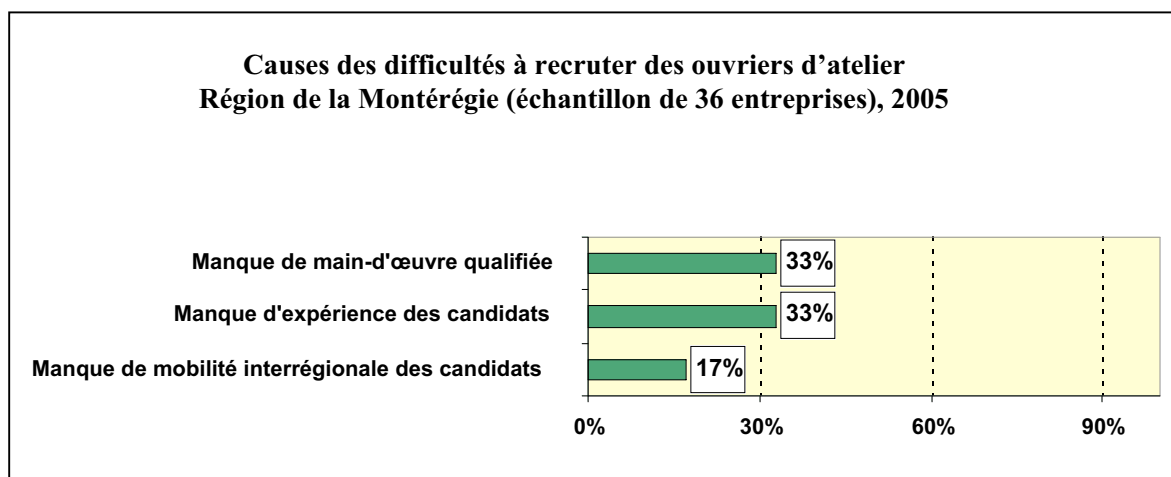
Ouvrier d'atelier (CNP 9493)

L'enquête montre que :

- 32 entreprises sur 36, soit près de 90 %, comptent ce métier dans l'organisation.
- 7 entreprises sur 32, soit 22 %, recherchent un ouvrier d'atelier en Montérégie.
- 6 entreprises sur 32, soit 18 %, font état de problèmes de recrutement. Les causes sont principalement liées, en proportions égales de 33 %, au manque de main-d'œuvre qualifiée et expérimentée. Parmi les autres causes, signalons le manque de mobilité interrégionale (17 %).



Source : Enquête du Comité, 2005

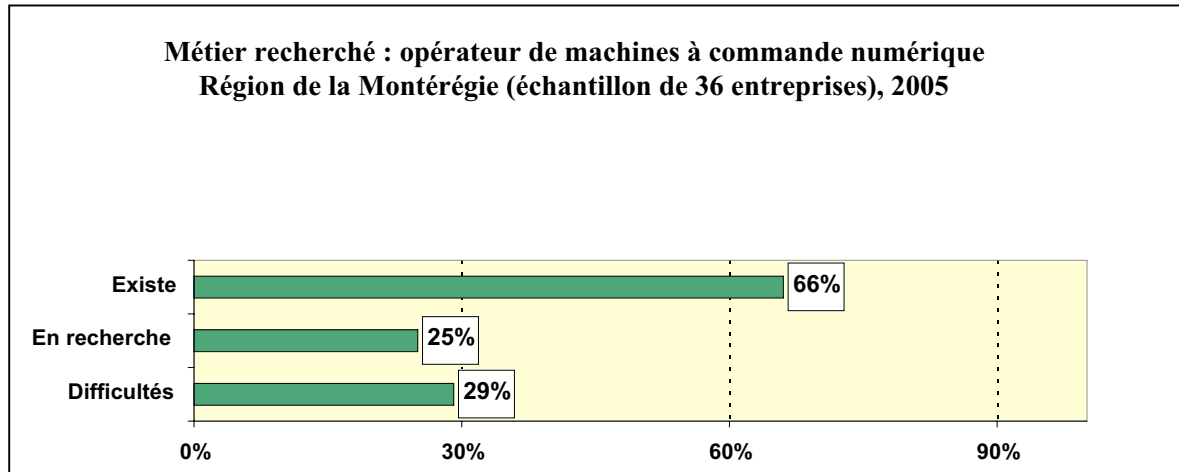


Source : Enquête du Comité, 2005

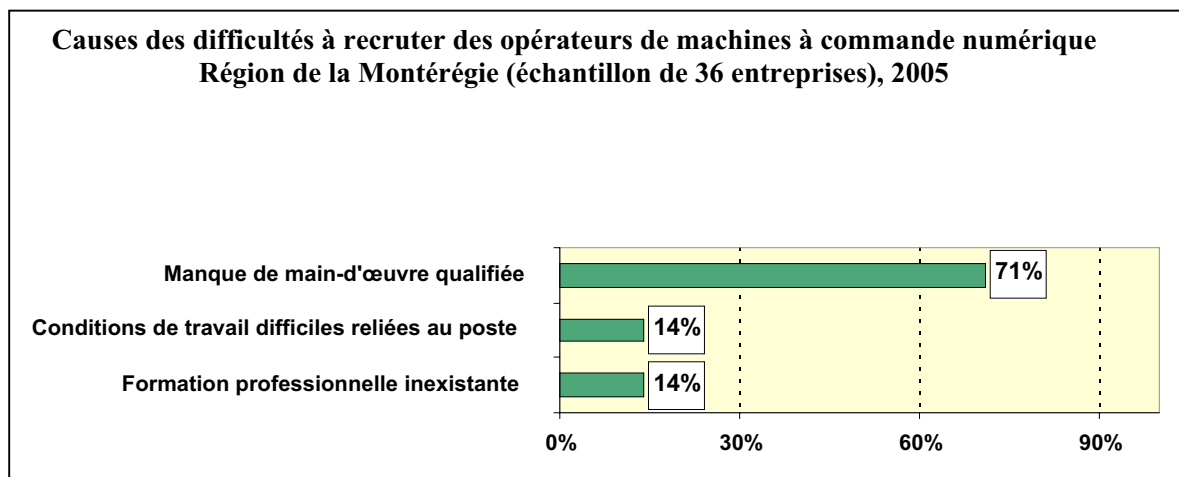
Opérateur de machines à commande numérique (CNP 9513)

Selon les résultats de l'enquête :

- 24 entreprises sur 36, soit les deux tiers, confirment que le métier existe dans l'organisation.
- 6 entreprises sur 24, soit 25 %, recherchent des opérateurs de machines à commande numérique dans la région de la Montérégie.
- 7 entreprises sur 24, soit près de 30 %, éprouvent des difficultés à en recruter. Le principal motif touche le manque de main-d'œuvre qualifiée (71 %). Parmi les autres raisons, en proportions égales de 14 %, notons les conditions de travail difficiles reliées à ce métier et l'absence de formation professionnelle.



Source : Enquête du Comité, 2005

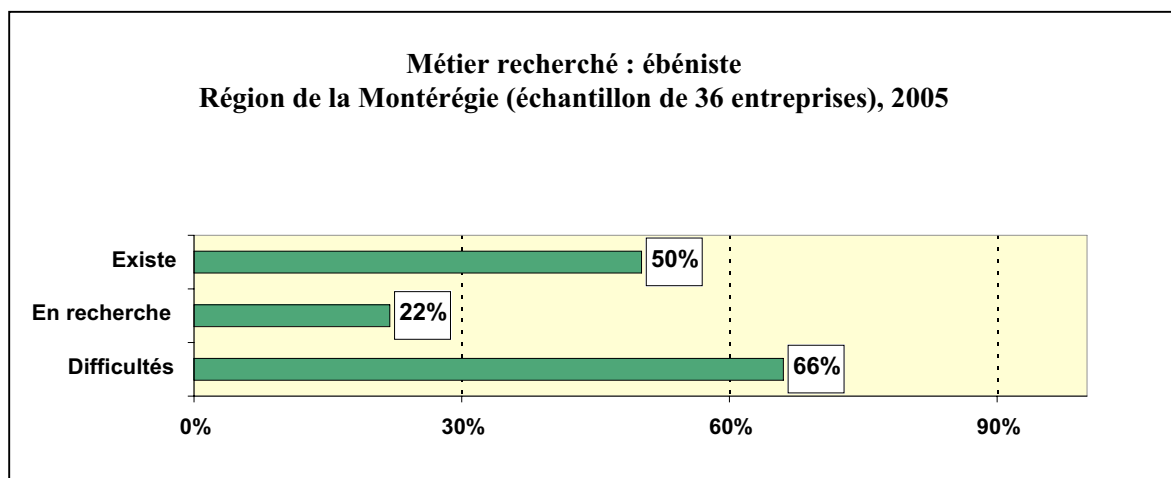


Source : Enquête du Comité, 2005

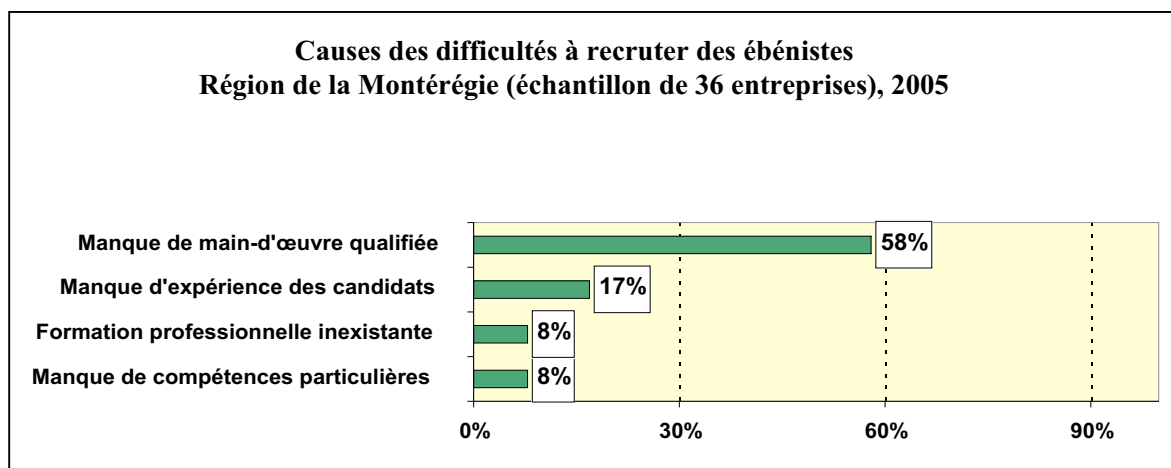
Ébéniste (CNP 7272)

On apprend de l'enquête que :

- 18 entreprises sur 36, soit la moitié, pourvoient un tel poste dans l'organisation.
- 4 entreprises sur 18, soit 22 %, recherchent des ébénistes dans la région de la Montérégie.
- 12 entreprises sur 18, soit les deux tiers, éprouvent des problèmes à en recruter. Le principal motif concerne le manque de main-d'œuvre qualifiée, soit 58 %. Parmi les autres causes figurent le manque d'expérience des candidats (17 %), l'absence de formation professionnelle (8 %) et de quelques compétences particulières (8 %).



Source : Enquête du Comité, 2005

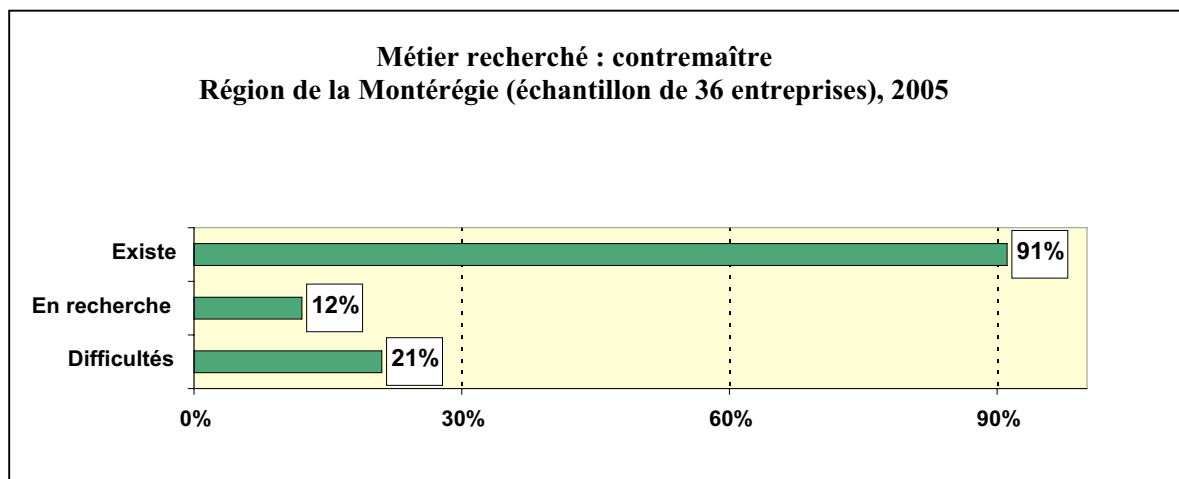


Source : Enquête du Comité, 2005

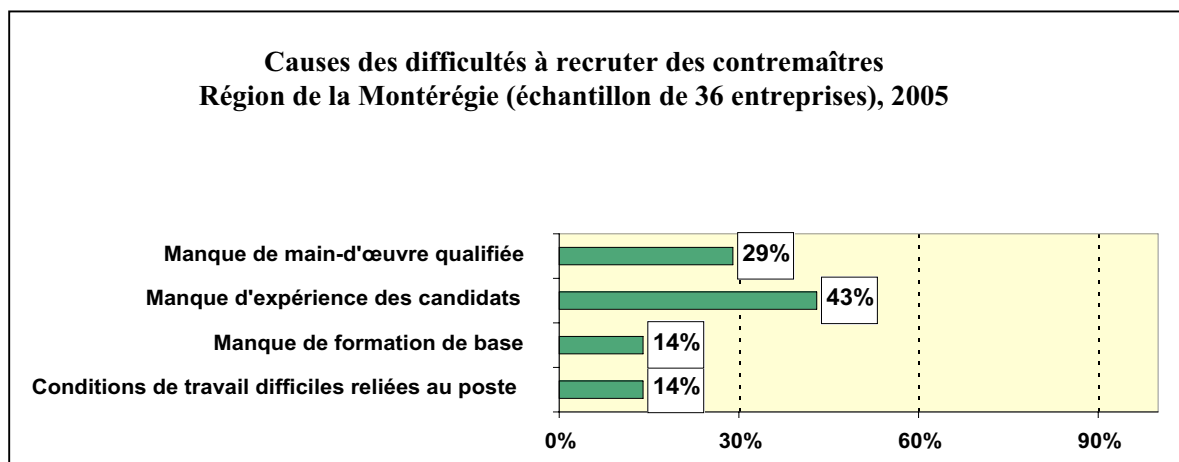
Contremaître (CNP 9224)

Selon les données recueillies :

- 33 entreprises sur 36, soit plus de 90 %, confirment que le métier existe dans l'organisation.
- 4 entreprises sur 33, soit 12 %, sont à la recherche d'un contremaître dans la région de la Montérégie.
- 7 entreprises sur 33, soit 21 %, connaissent des difficultés à en recruter, principalement à cause d'un manque de main-d'œuvre qualifiée (29 %) et expérimentée (43 %). En outre, on remarque, en proportions égales de 14 %, l'absence de formation de base et des conditions de travail difficiles reliées à ce métier.



Source : Enquête du Comité, 2005

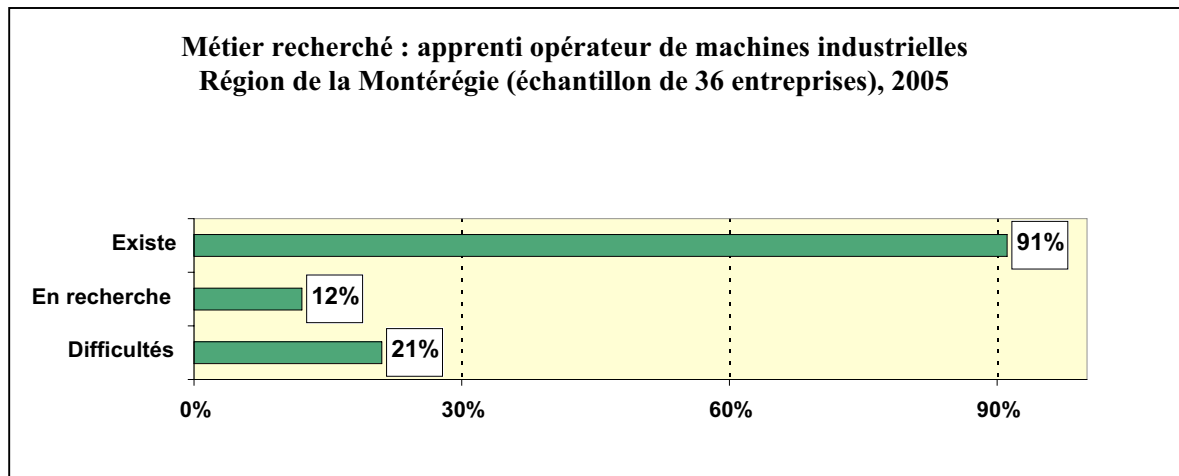


Source : Enquête du Comité, 2005

Apprenti opérateur de machines industrielles (CNP 9493)

Pour ce métier, on note que :

- 33 entreprises sur 36, soit plus de 90 %, comptent ce métier dans l'organisation.
- 4 entreprises sur 33, soit 12 %, recherchent un apprenti opérateur de machines industrielles dans la région de la Montérégie.
- 7 entreprises sur 33, soit 21 %, éprouvent de la difficulté à en recruter. La seule raison tient au manque de main-d'œuvre qualifiée.

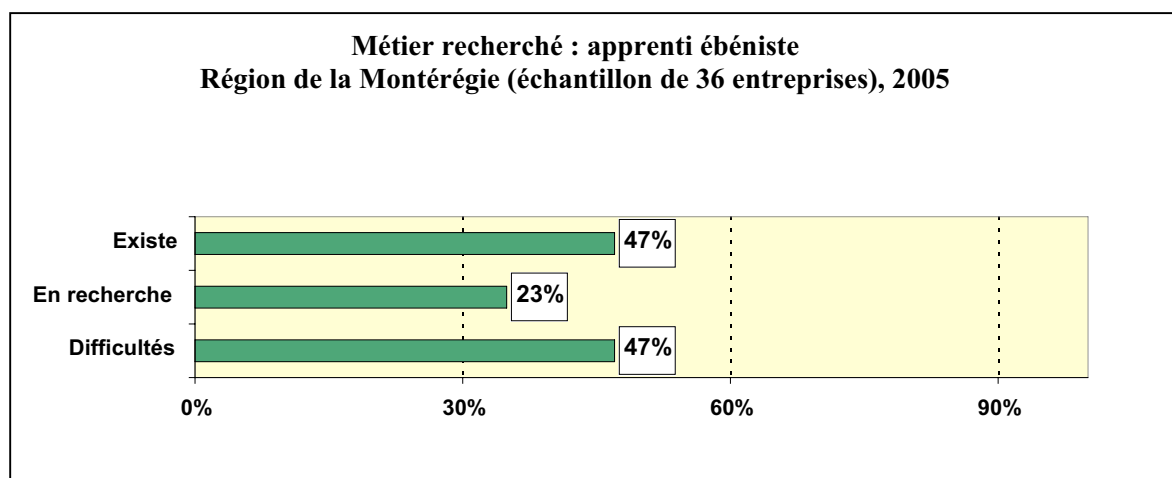


Source : Enquête du Comité, 2005

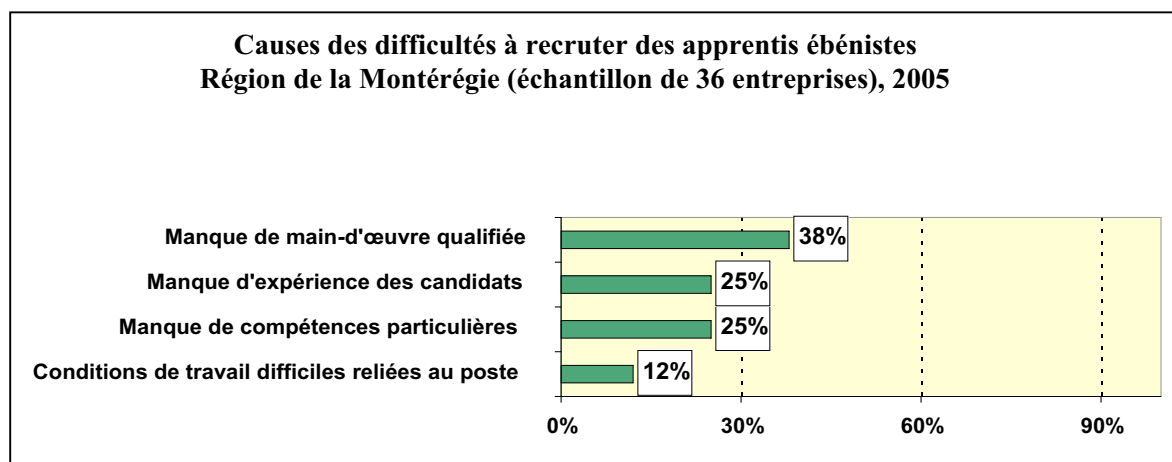
Apprenti ébéniste (CNP 7272)

Selon les résultats de l'enquête :

- 17 entreprises sur 36, soit 47 %, confirment que le métier existe dans l'organisation.
- 4 entreprises sur 17, soit 23 %, convoitent un apprenti ébéniste dans la région de la Montérégie.
- 8 entreprises sur 17, soit 47 %, éprouvent des difficultés de recrutement. Le principal motif se rapporte au manque de main-d'œuvre qualifiée (38 %). Parmi les autres causes apparaissent le manque d'expérience (25 %) et de compétences particulières (25 %) des candidats, et les conditions de travail difficiles reliées au poste (12 %).



Source : Enquête du Comité, 2005

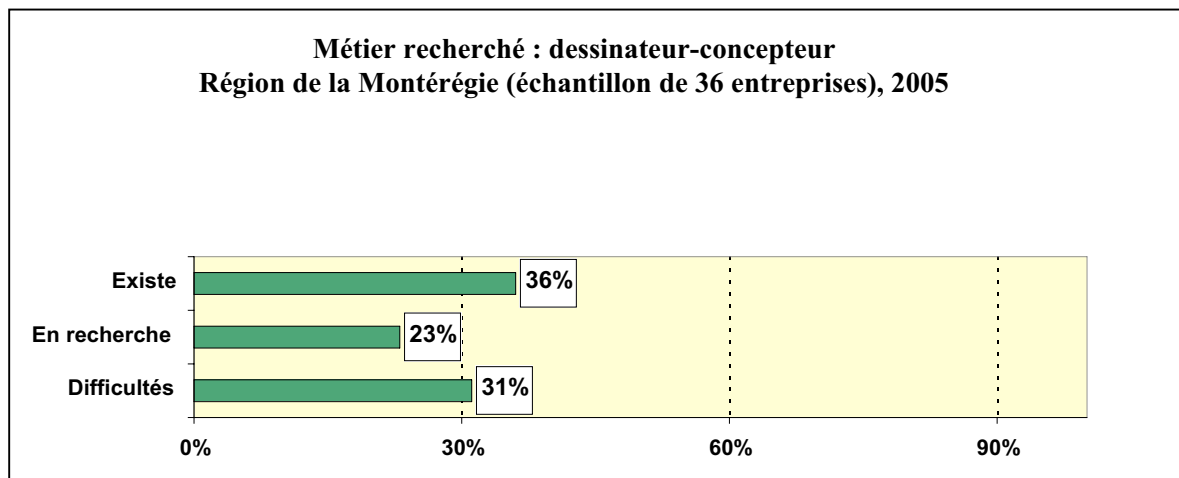


Source : Enquête du Comité, 2005

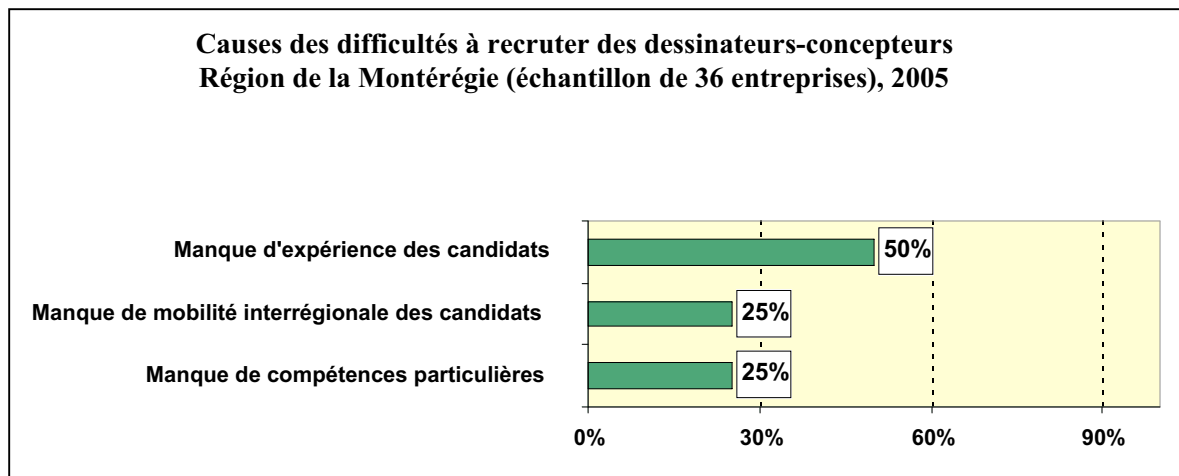
Dessinateur-concepteur (CNP 2252)

Les données du sondage font ressortir que :

- 13 entreprises sur 36, soit 36 %, pourvoient un tel poste dans l'organisation.
- 3 entreprises sur 13, soit 23 %, recherchent un dessinateur-concepteur dans la région de la Montérégie.
- 4 entreprises sur 13, soit près de 31 %, n'arrivent pas à en recruter, faute d'un manque d'expérience pertinente (50 %), de mobilité interrégionale (25 %) ou de compétences particulières (25 %) chez les candidats.



Source : Enquête du Comité, 2005

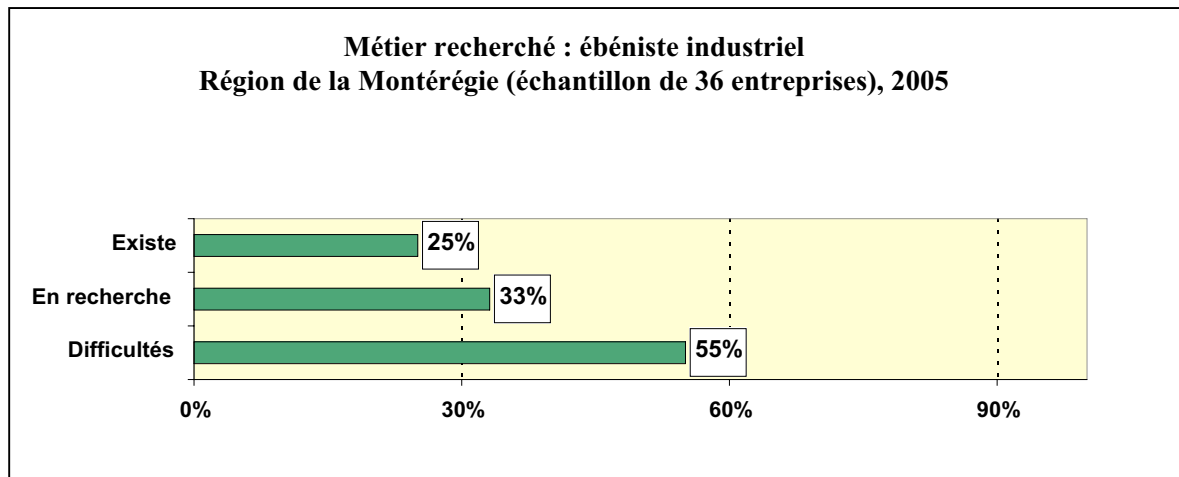


Source : Enquête du Comité, 2005

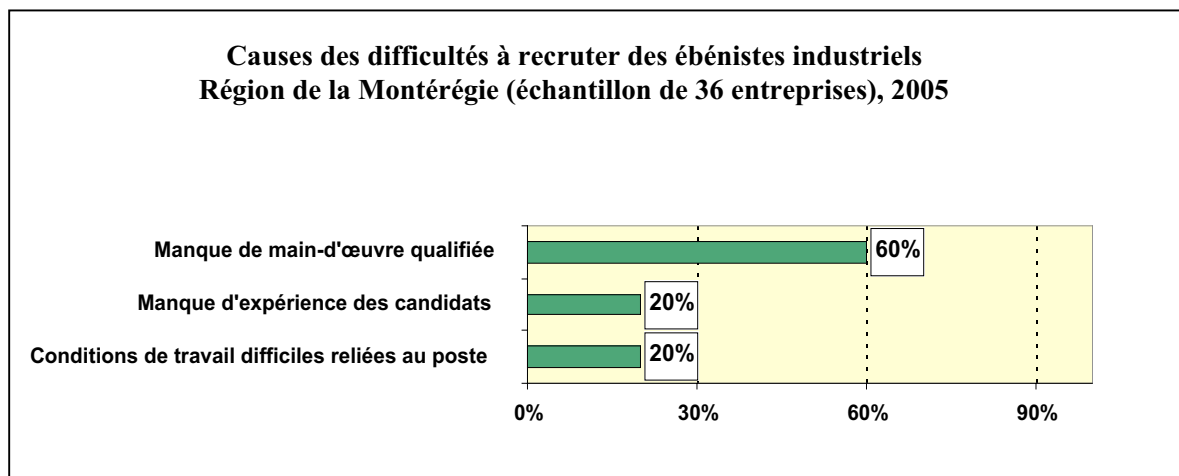
Ébéniste industriel (CNP 7272)

Il ressort de l'enquête que :

- 9 entreprises sur 36, soit le quart, emploient des gens de ce métier.
- 3 entreprises sur 9, soit le tiers, sont à la recherche d'un ébéniste industriel dans la région de la Montérégie.
- 5 entreprises sur 9, soit plus de la moitié, éprouvent de la difficulté à en recruter. Le manque de main-d'œuvre qualifiée (60 %) constitue l'une des causes majeures. Le manque d'expérience (20 %) et les conditions de travail difficiles reliées au métier (20 %) posent aussi problème.



Source : Enquête du Comité, 2005

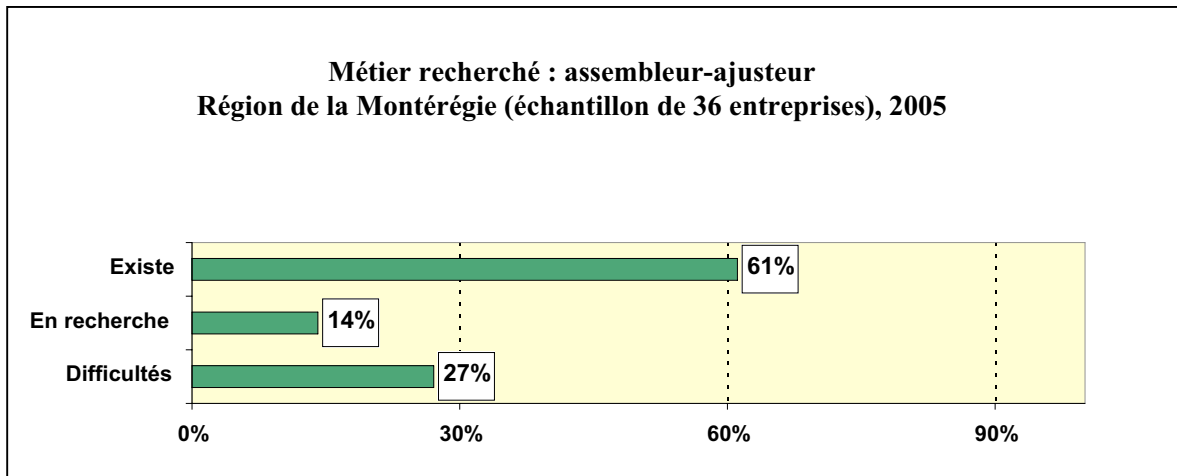


Source : Enquête du Comité, 2005

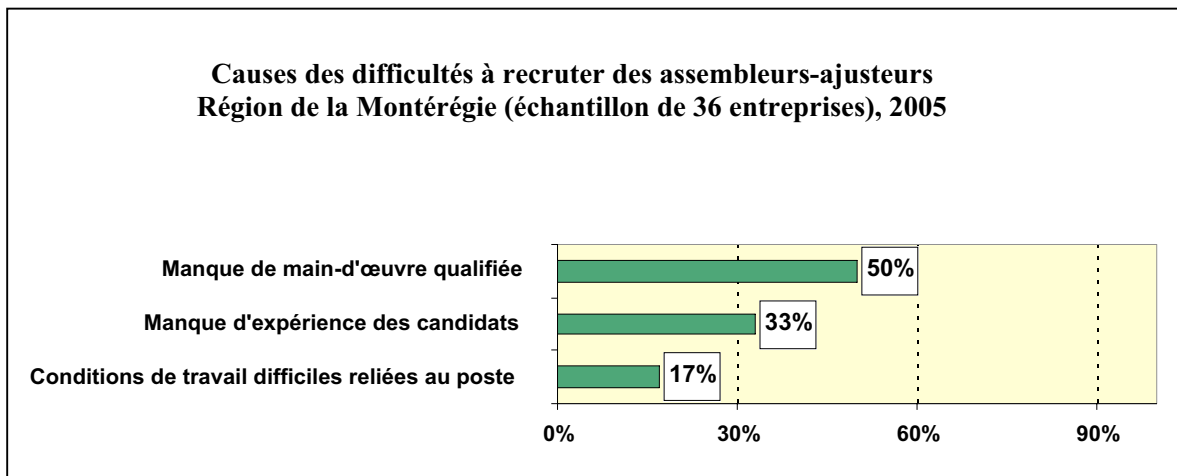
Assembleur-ajusteur (CNP 9493)

Les données de l'enquête révèlent que :

- 22 entreprises sur 36, soit 61 %, pourvoient un tel poste dans l'organisation.
- 3 entreprises sur 22, soit 14 %, convoitent un assembleur-ajusteur.
- 6 entreprises sur 22, soit 27 %, sont aux prises avec des problèmes de recrutement, principalement à cause d'un manque de main-d'œuvre qualifiée (50 %) et expérimentée (33 %). Signalons en outre les conditions de travail difficiles liées à ce métier (17 %).

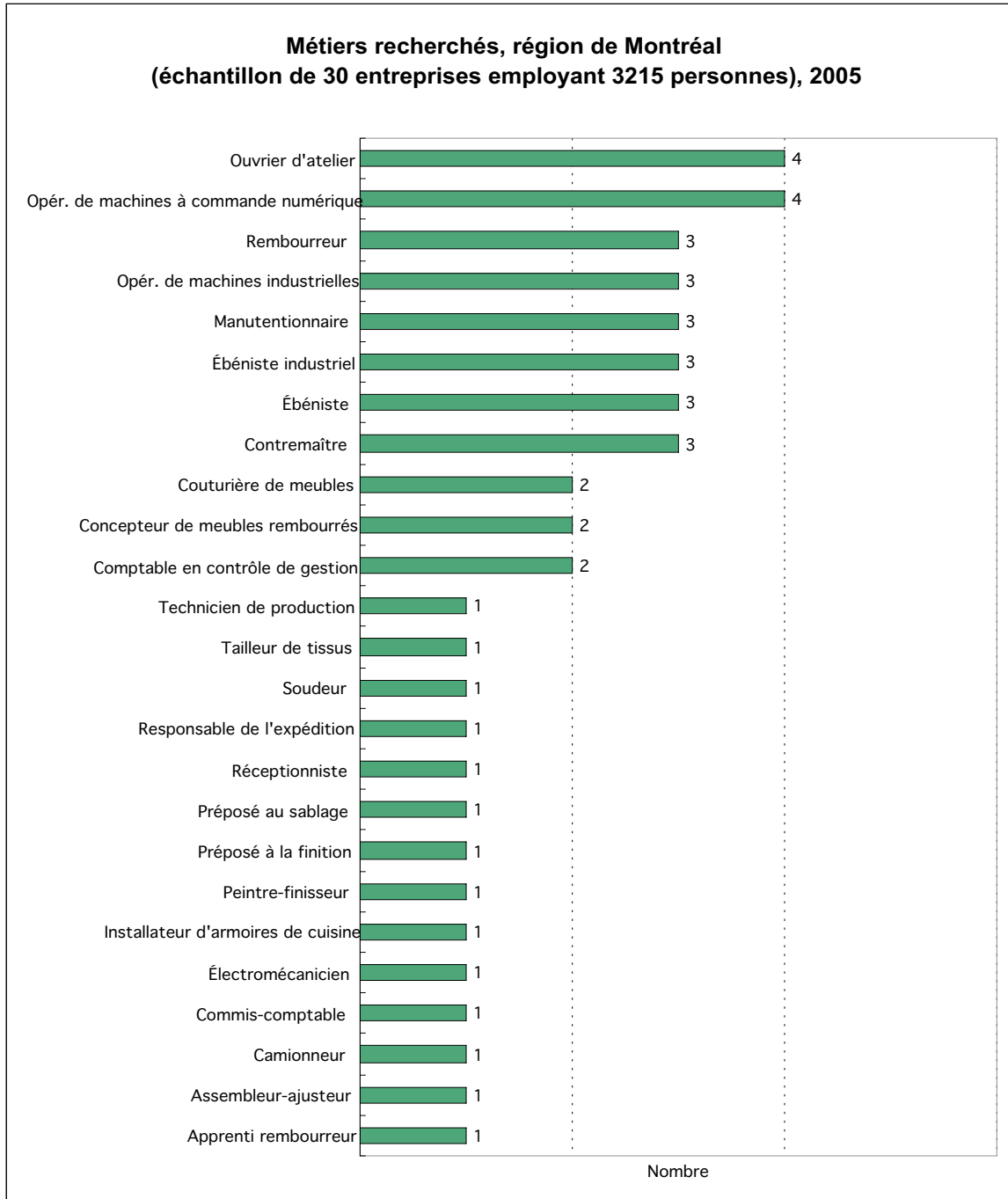


Source : Enquête du Comité, 2005



Source : Enquête du Comité, 2005

Montréal

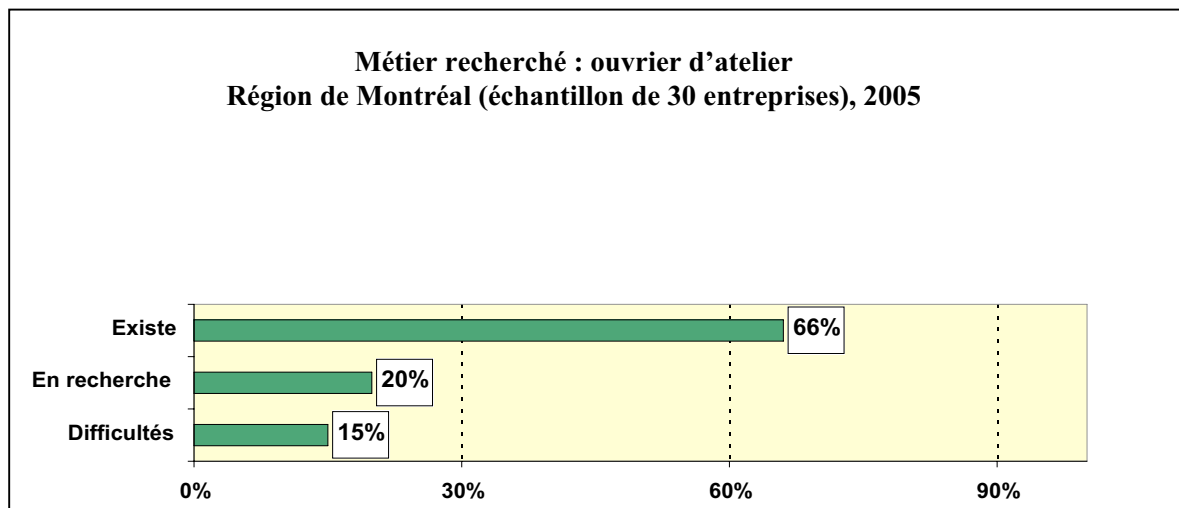


Source : Enquête du Comité, 2005

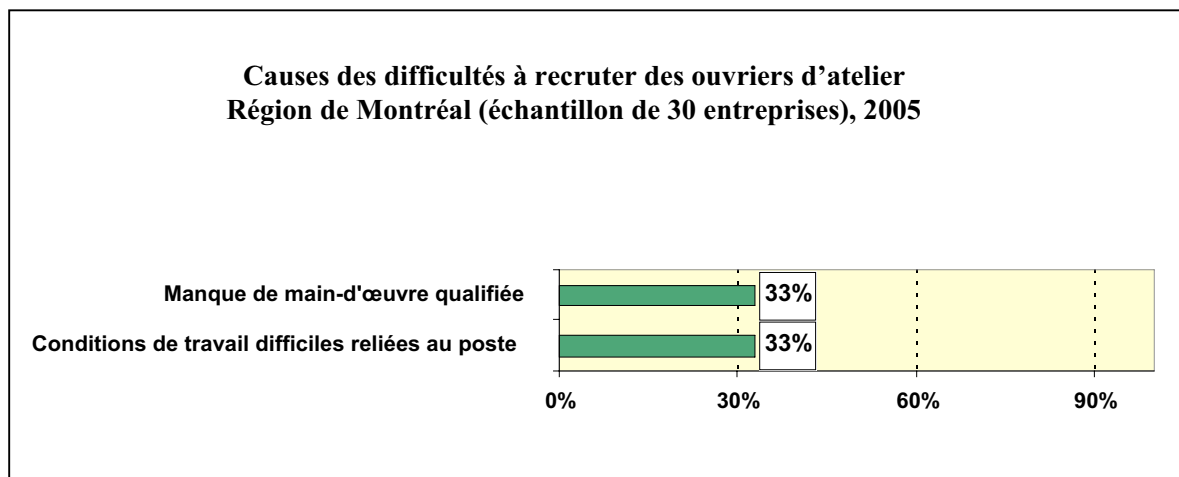
Ouvrier d'atelier (CNP 9493)

On apprend de l'enquête que :

- 20 entreprises sur 30, soit les deux tiers, comptent ce métier dans l'organisation.
- 4 entreprises sur 20, soit 20 %, recherchent un ouvrier d'atelier dans la région de Montréal.
- 3 entreprises sur 20, soit 15 %, font état de problème à en recruter. Les raisons les plus souvent données tiennent au manque de main-d'œuvre qualifiée (33 %) et aux conditions de travail difficiles reliées à ce métier (33 %).



Source : Enquête du Comité, 2005

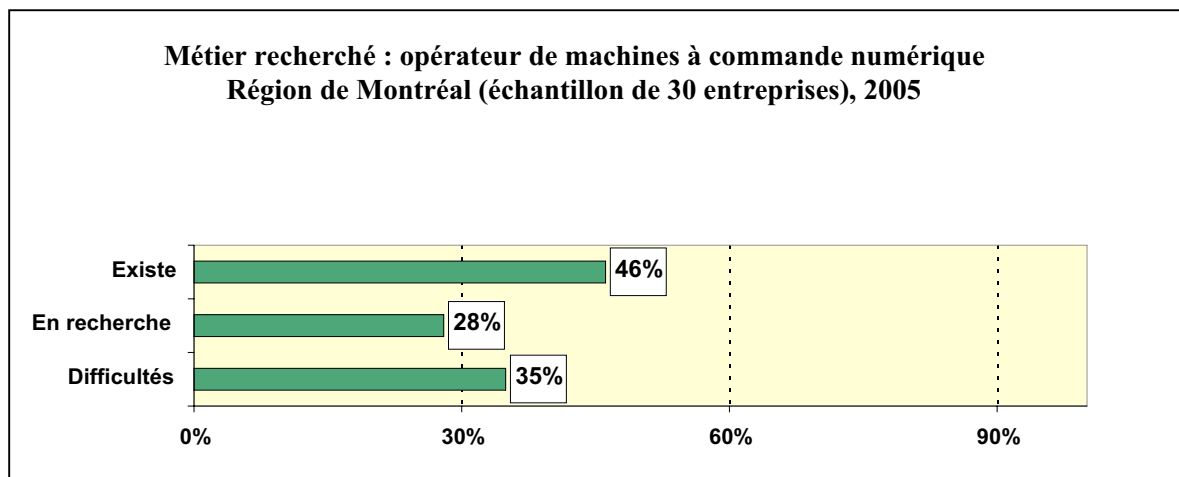


Source : Enquête du Comité, 2005

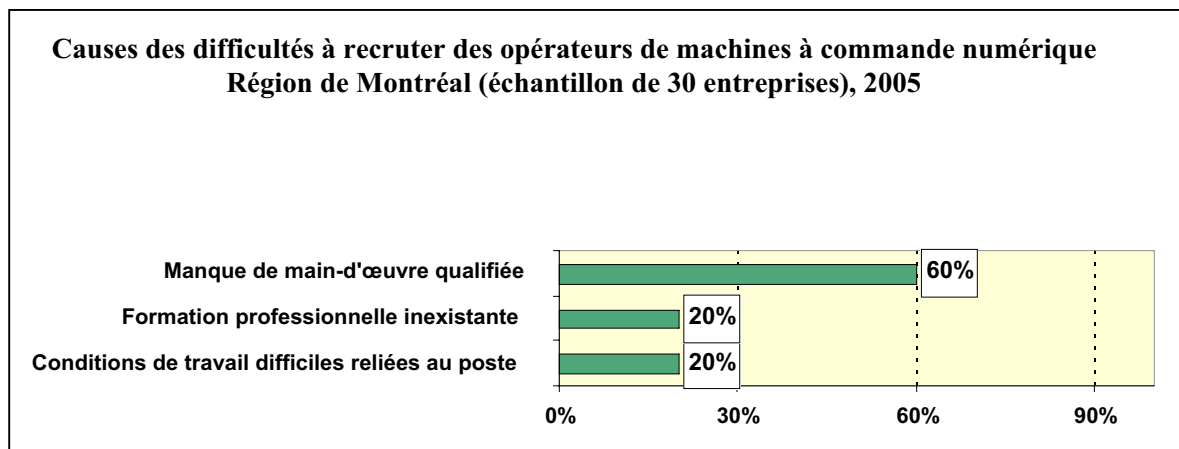
Opérateur de machines à commande numérique (CNP 9513)

Selon les résultats de l'enquête :

- 14 entreprises sur 30, soit 46 %, confirment l'existence de ce métier dans l'organisation.
- 4 entreprises de Montréal sur 14, soit près de 28 %, recherchent un opérateur de machines à commande numérique.
- 5 entreprises sur 14, soit 35 %, éprouvent des difficultés à recruter des opérateurs de machines à commande numérique. Le principal motif concerne le manque de main-d'œuvre qualifiée (60 %). Parmi les autres causes, citons l'absence de formation professionnelle (20 %) et les conditions de travail difficiles liées à ce métier (20 %).



Source : Enquête du Comité, 2005

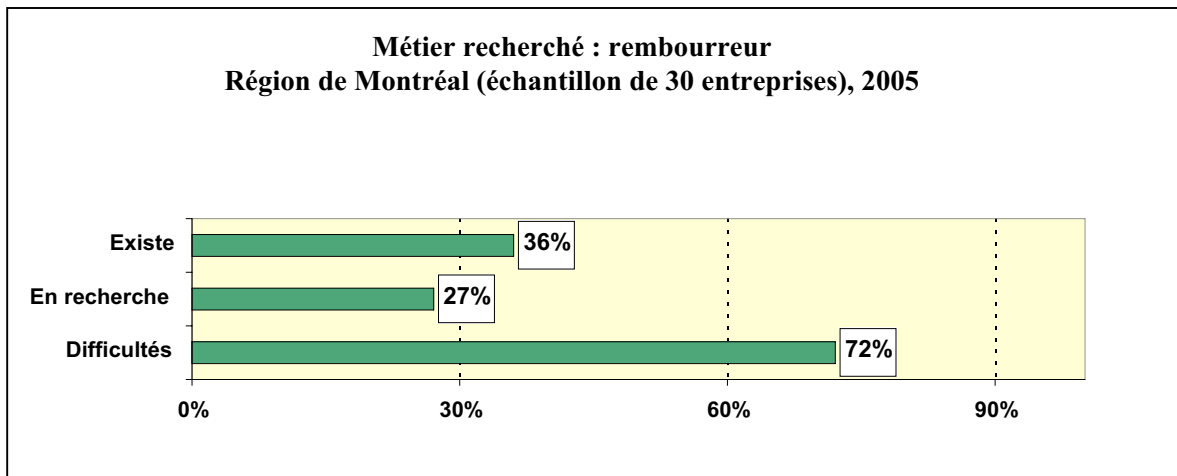


Source : Enquête du Comité, 2005

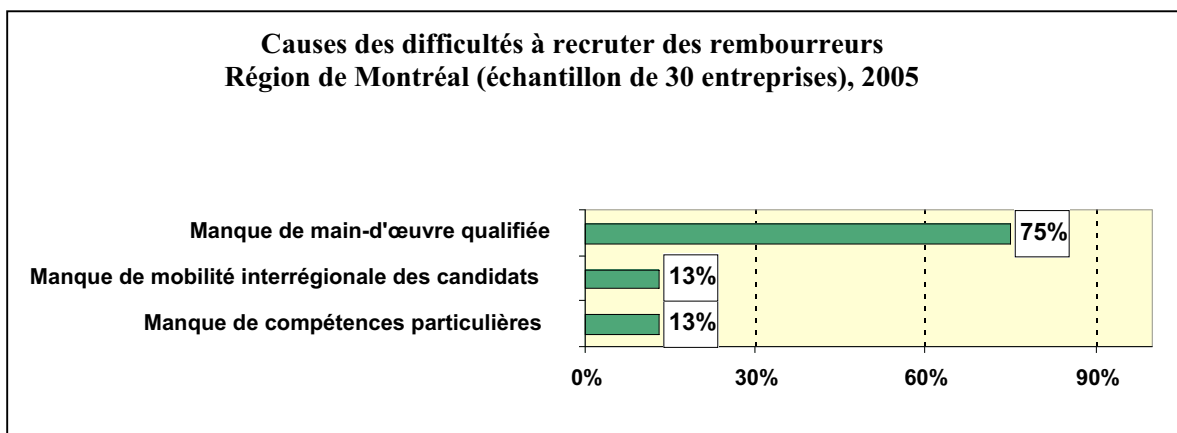
Remboursseur (CNP 7341)

Pour ce métier, on note que :

- 11 entreprises sur 30, soit 36 %, confirment employer des rembourseurs.
- 3 entreprises sur 11, soit 27 %, en recherchaient au moment de l'enquête
- 8 entreprises sur 11, soit 72 %, éprouvent des difficultés de recrutement. Le manque de main-d'œuvre qualifiée (75 %) se révèle l'une des causes majeures. La faible mobilité interrégionale (13 %) et l'absence de quelques compétences particulières (13 %) sont également du nombre.



Source : Enquête du Comité, 2005

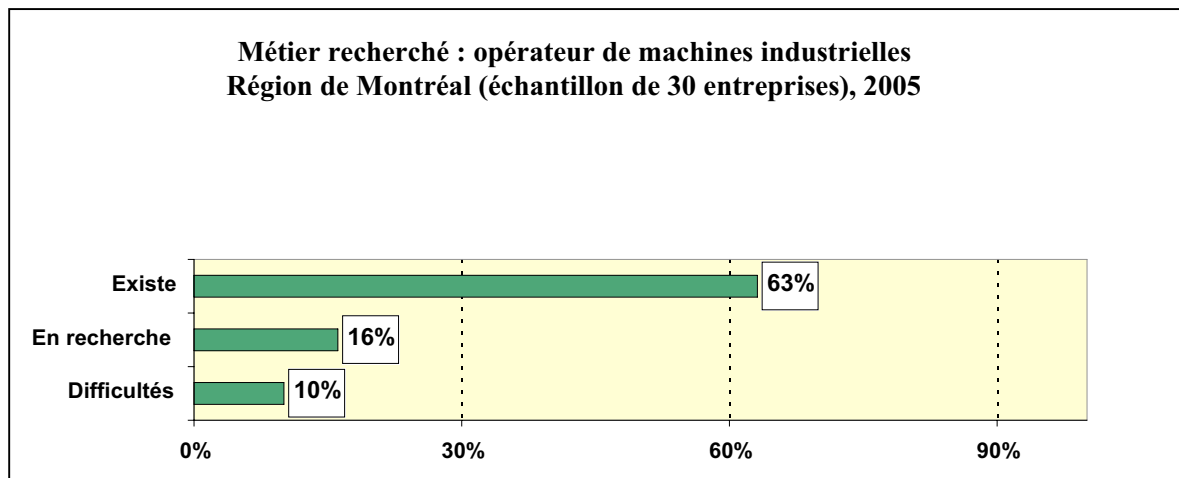


Source : Enquête du Comité, 2005

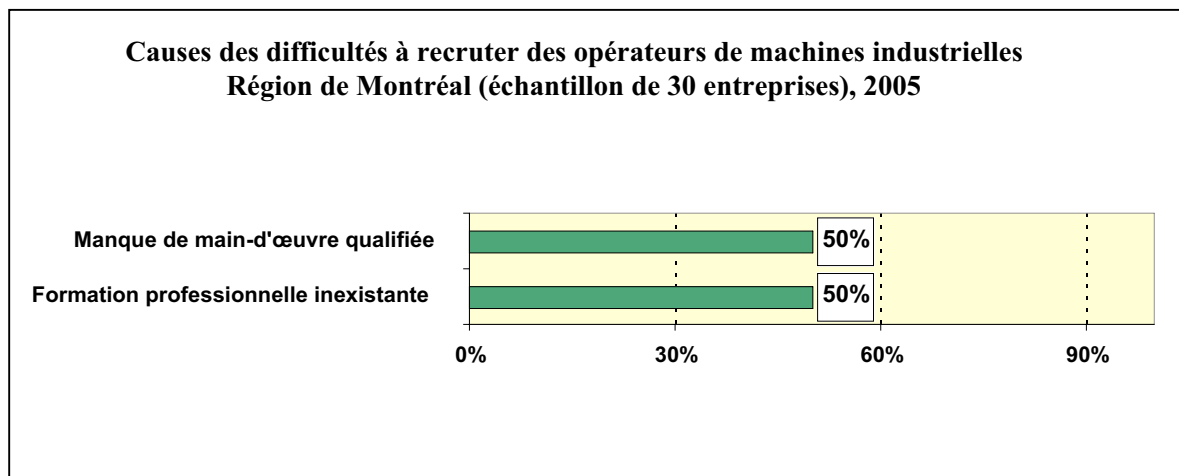
Opérateur de machines industrielles (CNP 9434)

Les résultats de l'enquête révèlent que :

- 19 entreprises sur 30 à Montréal, soit près des deux tiers, pourvoient un tel poste.
- 3 entreprises sur 19, soit 16 %, convoitent un opérateur de machines industrielles dans la région montréalaise.
- Deux motifs principaux, selon 10 % des entreprises (2 sur 19), constituent les grandes difficultés à recruter : le manque de main-d'œuvre qualifiée (50 %) et l'absence de formation professionnelle (50 %).



Source : Enquête du Comité, 2005

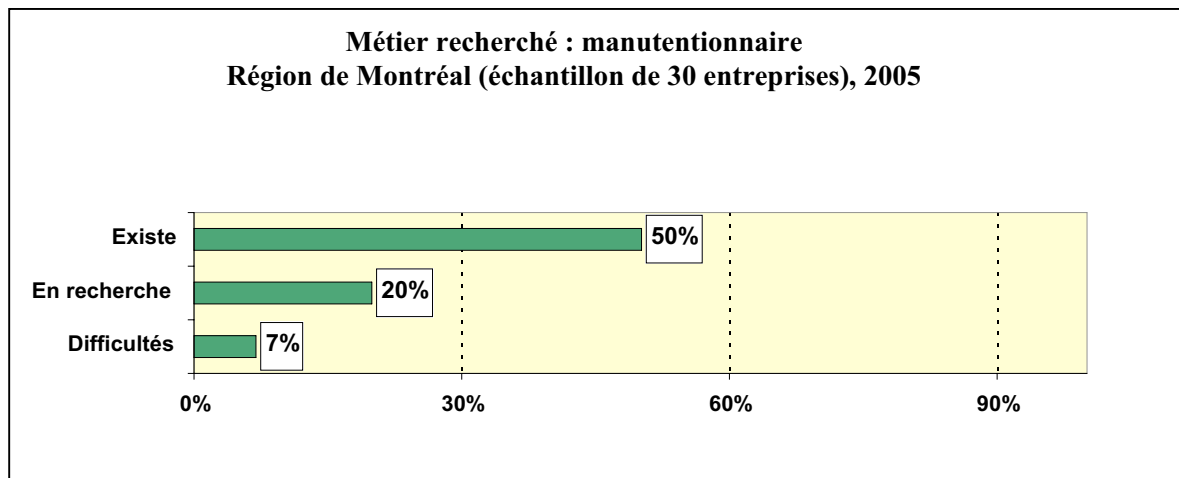


Source : Enquête du Comité, 2005

Manutentionnaire (CNP 7452)

Selon les résultats de l'enquête :

- 15 entreprises sur 30, soit la moitié, confirment employer des manutentionnaires.
- 3 entreprises sur 15, soit 20 %, en recherchaient au moment de l'enquête.
- 1 entreprise sur 15, soit 7 %, fait face à des problèmes de recrutement dans la région montréalaise. L'unique raison se rapporte au manque de main-d'œuvre qualifiée.

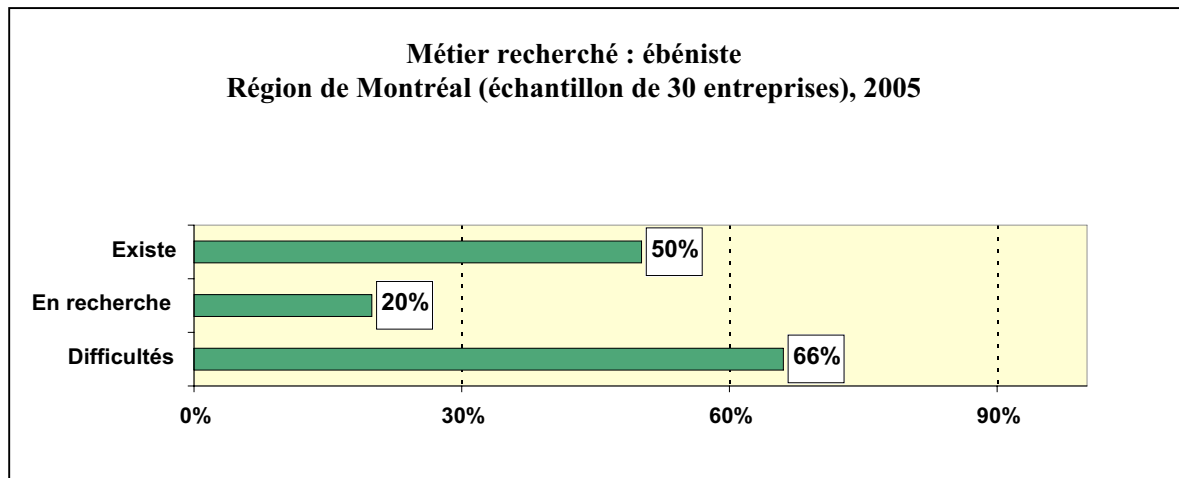


Source : Enquête du Comité, 2005

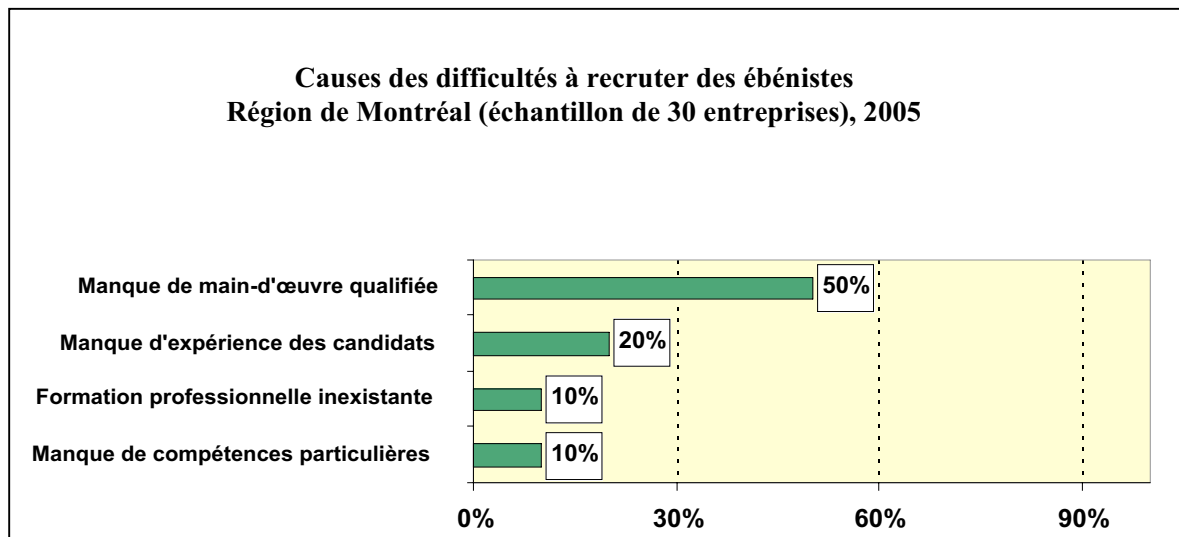
Ébéniste (CNP 7272)

Il ressort de l'enquête que :

- 15 entreprises sur 30, soit la moitié, pourvoient un tel poste dans l'organisation.
- 3 entreprises sur 15, soit 20 %, recherchent un ébéniste.
- 10 entreprises sur 15 à Montréal, soit les deux tiers, jugent difficile de recruter des ébénistes. Le manque de main-d'œuvre qualifiée (50 %) est la raison majeure. Suivent le manque d'expérience des candidats (20 %), de formation professionnelle (10 %) ou de quelques compétences particulières (10 %).



Source : Enquête du Comité, 2005

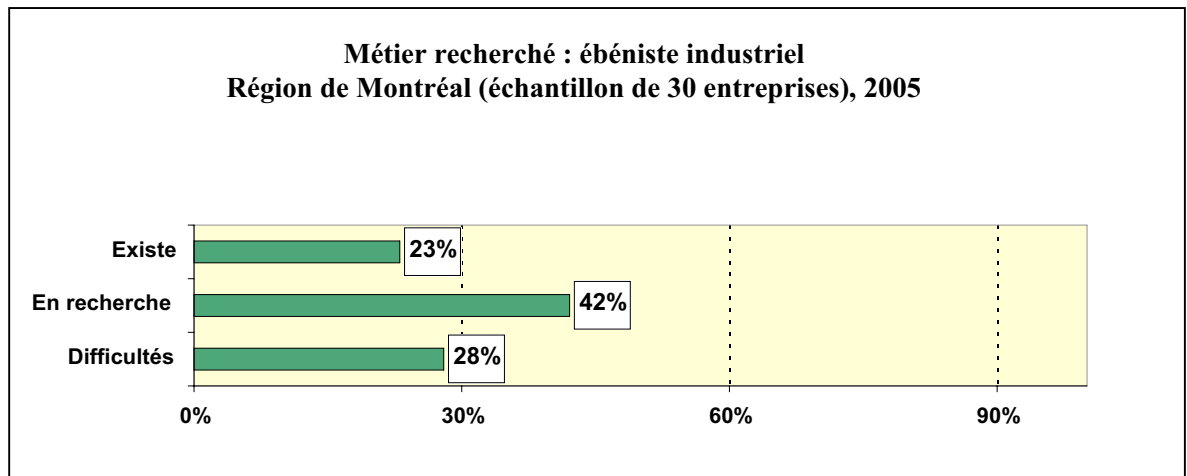


Source : Enquête du Comité, 2005

Ébéniste industriel (CNP 7272)

Les données de l'enquête établissent que :

- 7 entreprises sur 30, soit 23 %, comptent ce métier dans l'organigramme de l'organisation.
- 3 entreprises sur 7, soit 42 %, cherchent un ébéniste industriel à Montréal.
- 2 entreprises sur 7, soit près de 30 %, éprouvent de la difficulté à en recruter en raison d'un manque de main-d'œuvre expérimentée.

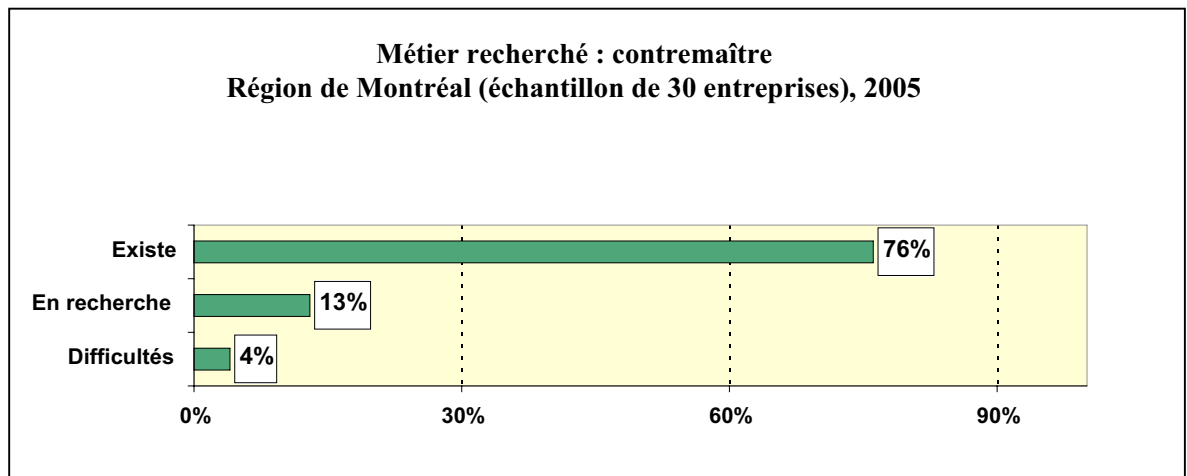


Source : Enquête du Comité, 2005

Contremaître (CNP 9224)

D'après les données de l'enquête :

- 23 entreprises sur 30, soit 76 %, comptent un tel poste dans l'organisation.
- 3 entreprises sur 23, soit 13 %, ont besoin de contremaîtres dans la région montréalaise.
- 1 entreprise sur 23, soit 4 %, rencontre des obstacles dans leur recrutement. La seule raison tient au manque de main-d'œuvre qualifiée.

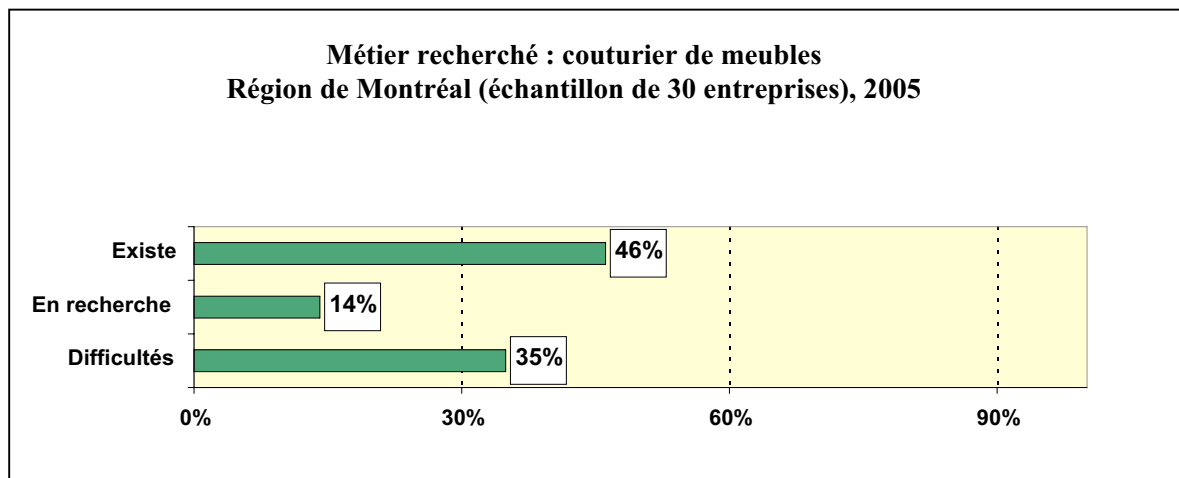


Source : Enquête du Comité, 2005

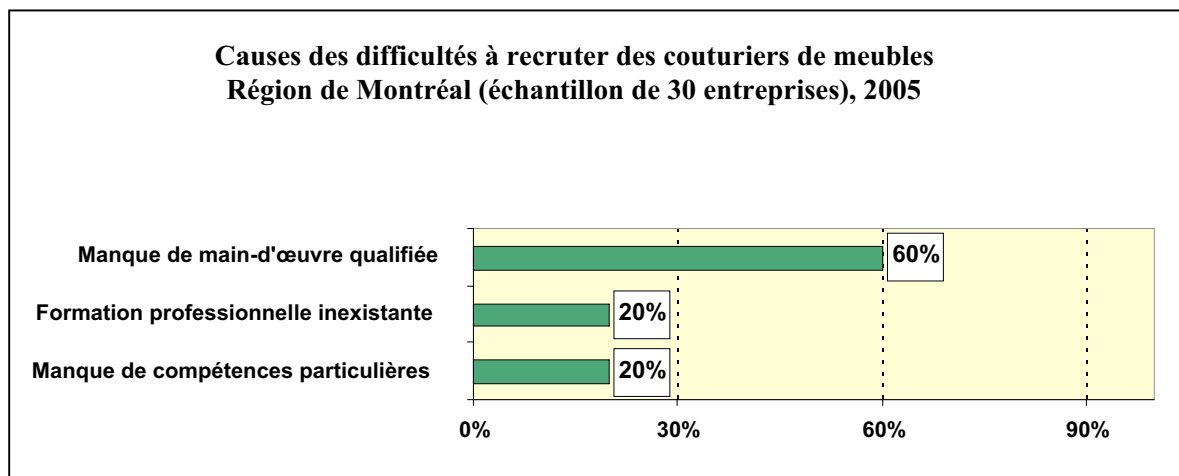
Couturier de meubles (CNP 7341)

Les données de l'enquête révèlent que :

- 14 entreprises sur 30, soit 46 %, emploient ce type de travailleur.
- 2 entreprises sur 14, soit 14 %, convoitent un couturier de meubles dans la région montréalaise.
- 5 entreprises sur 14, soit 35 %, sont aux prises avec des problèmes de recrutement. Le manque de main-d'œuvre qualifiée (60 %), l'absence de formation professionnelle (20 %) et des compétences particulières (20 %) font partie des raisons mentionnées.

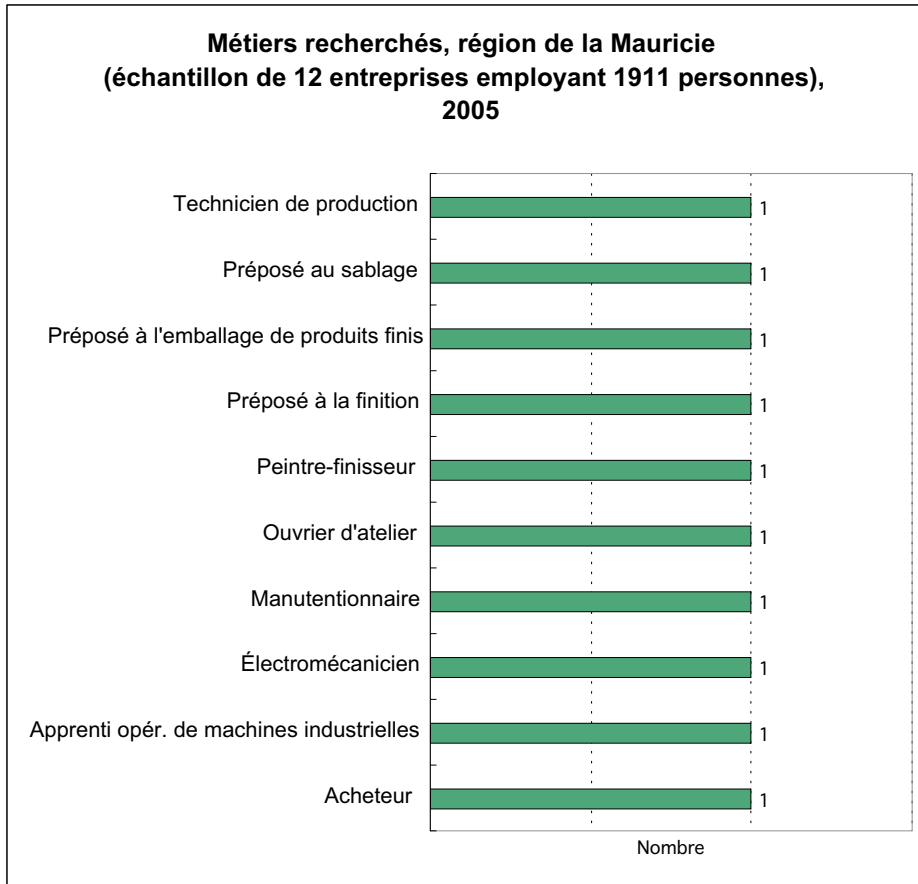


Source : Enquête du Comité, 2005



Source : Enquête du Comité, 2005

Mauricie

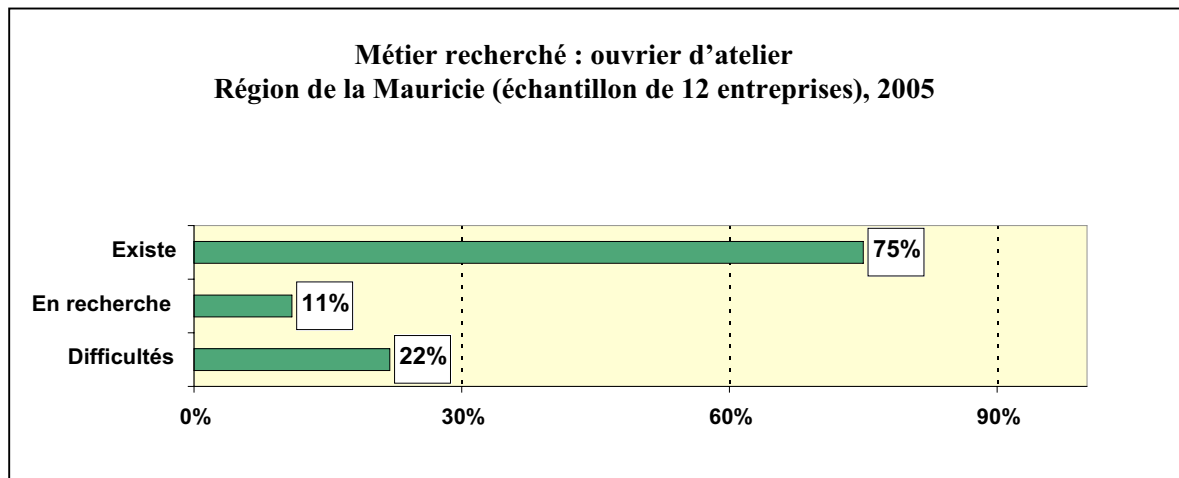


Source : Enquête du Comité, 2005

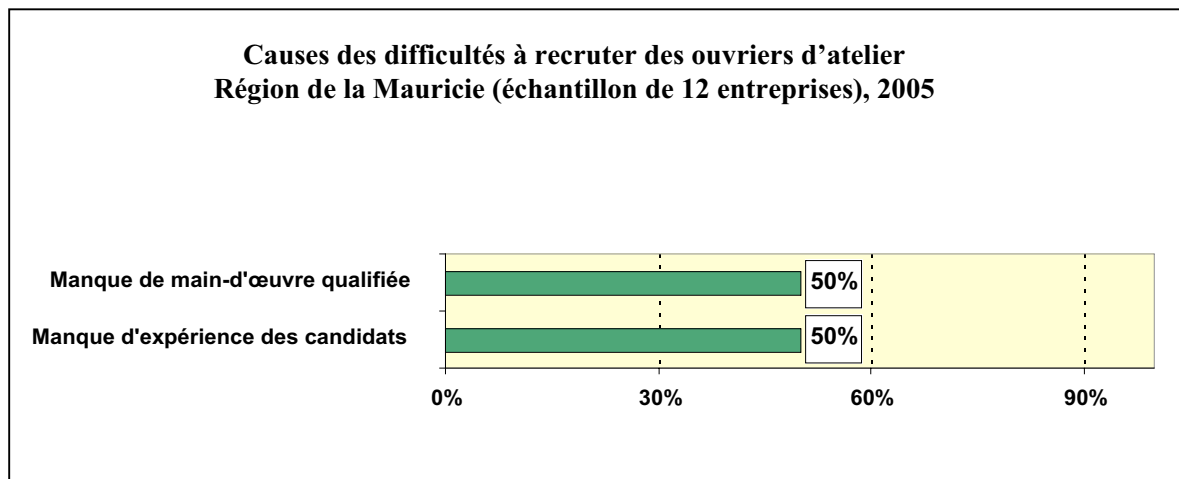
Ouvrier d'atelier (CNP 9493)

L'enquête mentionne que :

- 9 entreprises sur 12, soit 75 %, comptent ce métier dans l'organisation.
- 1 entreprise sur 9, soit 11 %, recherche un ouvrier d'atelier dans la région de la Mauricie.
- 2 entreprises sur 9, soit 22 %, font état de problèmes de recrutement. Les deux explications données tiennent au manque de main-d'œuvre qualifiée (50 %) ou expérimentée (50 %).



Source : Enquête du Comité, 2005

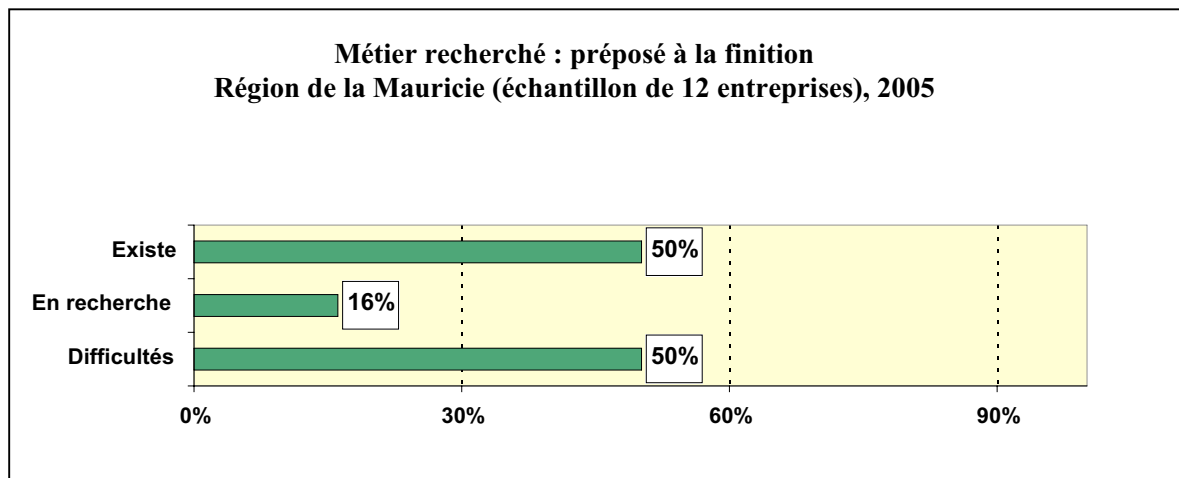


Source : Enquête du Comité, 2005

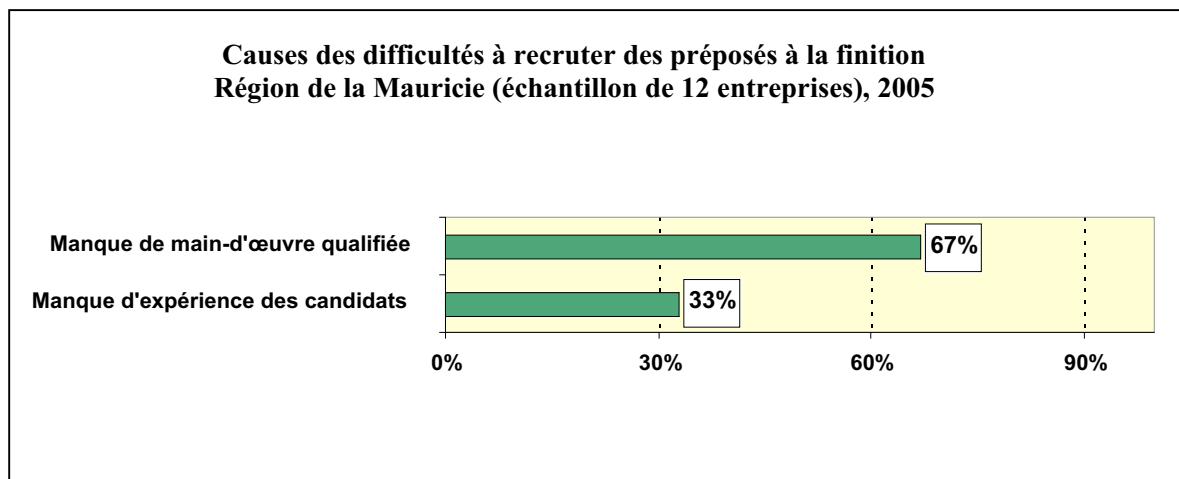
Préposé à la finition (CNP 9494)

Selon les données de l'enquête :

- 6 entreprises sur 12, soit la moitié, pourvoient un tel poste dans l'organisation.
- 1 entreprise sur 6, soit 16 %, a besoin d'un préposé à la finition.
- 3 entreprises sur 6, soit la moitié, connaissent des problèmes de recrutement en Mauricie. Le manque de main-d'œuvre qualifiée (67 %) et l'insuffisance de l'expérience des candidats (33 %) représentent des contraintes importantes.



Source : Enquête du Comité, 2005

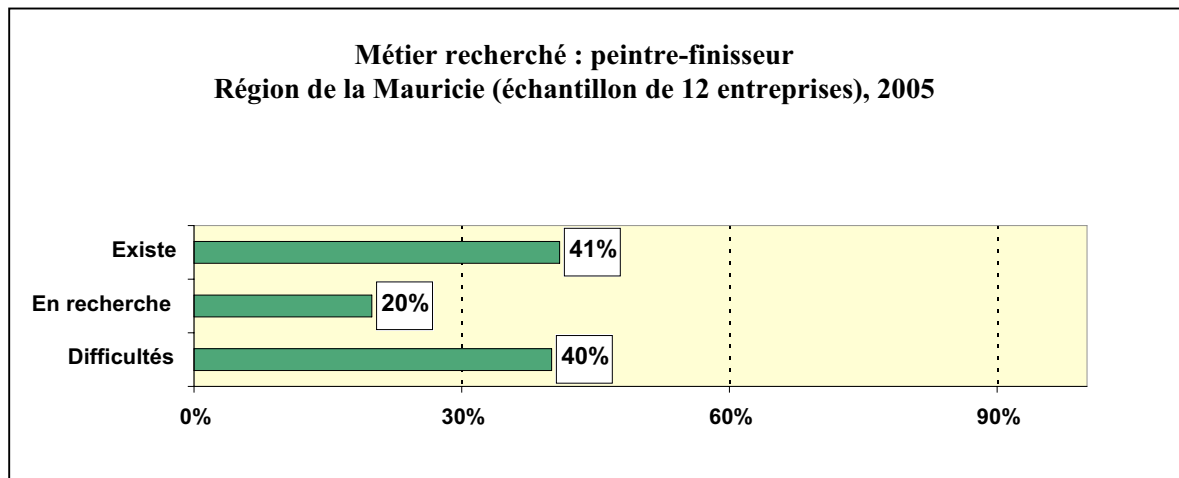


Source : Enquête du Comité, 2005

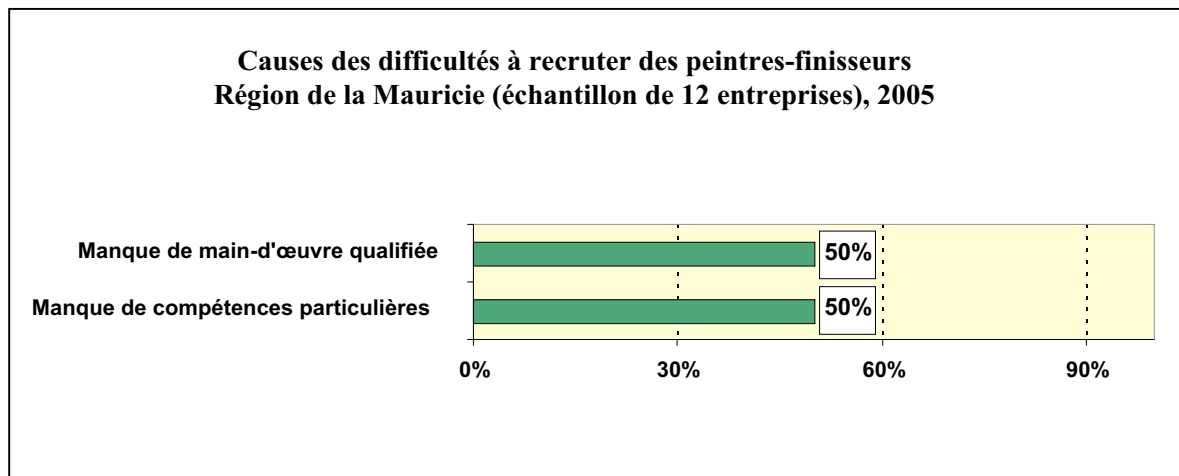
Peintre-finiisseur (CNP 9496)

Il ressort de l'enquête que :

- 5 entreprises sur 12, soit 41 %, emploient ce type de travailleur.
- 1 entreprise sur 5, soit 20 %, est à la recherche d'un peintre-finiisseur dans la région de la Mauricie.
- 2 entreprises sur 5, soit 40 %, peinent à recruter pour ce métier. Les causes principales, en proportions égales de 50 %, sont le manque de main-d'œuvre qualifiée et l'absence de quelques compétences particulières.



Source : Enquête du Comité, 2005

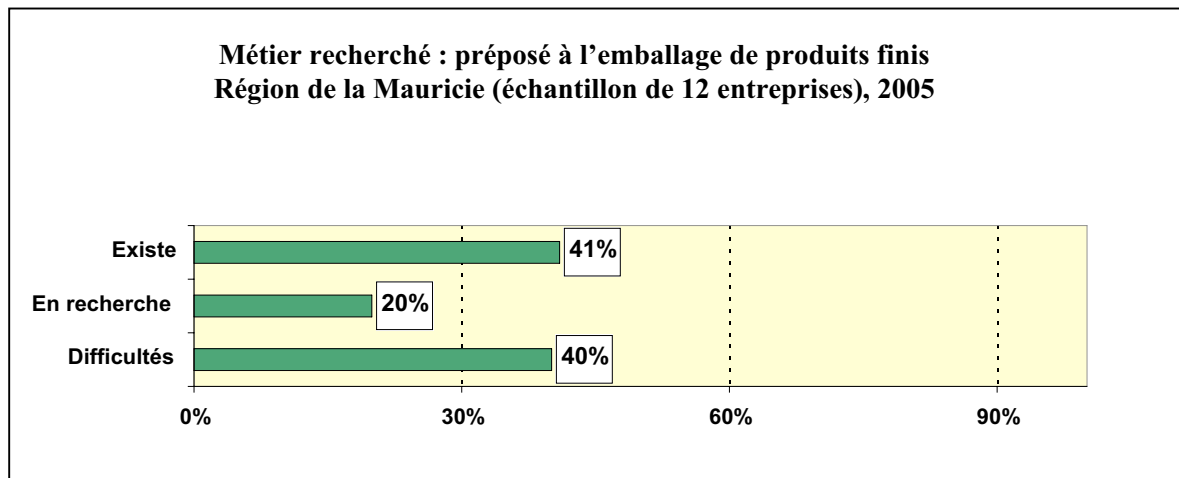


Source : Enquête du Comité, 2005

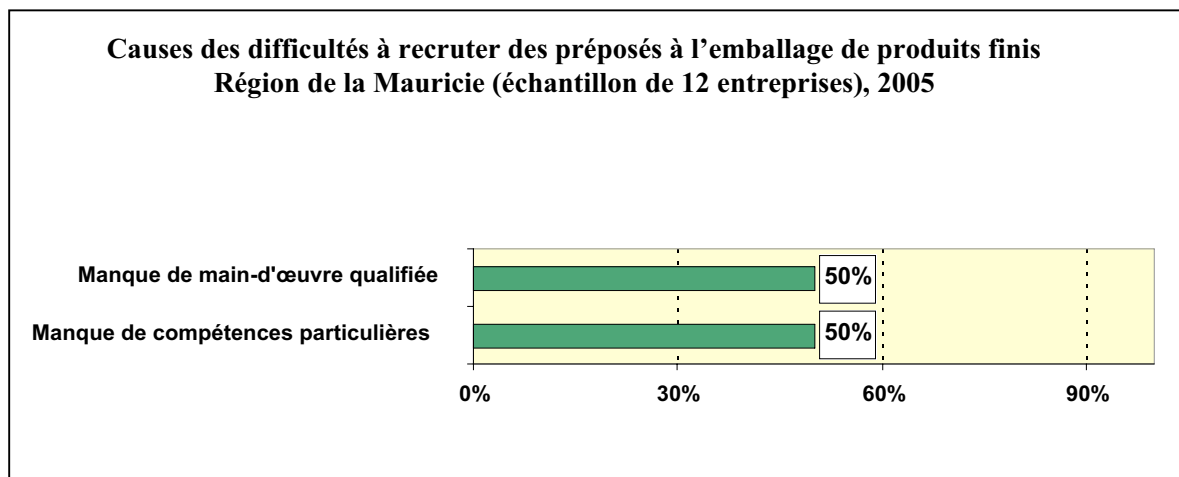
Préposé à l'emballage de produits finis (CNP 9419)

Selon les données de l'enquête :

- 5 entreprises sur 12, soit 41 %, comptent ce type de métier.
- 1 entreprise sur 5, soit 20 %, recherche un préposé à l'emballage de produits finis en Mauricie.
- 2 entreprises sur 5, soit 40 %, font état de problèmes à recruter dans la région. Les deux raisons majeures sont liées au manque de main-d'œuvre qualifiée (50 %) ou expérimentée (50 %).



Source : Enquête du Comité, 2005

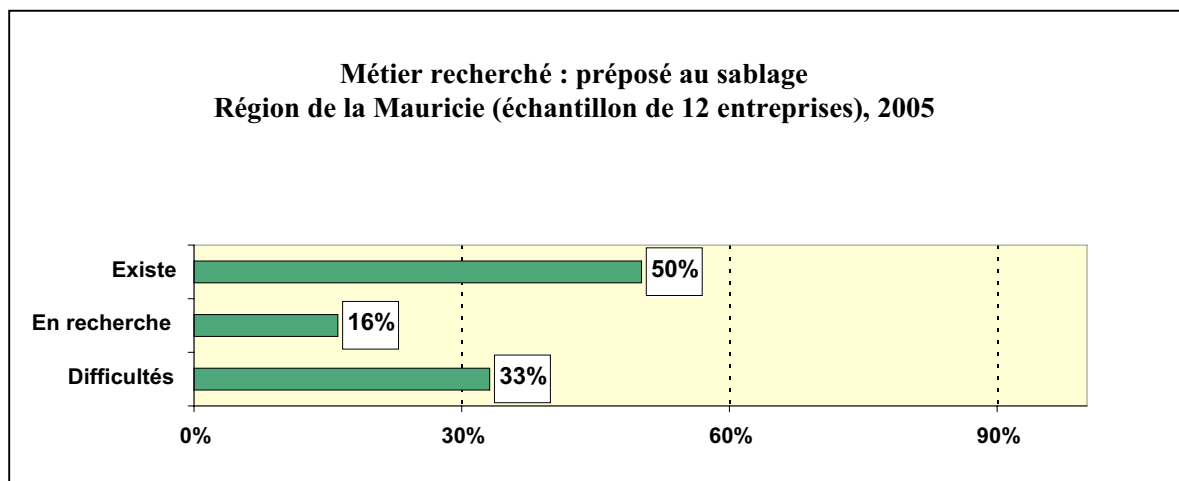


Source : Enquête du Comité, 2005

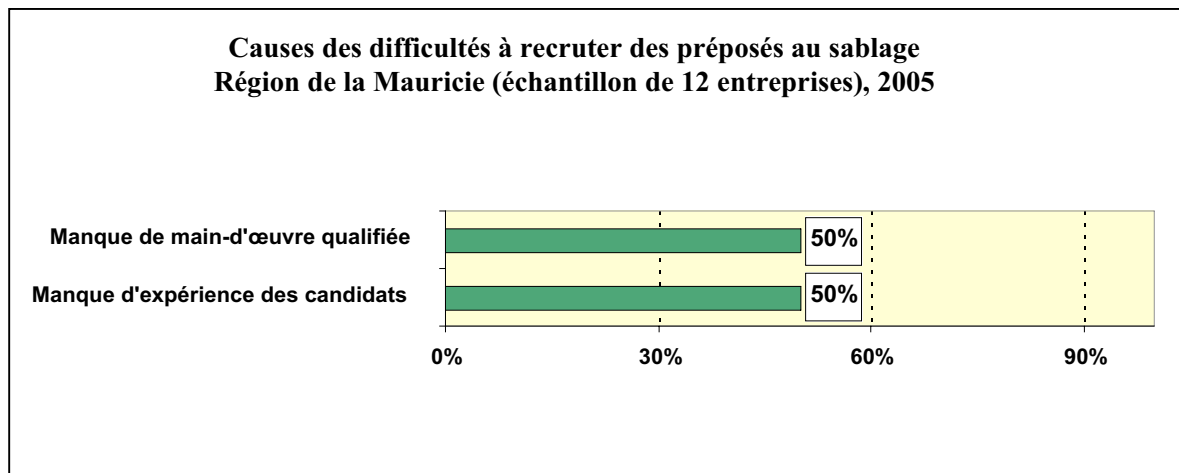
Préposé au sablage (CNP 9493)

On apprend de l'enquête que :

- 6 entreprises sur 12, soit la moitié, comptent ce métier dans l'organisation.
- 1 entreprise sur 6, soit 16 %, recherche un préposé au sablage dans la région.
- 2 entreprises sur 6, soit le tiers, estiment difficile de recruter des gens. Le manque de main-d'œuvre qualifiée (50 %) et expérimentée (50 %) constituent les causes majeures.



Source : Enquête du Comité, 2005

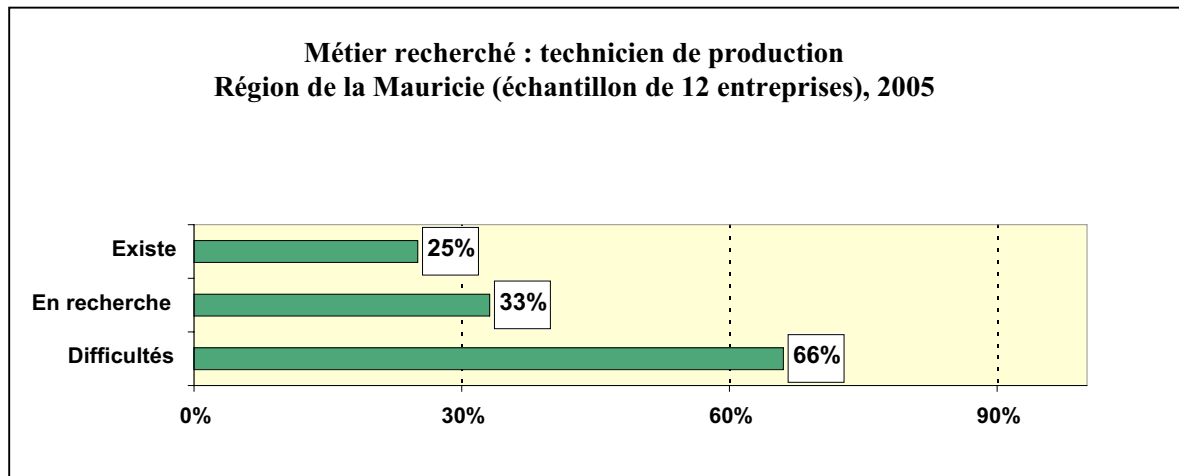


Source : Enquête du Comité, 2005

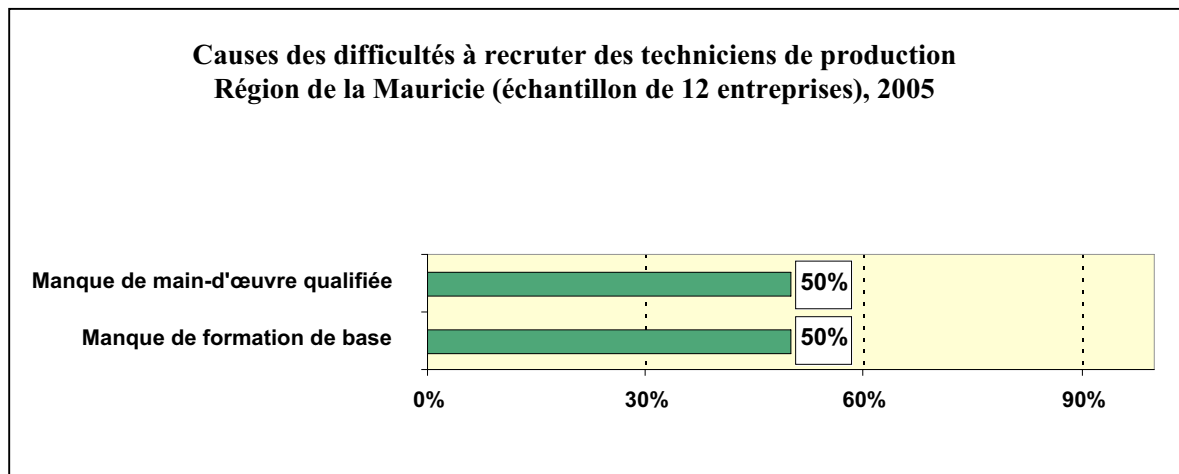
Technicien de production (CNP 2233)

D'après les résultats de l'enquête :

- 3 entreprises sur 12, soit 25 %, confirment que le métier existe dans l'organisation.
- 1 entreprise sur 3, soit le tiers, recherche un technicien de production en Mauricie.
- 2 entreprises sur 3, soit les deux tiers, éprouvent des difficultés à en recruter. Le manque de main-d'œuvre qualifiée (50 %) et l'absence de formation de base (50 %) sont inscrits en tête de liste.

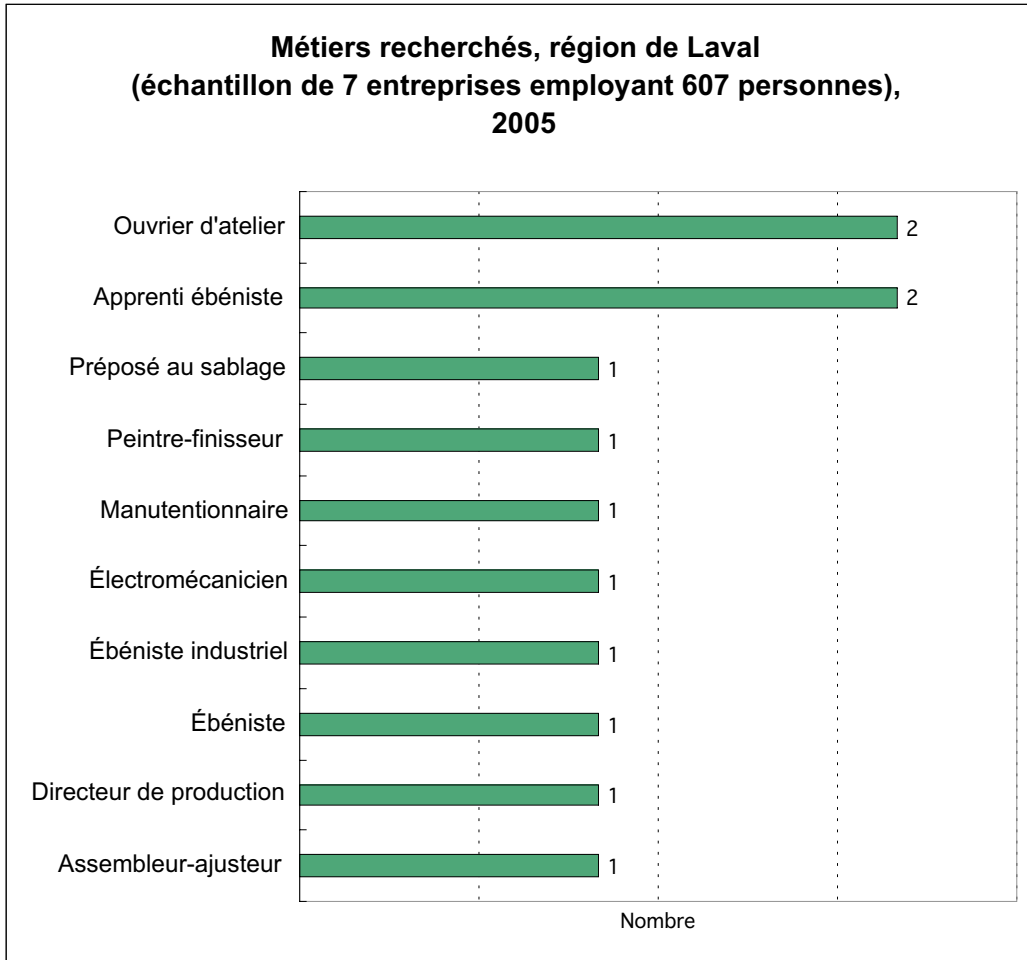


Source : Enquête du Comité, 2005



Source : Enquête du Comité, 2005

Laval

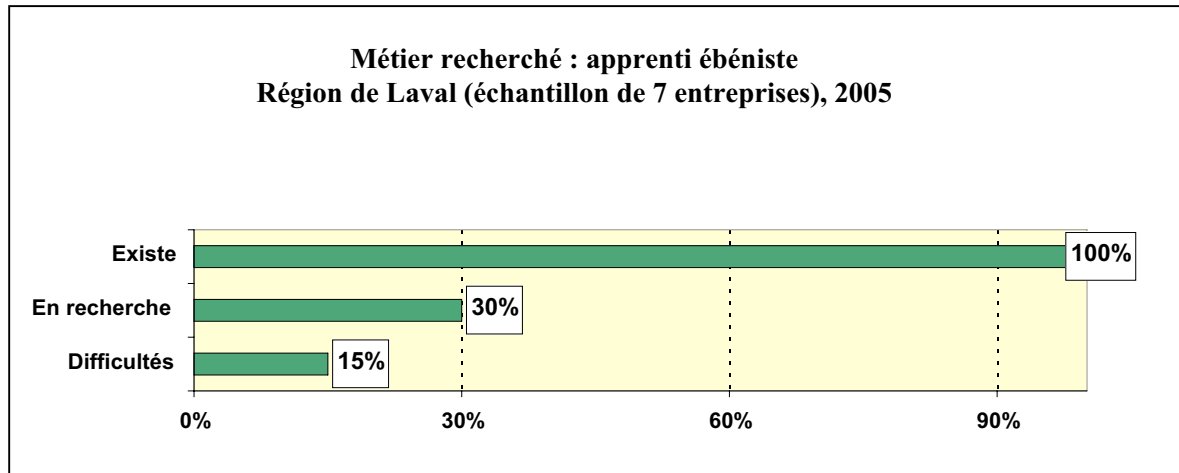


Source : Enquête du Comité, 2005

Apprenti ébéniste (CNP 7272)

Selon les résultats de l'enquête :

- 7 entreprises sur 7, soit la totalité, confirment que le métier existe dans l'organisation.
- 2 entreprises sur 7 à Laval, soit près de 30 %, convoitent un apprenti ébéniste.
- 1 entreprise sur 7, soit 15 %, éprouve des difficultés à recruter des apprentis ébénistes dans la région de Laval. Le seul motif tient au manque de quelques compétences particulières.

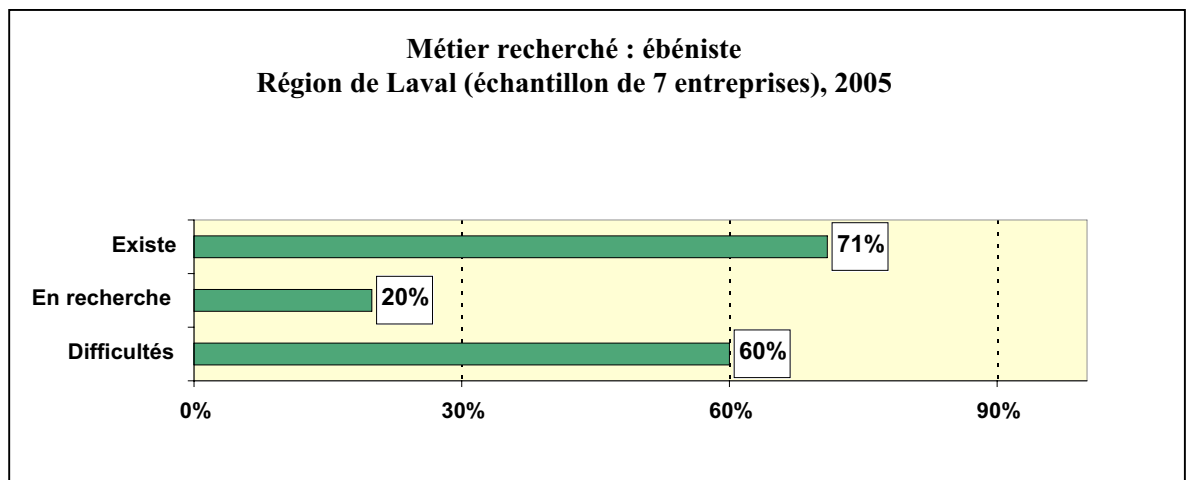


Source : Enquête du Comité, 2005

Ébéniste (CNP 7272)

On retient des résultats de l'enquête que :

- 5 entreprises sur 7, soit 71 %, pourvoient un tel poste dans l'organisation.
- 1 entreprise sur 5, soit 20 %, a besoin d'un ébéniste dans la région de Laval.
- 3 entreprises sur 5, soit près des deux tiers, estiment difficile de recruter des ébénistes, l'unique cause étant le manque de main-d'œuvre qualifiée.

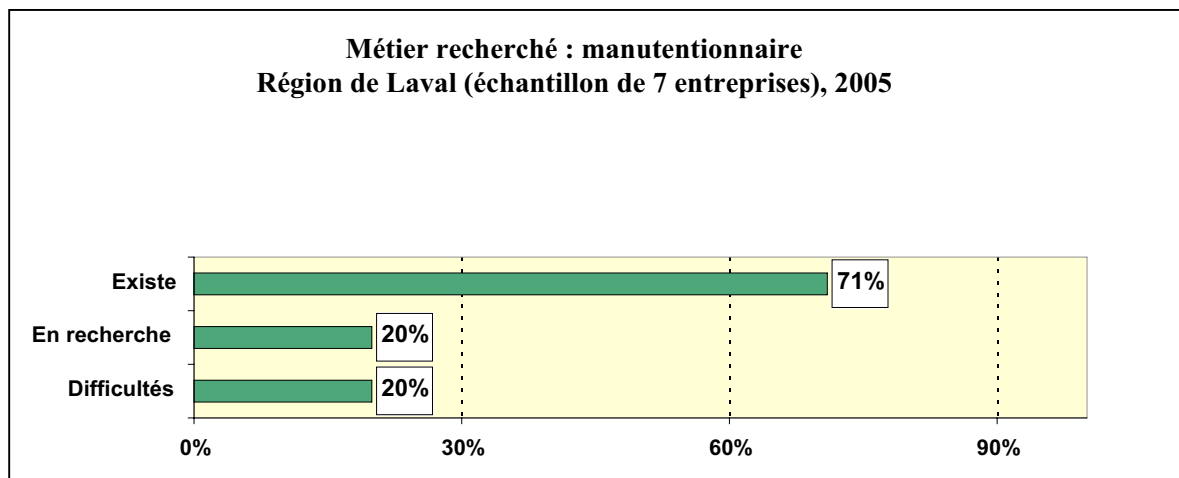


Source : Enquête du Comité, 2005

Manutentionnaire (CNP 7452)

Selon les données recueillies :

- 5 entreprises sur 7, soit 71 %, ont des manutentionnaires à leur service.
- 1 entreprise sur 5, soit 20 %, en recherche.
- Selon 20 % des entreprises (1 sur 5), la grande difficulté de recrutement est imputable au manque d'expérience des candidats.

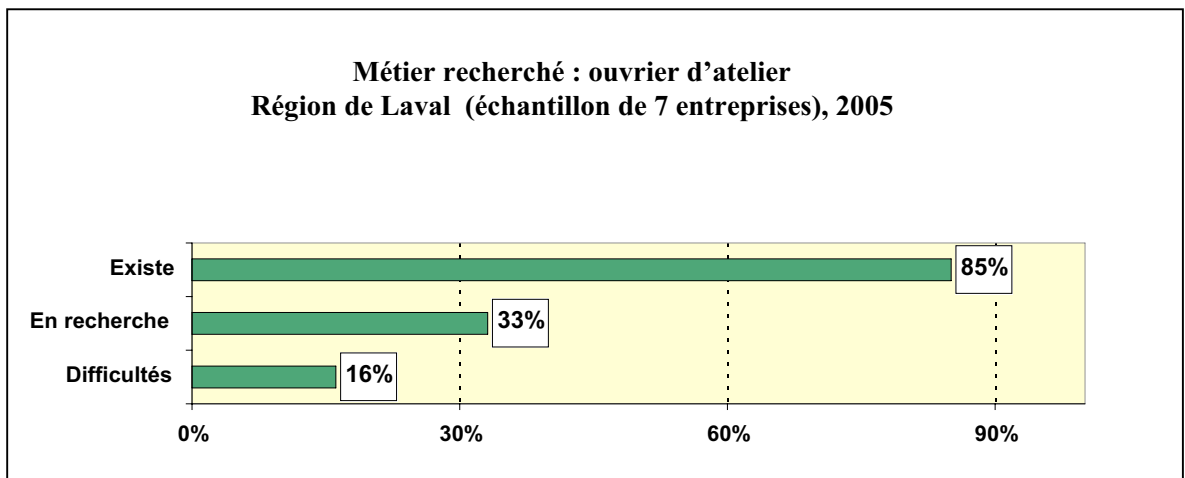


Source : Enquête du Comité, 2005

Ouvrier d'atelier (CNP 9493)

Pour ce métier, on note que :

- 6 entreprises de Laval sur 7, soit 85 %, emploient des ouvriers d'atelier.
- 2 entreprises sur 6, soit le tiers, en recherchent.
- 1 entreprise sur 6, soit 16 %, fait état de problèmes à en recruter. La raison la plus fréquente tient aux conditions de travail difficiles liées à ce métier.

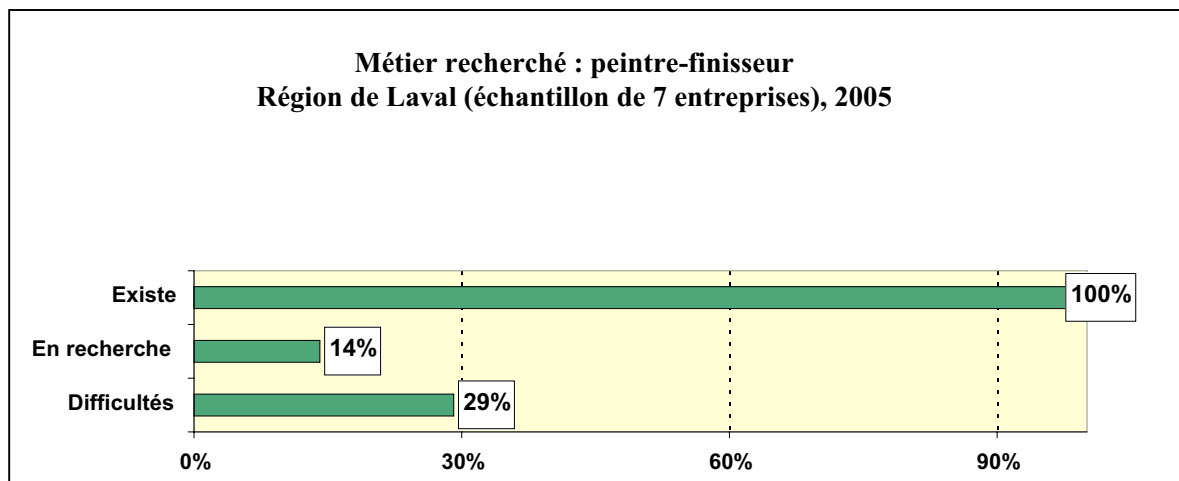


Source : Enquête du Comité, 2005

Peintre-finiisseur (CNP 9496)

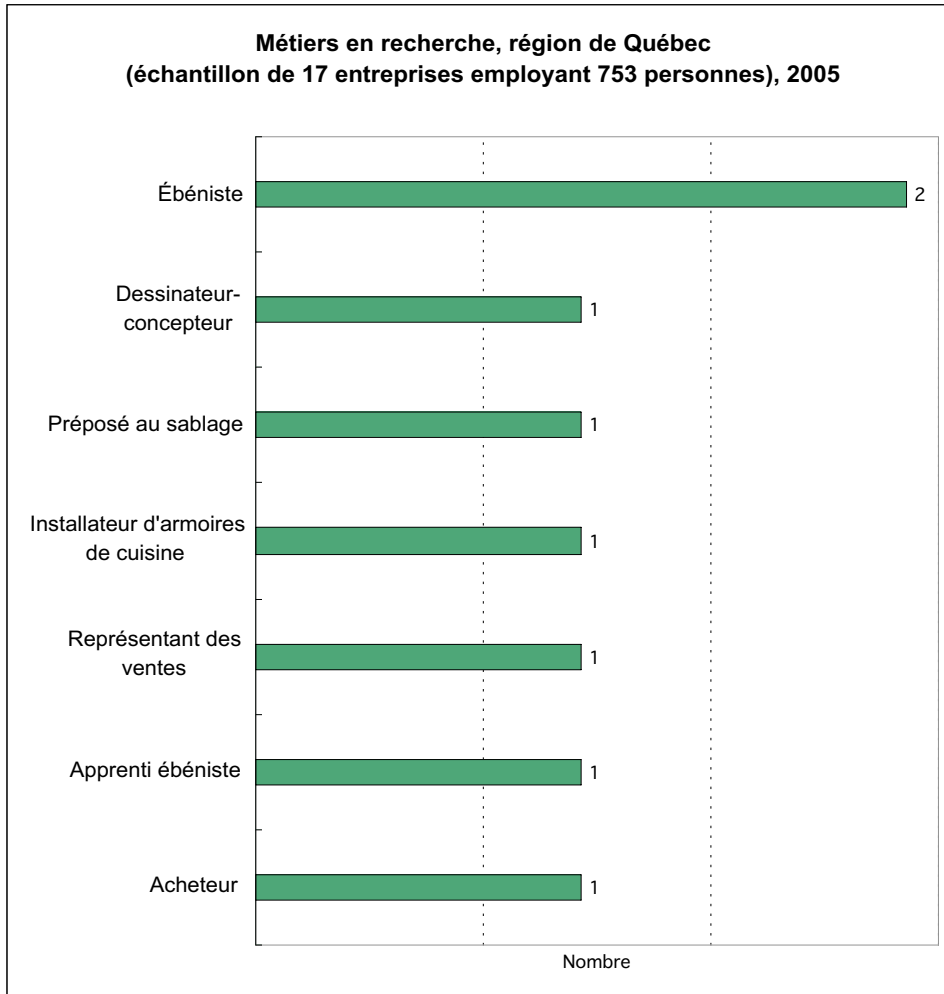
Il ressort de l'enquête que :

- 7 entreprises sur 7, soit la totalité, emploient ce type de travailleur.
- 1 entreprise sur 7, soit 14 %, est à la recherche d'un peintre-finiisseur dans la région de Laval.
- 2 entreprises sur 7, soit près de 30 %, éprouvent de la difficulté à en recruter à cause d'un manque de main-d'œuvre qualifiée.



Source : Enquête du Comité, 2005

Québec

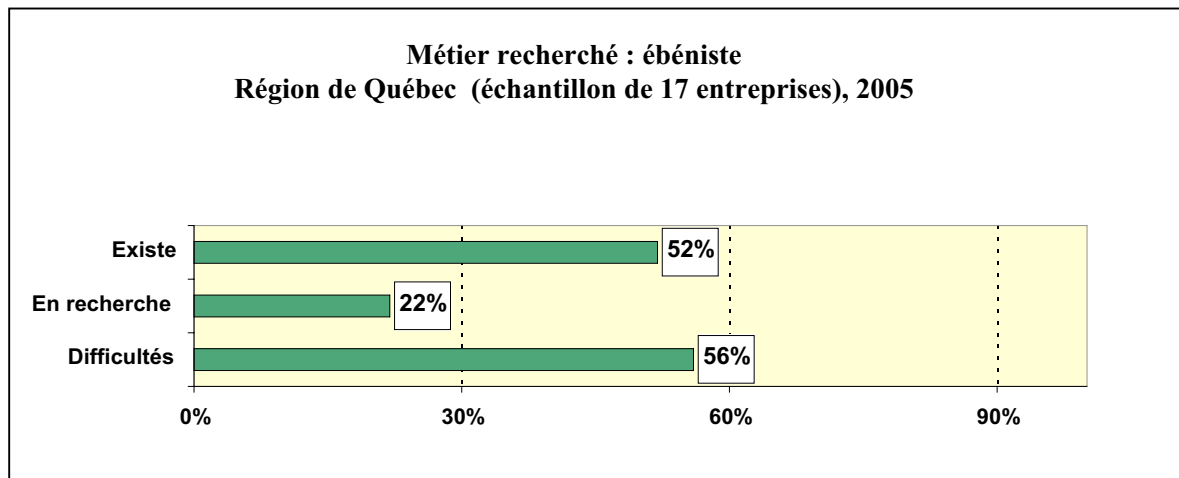


Source : Enquête du Comité, 2005

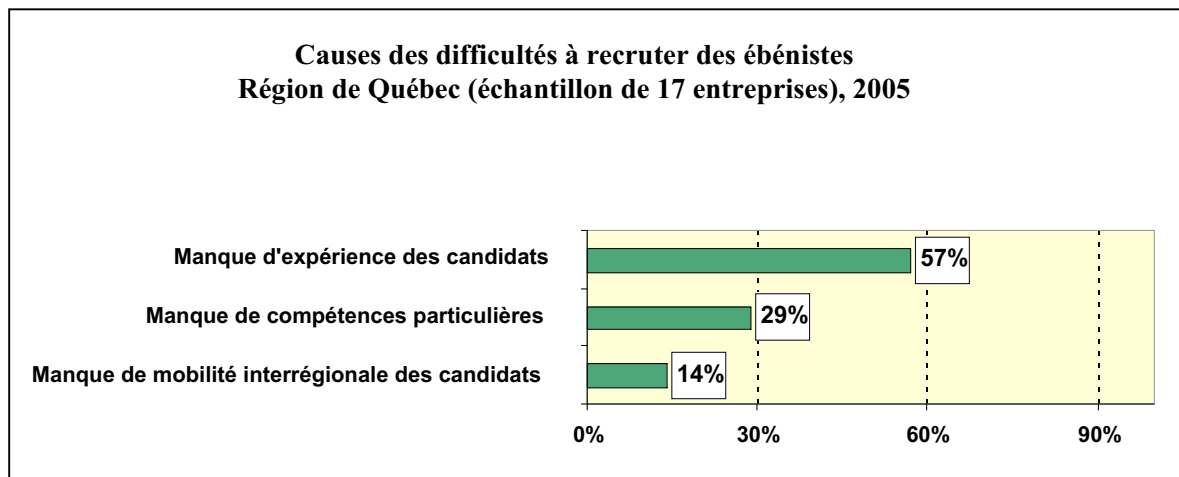
Ébéniste (CNP 7272)

Selon les données recueillies de l'enquête :

- 9 entreprises sur 17, soit plus de la moitié, emploient des gens de ce métier.
- 2 entreprises sur 9, soit 22 %, en recherchent dans la région de Québec.
- Le motif principal qui, selon 56 % des entreprises (5 sur 9), constitue la grande difficulté à en recruter est le manque d'expérience des candidats (57 %). Suivent l'absence de quelques compétences particulières (29 %) et le manque de mobilité interrégionale (14 %).



Source : Enquête du Comité, 2005

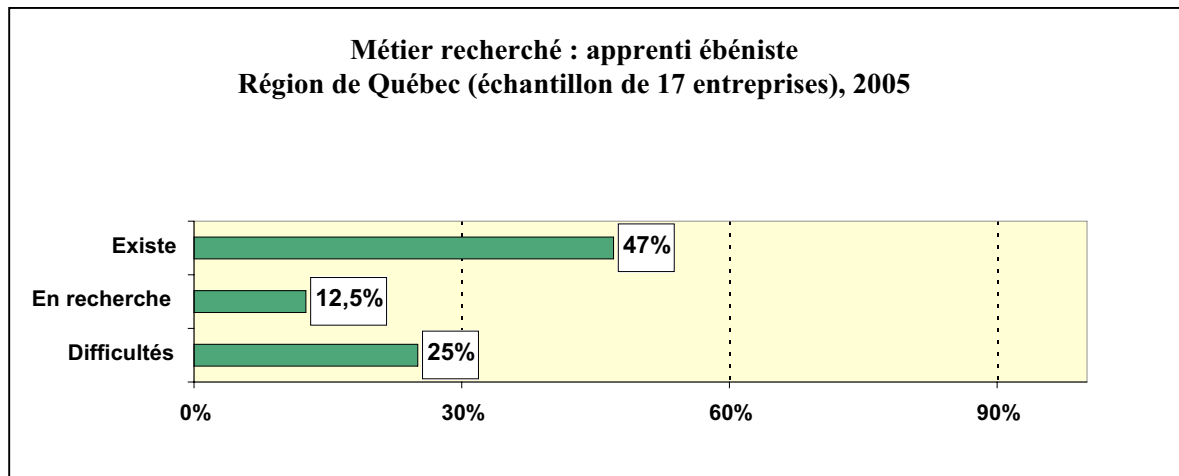


Source : Enquête du Comité, 2005

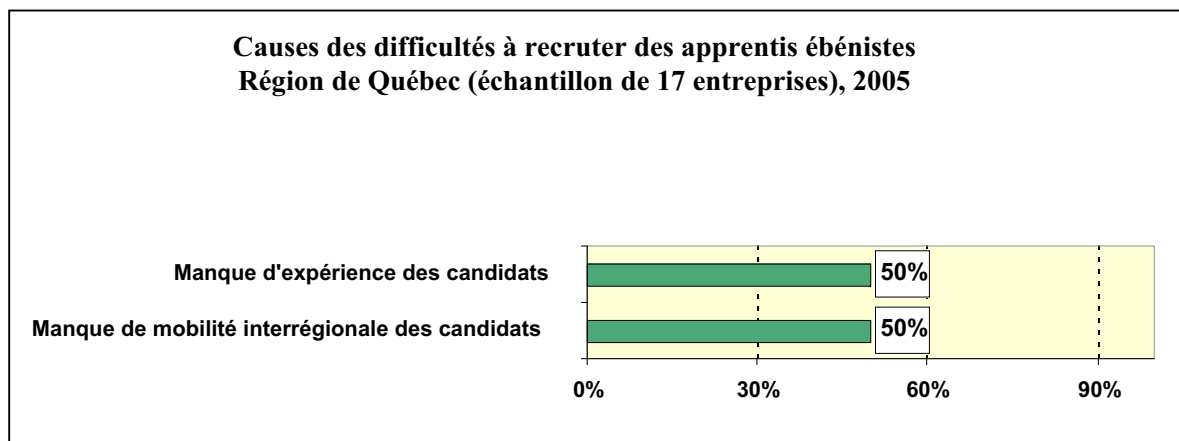
Apprenti ébéniste (CNP 7272)

Selon les résultats de l'enquête :

- 8 entreprises sur 17, soit près de la moitié, confirment que le métier existe dans l'organisation.
- 1 entreprise sur 8 dans la région de Québec, soit 12,5 %, convoite un apprenti ébéniste.
- Les deux principaux motifs qui, selon le quart des entreprises (2 sur 8) dans la région, constituent les grandes difficultés à en recruter se résument à l'inexpérience des candidats (50 %) et au manque de mobilité interrégionale (50 %).



Source : Enquête du Comité, 2005

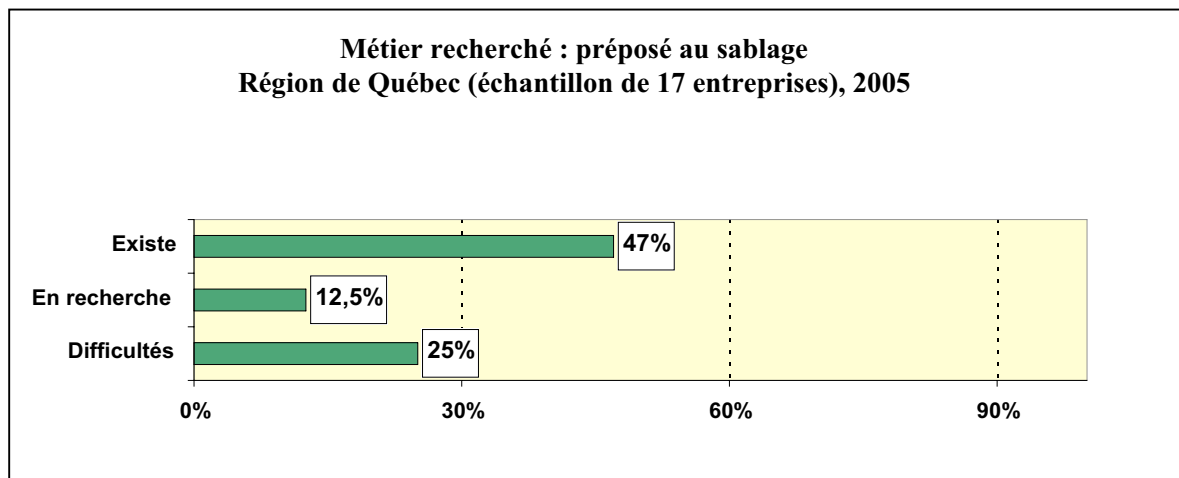


Source : Enquête du Comité, 2005

Préposé au sablage (CNP 9493)

On apprend de l'enquête que :

- 8 entreprises sur 17, soit 47 %, comptent ce métier dans l'organisation.
- 1 entreprise sur 8, soit 12,5 %, recherche un préposé au sablage dans la région de Québec.
- 2 entreprises sur 8, soit le quart, éprouvent de la difficulté à en recruter. Le manque de main-d'œuvre qualifiée et la faible mobilité interrégionale en sont les causes majeures.

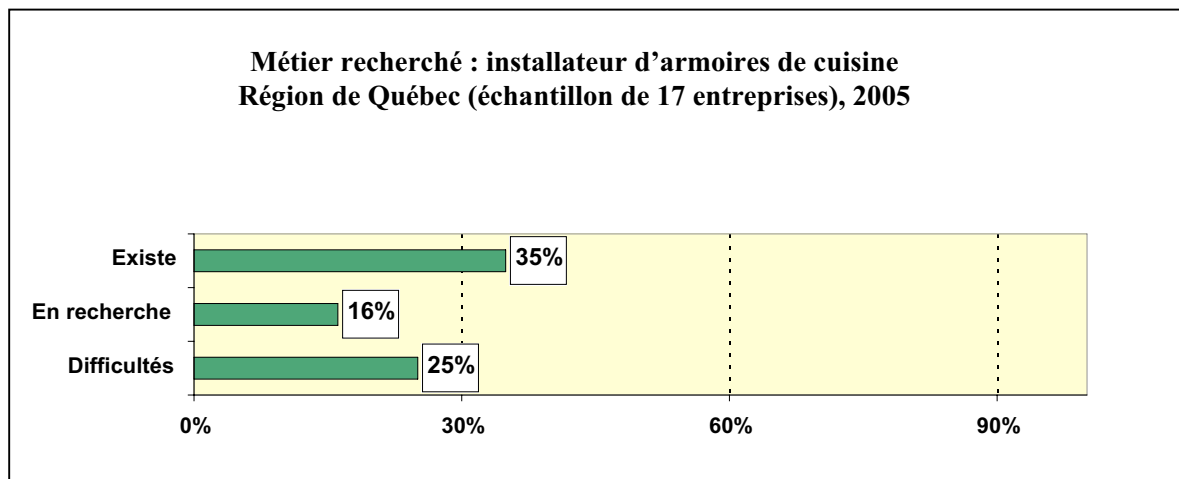


Source : Enquête du Comité, 2005

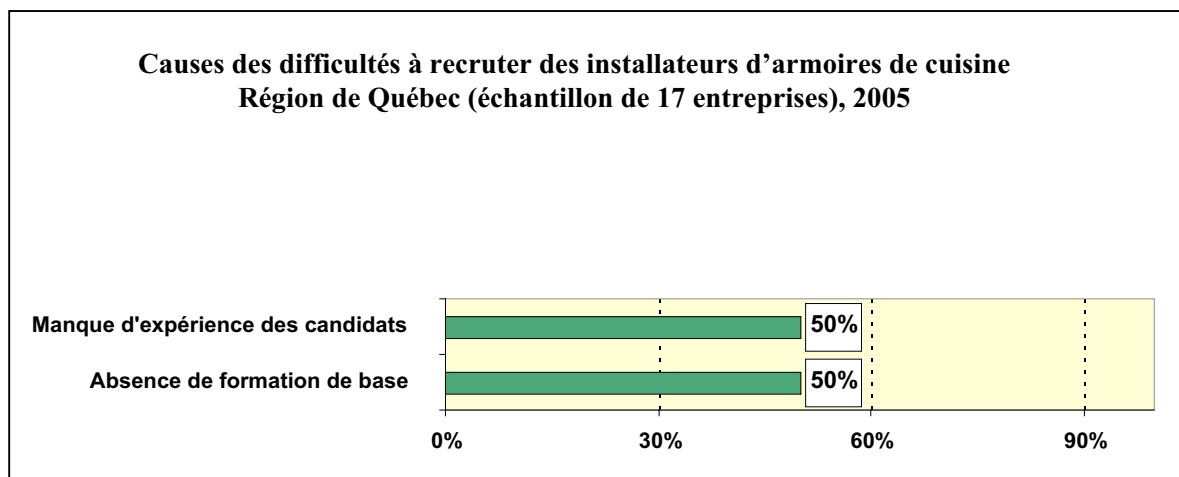
Installateur d'armoires de cuisine (CNP 7441)

Pour ce métier, on note que :

- 6 entreprises sur 17, soit 35 %, dénombrent des installateurs d'armoires de cuisine dans l'organisation.
- 1 entreprise sur 6, soit 16 %, en recherche un.
- 2 entreprises sur 8, soit 25 %, connaissent des difficultés à recruter un installateur d'armoires de cuisine dans la région de Québec. Les causes principales, en proportions égales de 50 %, sont le manque de main-d'œuvre expérimentée et l'absence de formation de base.



Source : Enquête du Comité, 2005

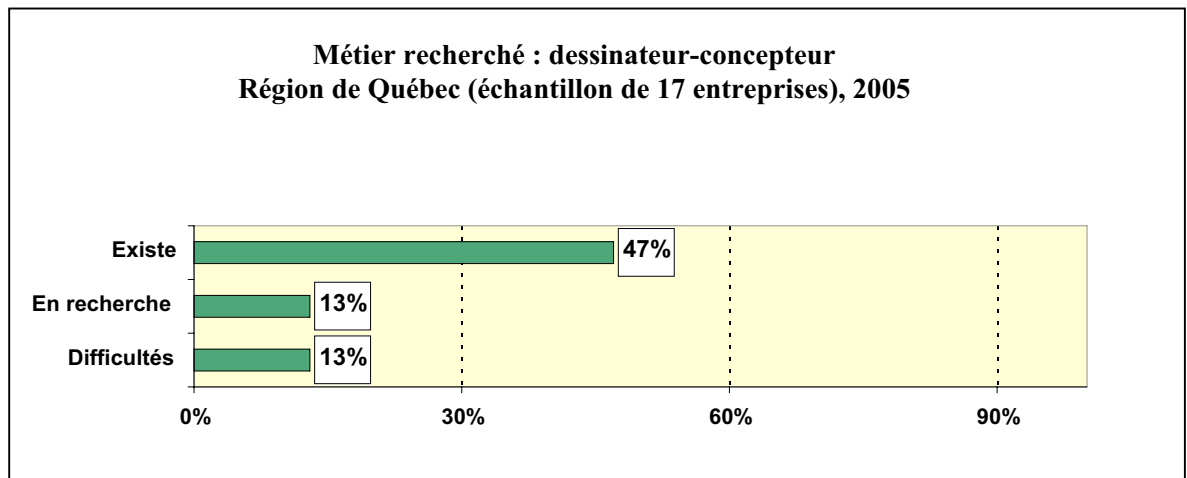


Source : Enquête du Comité, 2005

Dessinateur-concepteur (CNP 2252)

Les données du sondage font ressortir que :

- 8 entreprises sur 17, soit près de la moitié, pourvoient un tel poste dans l'organisation.
- 1 entreprise sur 8, soit 13 %, recherche un dessinateur-concepteur dans la région de Québec.
- 1 entreprise sur 8, soit 13 %, éprouve de la difficulté à en recruter en raison d'un manque de main-d'œuvre qualifiée.

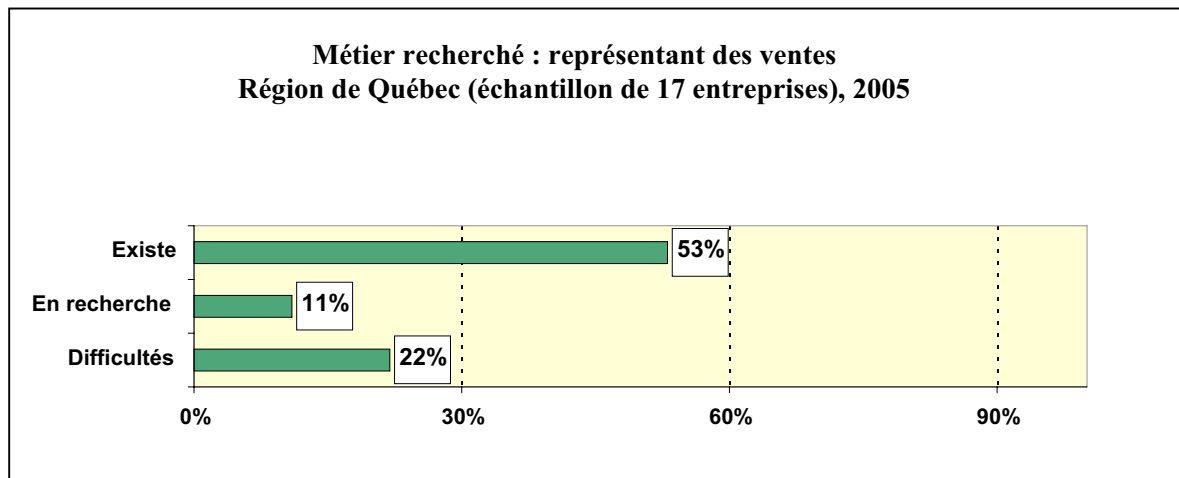


Source : Enquête du Comité, 2005

Représentant des ventes (CNP 6411)

Les résultats de l'enquête mentionnent que :

- 9 entreprises sur 17, soit plus de la moitié, confirment que le métier existe dans l'organisation.
- 1 entreprise sur 9, soit 11 %, recherche un représentant des ventes dans la région de Québec.
- 2 entreprises sur 9, soit 22 %, font état d'un problème à en recruter. Le motif le plus fréquent a trait aux conditions de travail difficiles reliées au poste.



Source : Enquête du Comité, 2005

Bibliographie

SOURCES GÉNÉRALES

Emploi-Québec : www.emploiquebec.net

Industrie Canada : www.ic.gc.ca/

Institut de la statistique du Québec : www.stat.gouv.qc.ca/

Magazine Furniture Today : www.furnituretoday.com

Ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation du Québec : www.mdeie.gouv.qc.ca/

Statistique Canada: www.statcan.ca

Strategis – Données sur le commerce en direct :
www.strategis.ic.gc.ca/sc_mrkti/tdst/frndoc/tr_homep.html

U.S. Department of Commerce, 2005 : www.commerce.gov/

SOURCES SPÉCIFIQUES

Association des fabricants de meubles du Québec, *Le MOTBILIER*, avril 2005.

Banque du Canada, *Rapport sur la politique monétaire*, avril 2005.

Banque Nationale du Canada, *Perspectives économiques et financières 2005*, février 2005.

Commission de la construction du Québec, *Construction-Perspectives 2005*, 2005.

Commission de la construction du Québec, *L'industrie de la construction en 2003*, 2004.

Conseil des fabricants de bois, *Étude nationale du secteur des ressources humaines pour l'industrie de pointe de la transformation des produits de bois au Canada, module 1 : Environnement d'affaires*, 2005.

Emploi-Québec, *Le marché du travail et l'emploi sectoriel au Québec 2004-2008*, 2004.

Exportation et développement Canada, *Prévisions à l'exportation*, printemps 2005.

Furniture Today, « The Asian Connection », mars 2004.

Industrie Canada, *Bulletin mensuel du commerce*, février 2005.

Industrie Canada, *Indicateurs économiques mensuels*, juin 2004.

Industrie Canada, Wulong Gu et Jianmin Tang, *Le lien entre l'innovation et la productivité dans les industries manufacturières canadiennes*, novembre 2003.

Industrie Canada, *L'industrie du meuble de maison au Canada*, 2003.

Industrie Canada, *Performance : Fabrication de meubles et de produits connexes*, 2003.

Institut de la statistique du Québec, *Commerce international des marchandises du Québec*, mars 2005.

Mouvement Desjardins, *Évolution de l'endettement et de l'épargne au Québec*, mars 2005.

Société canadienne d'hypothèques et de logement, *Intentions d'achat ou de rénovation des consommateurs*, février 2005.

Société canadienne d'hypothèques et de logement, *Portrait du marché de l'habitation du Québec*, 2004-2005.

Société d'habitation du Québec, *Collection L'habitation au Québec*, 2004-2005.

Société d'habitation du Québec, *N'est pas rénovateur qui veut*, février-mars 2004.

Statistique Canada, *Enquête mensuelle sur les industries manufacturières*, janvier 2005.

Statistique Canada, *Évolution récente du marché du travail*, mars 2005.

Statistique Canada, *Perspectives du monde des affaires : industries manufacturières*, janvier 2005.